

ASSEMBLÉE POPULAIRE NATIONALE

**Quatre projets de loi soumis aux commissions spécialisées pour examen**

P. 24

RÉFÉRENDUM SUR LA CONSTITUTION

**L'ANIE annonce le report de la présentation des préparatifs**

P. 24

ALGÉRIE-NIGER

**M. Boukadoum en visite de travail à Niamey**

P. 24

DISPARITION HAMDİ BENNANI, UNE ICONE DU MALOUF

## Un virtuose qui a gagné le respect de tous

La disparition du chanteur et musicien du malouf, Hamdi Bennani, aura suscité l'émoi des personnalités politiques et artistiques ainsi que chez les innombrables fans saluant la mémoire de l'artiste et regrettant la perte d'un virtuose qui a su gagner le respect du public avec son art. Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a présenté ses sincères condoléances à la famille de l'artiste en regrettant que "la scène artistique perde un homme engagé qui a su gagner le respect du public avec son art, tout au long de son parcours artistique, tant à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur". Dans le milieu artistique ils sont nombreux à avoir exprimé leur tristesse devant cette disparition à l'image du chanteur malouf Layachi Dib, compagnon de route du défunt, qui a salué la mémoire d'un "artiste accompli, d'une grande élégance, qui a trouvé l'équilibre entre modernité et authenticité".

P. 16-24  
DKnews/APS



### UNIVERSITÉ

**«Des conditions "acceptables" de reprise des activités pédagogiques»**

P. 24

ALGÉRIE-FRANCE-MÉDIAS  
**"La chaîne française M6 désormais interdite d'opérer en Algérie" (ministère)**

P. 16

SPORTS SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE

**"Un projet de relance au niveau du gouvernement"**

P. 4

### SANTÉ

MALADIES DE LA PEAU

**Comment mieux traiter les maladies chroniques**

P. 12-13

### FOOTBALL

SÉLECTION ALGÉRIENNE DE FOOTBALL (AMICAL)

**Zorgane et Lamara dans la liste élargie de Belmadi**

P. 21



PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE

**Facebook lance une nouvelle campagne d'incitation au vote**

P. 17

### MDN

LUTTE CONTRE L'ÉMIGRATION CLANDESTINE

**485 personnes sauvées dans les eaux territoriales algériennes**

P. 24

## RETRAITÉS

## Un nouveau calendrier de versement des pensions des retraités



Un nouveau calendrier de versement des pensions et allocations des retraités et ayants-droit sur plusieurs jours a été élaboré afin de faciliter le retrait d'argent au niveau des bureaux de poste, a indiqué lundi Algérie Poste sur sa page officielle Facebook.

"Afin de faciliter le retrait des pensions et allocations des retraités et ayants-droits et assurer une meilleure prise en charge au niveau des bureaux de poste, et dans le cadre de la complémentarité gouvernementale entre le ministère de la Poste et des Télécommunications et celui du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, la Caisse nationale des retraites (CNR) et Algérie Poste ont élaboré un nouveau calendrier pour le versement des pensions sur plusieurs jours en fonction du dernier numéro du compte CCP", a précisé la même source.

Pour ce faire, Algérie Poste invite les retraités et les ayants-droit à "respecter ce calendrier et se présenter le jour du versement de leur pension afin de retirer leur argent dans les meilleures conditions au niveau des bureaux de poste", a conclu le communiqué.

## TIZI-OUZOU

## Opération de recherche au large de Tizirt d'un pêcheur disparu

Une opération de recherche d'un pêcheur disparu au lieu dit Mazer, dans la commune de Mizrana, au Nord de Tizi-Ouzou, a été lancée depuis dimanche soir par les éléments de l'unité marine de la protection civile, a indiqué lundi un communiqué de ce corps.

Il s'agit, a indiqué la même source, d'un pêcheur disparu depuis dimanche au milieu de l'après-midi, soulignant que trois équipes de plongeurs de l'unité marine de Tizirt ont été mobilisées pour cette opération qui se poursuit encore.

"Les recherches se poursuivent encore et d'autres équipes sillonnent, également, la côté, à pied et au moyen de petites embarcations, au cas où le corps sera rejeté par la mer", a indiqué à l'APS, le communicant de la protection civile, capitaine Kamel Bouchakor.

## TIPASA

## Neutralisation d'un réseau criminel organisé et saisie de plus de 3 kgs de kif traité

Les services de la police judiciaire de la sûreté de wilaya de Tipasa ont mis hors d'état de nuire un réseau criminel organisé spécialisé dans le trafic de drogues, avec la saisie de plus de trois kg de cannabis, a indiqué, lundi, un communiqué de ce corps sécuritaire.

Selon le document rendu public par la cellule d'information de la sûreté de wilaya, la brigade d'investigation et des recherches a mis hors d'état de nuire un réseau organisé constitué de trois éléments, dans le cadre des efforts de lutte contre la criminalité sous toutes ses formes. Ce réseau est spécialisé dans le trafic illégal de drogues à travers les wilayas du centre du pays, selon le même communiqué, signalant l'arrestation de trois personnes avec la saisie en leur possession d'une quantité considérable de kif traité.

L'opération a permis la saisie de 3,054 kg de kif traité, outre un véhicule touristique, et trois téléphones portables, a précisé la même source, signalant la présentation des trois suspects devant le parquet territorialement compétent.

## ELEVAGE BOVIN

## Opération d'identification du cheptel dans 2 wilayas pilotes



Le ministère de l'Agriculture et du développement rural lancera à partir du premier octobre prochain une opération d'identification du cheptel bovin au niveau de deux wilayas pilotes avant sa généralisation progressive au niveau national, a annoncé lundi le département ministériel dans un communiqué.

"Dans le cadre de la mise en œuvre de la feuille de route du secteur de l'Agriculture et du développement rural, notamment en ce qui concerne la réalisation du programme de numérisation et de renforcement du système d'information et d'aide à la décision, le ministère de l'Agriculture et du développement rural lancera à partir du 1er octobre prochain une opération d'identification du cheptel bovin au niveau de deux wilayas pilotes, à savoir Bejaia et Tlemcen avant sa généralisation progressive au niveau national", lit-on dans le document.

Selon la même source, cette opération d'envergure nationale, qui sera jumelée à la campagne de vaccination des bovins contre la fièvre aphteuse, consiste à enregistrer toutes les informations relatives à l'animal dans une base de données nationale, dans la perspective de réaliser un inventaire complet de tous les animaux présents dans l'exploitation.

Outre l'amélioration du système de gestion des éleveurs, le ministère a noté que ce programme va garantir l'origine de chaque animal acheté, suivre les mouvements des animaux à travers les exploitations et les marchés, assurer l'efficacité des programmes de santé animale et assurer une meilleure visibilité statistique", a conclu le communiqué.

## EMIGRATION CLANDESTINE

## Oran : démantèlement de deux réseaux spécialisés dans l'organisation de traversées

Les services de la sûreté de la daïra d'Aïn El Turck (Oran) ont réussi à démanteler deux (2) réseaux spécialisés dans l'organisation de traversées clandestines en mer et l'arrestation de six personnes, a-t-on appris lundi auprès de la cellule de communication et d'information de la sûreté de la wilaya.

Les deux opérations ont eu lieu la semaine écoulée sur la base d'informations parvenues à la police qui a effectué un plan minutieux permettant l'arrestation de six (6) personnes dont l'âge varie entre 20 et 36 ans qui s'approprièrent à une traversée clandestine par mer, a-t-on indiqué.

Selon la même source, il a été procédé, à la faveur de ces opérations, à la saisie de deux véhicules, deux embarcations, des moteurs et du matériel de secours et de navigation, de même qu'une somme d'argent de plus de 4,650 millions DA.

Après les formalités judiciaires d'usage, les personnes arrêtées ont été présentées devant le procureur de la République près du tribunal d'Aïn El Turck et écrouées, a-t-on fait savoir.

## UNIVERSITÉ DE TIZI-OUZOU

## Une flotte de bus pour les étudiants résidents hors wilaya



Une flotte de transport universitaire sera consacrée au transport des étudiants de l'Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou (UMMTO), résidents dans d'autres wilayas à partir de lundi, a annoncé la direction de l'Université dans un communiqué.

Les wilayas concernées par cette mesure, qui vise à permettre à ces étudiants poursuivant leurs études au niveau de l'UMMTO et ayant des examens de rejoindre l'Université, sont Boumerdes, Bouira, Béjaia, Bordj Bou Arraridj et Alger.

Les départs, est-il précisé de même source, se feront à partir des campus universitaires de chaque wilaya, à savoir, l'université Akli Mohand Oulhadj de Bouira, Abderrahmane Mira de Béjaia, M'hamed Bougara de Boumerdes, Mohamed El Bachir El Ibrahimy de Bordj Bou Arraridj et Houari Boumediène d'Alger.

## ACCIDENTS DE LA ROUTE

## 29 morts et 1.254 blessés en une semaine (Protection civile)

Vingt-neuf (29) personnes ont trouvé la mort et 1.254 autres ont été blessées dans 1.030 accidents de la circulation survenus à travers le territoire national durant la période du 13 au 19 septembre, indique mardi un communiqué de la Protection civile.

Le nombre le plus élevé de victimes a été enregistré dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, avec 5 personnes décédées et 25 autres blessées dans 23 accidents de la route, précise la même source. Concernant le dispositif de surveillance des plages, les agents chargés de cette mission ont effectué durant la même période 2.096 interventions qui ont permis de sauver de la noyade 1.312 personnes, assurer les premiers secours à 697 et évacuer 91 autres vers les structures sanitaires.

Les éléments de la Protection civile ont procédé, par ailleurs, à l'extinction de 1.192 incendies urbains, industriels et autres. S'agissant des activités de lutte contre la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19), les unités de la Protection civile ont effectué 266 opérations de sensibilisation à travers 48 wilayas, rappelant aux citoyens la nécessité de respecter le confinement et les règles de distanciation sociale, et 894 opérations de désinfection générale à travers 48 wilayas.

## SÛRETÉ DE WILAYA D'ALGER

## Arrestation d'un individu usurpant d'identité de hauts cadres à la Présidence de la République

Les services de la sûreté de la wilaya d'Alger ont arrêté lundi un individu dangereux, issue de la wilaya de Boumerdes et résidant à la Casbah et à Bab Ezzouar, s'adonnant à l'usurpation d'identité de cadres supérieurs à la Présidence de la République et d'autres institutions de l'Etat, a indiqué la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN).

Il s'agit d'un individu arrêté "en possession de cartes d'identité appartenant à d'autres personnes issues de différentes wilayas auxquelles il faisait croire qu'il était en contact avec des fonctionnaires dans divers secteurs, afin d'intervenir pour leur parcours professionnel de manière à bénéficier d'installations dans des postes ou de transferts de poste en contrepartie d'avantages et de sommes d'argent", a précisé la même source.

L'enquête préliminaire a révélé que la personne arrêtée exerçait une activité criminelle étendue à plusieurs wilayas, et impliquée dans plusieurs affaires similaires liées à l'escroquerie, menace de mort, usurpation d'identité militaire et d'autrui, harcèlement d'un fonctionnaire en poste et out rage à corps constitué, a-t-on affirmé, faisant savoir que l'enquête, supervisée par les autorités juridiques territorialement compétentes, suit son cours.

La DGSN invite toute personne ayant été victime d'escroquerie dans ce sens de se rapprocher des services de la Sûreté de wilaya d'Alger, a-t-on conclu.

## RÉVISION DE LA CONSTITUTION

# M. Belhimer : la nouvelle Constitution répondra "aux revendications du Hirak"

Le ministre de la Communication, Porte-parole du Gouvernement, M. Ammar Belhimer, a indiqué que la nouvelle Constitution algérienne, dont le projet sera soumis à un référendum populaire le 1er novembre prochain, répondra aux revendications du Hirak, le mouvement populaire qui a empêché l'ancien Président Abdelaziz Bouteflika de brigner un 5e mandat.

"L'amendement constitutionnel est le premier des engagements électoraux du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Il faut une nouvelle Constitution conforme aux revendications du mouvement populaire «Hirak» du 22 février 2019. Le président de la République a béni ce Hirak et s'est engagé à mettre en œuvre ses revendications", a indiqué M. Belhimer dans un entretien accordé à la chaîne de télévision France24.

Parmi les revendications du Hirak auxquelles le projet de révision de la Constitution, adopté par le deux chambres du Parlement, répond déjà, M. Belhimer a cité, essentiellement, "l'affermissement de l'exercice démocratique, une plus grande séparation des pouvoirs et un plus grand attachement aux lois en créant une Cour constitutionnelle et en assurant par une disposition particulière la sécurité juridique".

S'agissant des chantiers de ré-

forme du secteur de la Communication, M. Belhimer a indiqué qu'ils tiennent de deux "grandes préoccupations", à savoir "le raffermissement de l'exercice démocratique et l'encadrement juridique des activités de communication".

Il a précisé qu'au titre de la première préoccupation, il a été retenu notamment "le renforcement du cadre référentiel (révision constitutionnelle en cours), la préservation du cadre pluriel et concurrentiel de l'activité de communication, le développement de la communication institutionnelle et le développement de la communication de proximité". Pour l'encadrement juridique des activités de communication, M. Belhimer a cité, essentiellement, "la codification de l'activité de la presse électronique multimédias, une loi sur la publicité, l'encadrement de l'activité de sondage d'opinion, une assise juridique pour les agences de communication, l'autorégulation de la presse écrite : Conseil national

de la presse écrite, et le rapatriement juridique et technologique des chaînes de télévision privées".

Invité à s'exprimer sur la condamnation en appel à deux ans de prison ferme de Khaled Drareni, M. Belhimer s'est voulu catégorique en affirmant: "N'attendez pas d'un membre de l'Exécutif, de surcroît ancien professeur de droit, de s'immiscer dans le fonctionnement de l'institution judiciaire". Il a ajouté que "des peines ont été prononcées en première et en seconde instances dans des décisions de justice que je m'abstiendrai naturellement de commenter", précisant, toutefois, que "ce n'est pas de délit de presse dont il s'agit dans le cas d'espèce, même si le prévenu exerçait le métier de correspondant de médias étrangers sans accréditation préalable". M. Belhimer a qualifié les réactions à ce sujet de certaines Organisations non gouvernementales (ONG) étrangères d'"ingérence inadmissible".



## ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

## Les représentants des étudiants satisfaits des mesures de reprise des cours

Les représentants des associations estudiantines agréées relevant du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique se sont dits satisfaits quant aux mesures de reprise en charge du transport des étudiants vers les établissements universitaires ainsi que de la reprise des activités d'enseignement, en présentiel, à partir du 19 septembre courant.

A l'issue d'une réunion avec le Secrétaire général (SG) de la tutelle, les représentants des associations estudiantines ont affiché "une satisfaction quant à la mesure prise par les pouvoirs publics au sujet de la reprise en charge du transport des étudiants vers les établissements d'enseignement où ils sont inscrits, mais également de la reprise des activités pédagogiques en présentiel, à partir du 19 septembre courant", a précisé un communiqué.

Les représentants des associations estudiantines ont saisi cette occasion pour "soulever une série de préoccupations relevées dans certains établissements et services", a indiqué la même source, ajoutant que le SG "a promis de prendre en considération tout es les préoccupations pertinentes qui lui ont été soulevées". La réunion a également constitué une opportunité pour le responsable de tenir les représentants des étudiants informés "des conditions dans lesquelles ont repris les activités d'enseignement depuis le 23 août dernier, et conclues à la lumière des rencontres d'évaluation, tenues la semaine passée". A noter que ces rencontres ont fait ressortir un état des lieux acceptable des activités pédagogiques programmées entre le 23 août et le 9 septembre, au moment où les chefs des établissements universitaires et des œuvres sociales ont exprimé "leur disposition" à mener à bien l'année universitaire en cours, a conclu le communiqué.

## INVESTISSEMENT DANS LES TÉLÉCOMS

## "Œuvrer à améliorer l'accompagnement des jeunes et faciliter l'investissement dans les TIC"

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Brahim Bouzmar, a affirmé lundi à Oran que son département œuvre à améliorer l'accompagnement des jeunes ainsi qu'à faciliter l'investissement et le recours aux marchés publics dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC).

M. Bouzmar a souligné, lors d'une rencontre avec des responsables de startups, à l'occasion d'une visite dans la wilaya, que son département ministériel œuvre à améliorer l'accompagnement des jeunes, faciliter les opérations d'investissement et l'accès aux marchés publics dans le secteur des TIC.

Il a appelé à l'occasion à "l'ouverture du dialogue avec les porteurs de projets et ceux qui veulent réaliser des investissements productifs notamment les jeunes détenteurs de startups".

Le ministre a fait savoir que le portail des avis d'appels d'offres et consultations du secteur des postes et télécommunications "Safaqatouka", lancé par le ministère de tutelle de concert avec le ministère délégué auprès du Premier ministre chargé de l'Economie et de la connaissance et des Startups en août dernier, est un des outils modernes et supports qui permettent l'égalité des chances, la transparence, l'intégrité, la compétitivité et la facilitation des procédures d'accès aux marchés qui sont financés par le Trésor public et les entreprises du secteur.

Dans ce sillage, il a indiqué que le secteur vise, à travers ce portail, à faire connaître les marchés publics liés à la réalisation de projets du secteur, leur numérisation et leur traçabilité, et ce à partir des cahiers de charges jusqu'à l'octroi final du marché. Il a ajouté que depuis son lancement, le portail a enregistré plus de 28.800 visiteurs et 1.344 entreprises (utilisateurs), dont 25 pour cent créées le cadre du dispositif de



chaque bureau de poste.

A ce propos, il a mis l'accent sur la nécessité de réguler la densité postale à travers l'ouverture de nouveaux bureaux de poste. D'autre part, le ministre a appelé les journalistes à participer aux campagnes de sensibilisation de proximité pour encourager les citoyens à l'usage du paiement électronique.

M. Bouzmar a également inauguré, lors de sa visite, une agence commerciale de "Algérie Télécom" à Aïn El Turk et inspecté le centre de tri et de distribution de "Algérie Poste" à haï "El Menauer", de même qu'un bureau de poste à Es-Sénia et des agences commerciales d'opérateurs de téléphonie mobile.

### Formation des journalistes dans la lutte contre les fake news

Par ailleurs, le ministre de la Poste et des Télécommunications a indiqué, dans une déclaration à la presse en marge de sa visite dans la wilaya, que son ministère œuvre à la formation de plusieurs journalistes et correspondants régionaux à travers une plate forme électronique, par un opérateur mondial, pour lutter efficacement contre les rumeurs (fake news) dans les réseaux sociaux.

"L'espace cybernétique est une arme à double tranchant et c'est pourquoi, il est de notre devoir d'assurer aux journalistes et correspondants régionaux, une formation technique de deux semaines, à raison de 1 heure et 30 par jour, dans les postes techniques, pour lutter efficacement contre les rumeurs qui se répandent dans la toile via Internet", a-t-il déclaré. En outre, il a annoncé l'organisation mardi d'une journée d'études au profit des journalistes par visioconférence, pour accélérer le rythme du paiement électronique et sa généralisation à travers différentes structures.

l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ), poursuivant que 7.535 appels d'offres au profit de startups ont été lancés.

Aussi, le premier responsable du secteur a insisté sur l'importance de s'appuyer sur les activités et les innovations des jeunes ainsi que d'accélérer le rythme des évolutions des réseaux d'infrastructures, à condition de respecter le plan de charge et d'ouvrir des postes d'emploi aux jeunes, notamment les diplômés des centres de formation professionnelle, outre le respect des conditions, de la qualité et des délais de réalisation des travaux. Lors de sa visite du projet de raccordement de haï 2.500 logements AADL à Aïn Beida (commune d'Es-Sénia), M. Bouzmar a insisté sur la nécessité de connecter les pôles urbains et les nouvelles cités d'habitations au réseau de fibre optique et celui du téléphone mobile. Et de relever qu'il a été accordé récemment une batterie de fréquences aux opérateurs de la téléphonie mobile, au nombre de trois, devant contribuer, dans les mois prochains, à améliorer la qualité de la couverture.

D'autre part, le ministre a souligné que la densité postale à Oran est élevée notamment au chef-lieu de wilaya, dépassant 16.000 habitants pour chaque bureau de poste et ainsi le taux national qui varie entre 9.000 et 10.000 habitants pour

## ALPHABÉTISATION Une convention pour le développement des activités d'alphabétisation par la formation

Une convention cadre a été signée, lundi à Alger, pour le développement des activités d'alphabétisation par la formation en vue de faciliter l'insertion sociale des catégories concernées, notamment les jeunes et les femmes.

Cosignée par la ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Hoyam Benfriha et le président de l'Association d'Alphabétisation "Iqraa", Hocine Khalid, la convention vise à renforcer l'action commune, définir le cadre de coopération et de concertation bilatérales, notamment en termes de "mobilisation de ressources humaines, matérielles et pédagogiques nécessaires pour l'ouverture des classes d'alphabétisation au sein des centres de formation selon les capacités disponibles". D'après les organisateurs, cette convention s'inscrit dans le cadre de "la prise en charge des besoins des apprentis analphabètes et en application de la stratégie nationale d'alphabétisation". Le document porte sur l'encadrement des spécialités de formation programmées par les enseignants des établissements de formation professionnelle en faveur de l'Association "Iqraa", permettant aux détenteurs de certificats de qualification dans le cadre du partenariat avec l'association de bénéficier des services fournis par les structures d'accompagnement et d'insertion relevant du secteur de la formation professionnelle.

Les deux parties s'engagent à "organiser des campagnes de sensibilisation à l'importance de la formation à toutes les tranches d'âge notamment les femmes rurales ainsi que l'organisation de rencontres sur la réalisation de l'équilibre et de la cohésion entre les méthodes pédagogiques de formation en vigueur dans le domaine de l'alphabétisme et les programmes du secteur de la formation".

En vertu de cette convention, une commission mixte sera formée pour la coordination et le suivi pour évaluer les opérations accomplies chaque semestre et se mettre d'accord sur les mesures à prendre pour améliorer la concertation et la coordination.

Pour leur part, les directions de la formation et de l'enseignement professionnels ainsi que les bureaux de l'association au niveau des wilayas s'engagent également à conclure des conventions bilatérales dans l'objectif de concrétiser les engagements stipulés dans la convention au niveau local. A cette occasion, la ministre a indiqué que la convention "permettra aux bénéficiaires des programmes d'alphabétisation de s'inscrire aux centres de formation pour obtenir des certificats de qualification afin qu'ils puissent accéder au monde du travail et créer des micro-entreprises adaptées à leur niveau de formation".

Le secteur de la formation professionnelle contribue "effectivement" à nombre d'activités menées par la société civile, notamment celles liées au renforcement du développement socio-économique, a précisé la ministre. Par ailleurs, Mme. Benfriha a souligné que les établissements de formation font l'objet d'opérations d'assainissement en prévision de la prochaine rentrée dont "la date sera fixée par les autorités concernées". Pour sa part, M. Khalid a indiqué que son association encourageait l'usage des TIC dans ses programmes d'enseignement, et s'emploie à la promotion de l'action participative avec plusieurs secteurs. Et d'ajouter que ces programmes permettent de consacrer le lien entre l'alphabétisation et l'intégration socio-économique de la femme. Pour ce faire, la convention signée permettra de former les catégories concernées en leur offrant la possibilité d'avoir des capacités professionnelles, de bénéficier d'un accompagnement et d'une assistance à l'insertion professionnelle, a conclu le même responsable.

APS

## SPORTS SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE "Un projet de relance au niveau du gouvernement"

Un projet de relance des sports scolaire et universitaire pour alimenter l'élite sportive nationale est à l'étude au niveau du gouvernement, a déclaré lundi à Tizi-Ouzou, le ministre de la Jeunesse et des Sports, Sid Ali Khaldi.

Ce projet permettra, a souligné M. Khaldi, de "constituer un vivier d'athlètes pour les équipes nationales", préconisant, à cet effet, "l'échange et la création de ponts entre les deux secteurs en mutualisant leurs infrastructures respectives". Il y a, a expliqué le ministre, "certaines infrastructures éducatives dotées d'espaces et d'équipements dont peuvent bénéficier les clubs et associations sportives locales, en dehors des créneaux scolaires, et inversement, des infrastructures sportives qui peuvent bénéficier, également, aux élèves et étudiants". Le ministre a soutenu, dans ce sillage, qu'il

y a "un engagement clair de la part de l'Etat à encourager la pratique du sport par la jeunesse ainsi que son accès à la culture et à l'entrepreneuriat à travers l'élaboration du Plan national de la jeunesse qui ne sera pas un support bureaucratique, mais s'inscrit dans l'œuvre de la jeunesse elle-même". M. Khaldi a souligné, lors d'une rencontre avec la société civile locale autour de l'élaboration du Plan national de la jeunesse 2020-2024, la volonté de l'Etat d'accompagner le mouvement associatif et la jeunesse dans son ensemble et de l'impliquer, de manière effective, pour en faire des partenaires dans la gestion des affaires publiques.



## CRÉATION DE L'OBSERVATOIRE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE Une "valeur ajoutée" pour l'activité associative (Arar)

Le président du Réseau algérien pour la défense des droits de l'enfant (NADA), Abderrahmane Arar, a salué les "importantes réformes" apportées par le projet de révision de la Constitution en ce qui concerne la société civile, considérant que la création d'un Observatoire national constituait une "valeur ajoutée" pour l'activité des associations.

M. Arar, qui est également président du forum civil du changement (en cours d'agrément), a estimé, dans un entretien à l'APS, que tout ce qui a trait à la société civile "figure parmi les plus importantes réformes" apportées par le projet de révision de la Constitution qui sera soumis à référendum le 1er novembre prochain.

Le président du réseau Nada, se félicitant des mesures et des mécanismes liés, dans le document, à l'activité associative, a indiqué que la société civile est "citée à six reprises dans le projet de révision de la Constitution" et "figure, pour la première fois dans l'histoire de l'Algérie indépendante, dans le préambule" de la loi fondamentale du pays.

Cela dénote, a-t-il déclaré, l'engagement de ses hautes autorités du pays à "donner à la société civile, jusque-là peu impliquée dans la vie politique algérienne, la place naturelle qu'elle mérite". M. Arar a souligné, à ce pro-

pos, que le projet de révision de la Constitution arrive, aujourd'hui, à point nommé pour "impliquer la société civile dans l'élaboration des politiques publiques, leur contrôle et le suivi de leur exécution, ainsi que dans la lutte contre la corruption, en plus de ses missions principales liées à la famille, à la jeunesse, à la femme, au développement et autres questions de la vie quotidienne".

S'agissant de l'article 53 du projet de révision de la Constitution, qui stipule que le droit de créer des associations est "garanti et s'exerce par simple déclaration", le président du réseau Nada a considéré que cette disposition "ne constituait pas, à elle seule, une garantie en l'absence d'une révision de la loi 12-06 relative aux associations". Selon lui, en effet, la déclaration, aux termes de ce texte, "induit de nombreuses démarches administratives et bureaucratiques de nature à freiner les actions associatives".

M. Arar a rappelé que la loi 12-06 consacre un chapitre entier à la création d'associations, comprenant un grand nombre de démarches et de documents à fournir, outre le droit de l'administration de refuser un agrément, et celui de l'association d'intenter, au bout d'un délai de trois mois, une action en an-

nulation devant le tribunal administratif territorialement compétent, en cas de refus de délivrance du récépissé d'enregistrement. Pour ce militant associatif, l'avenir de la société civile est tributaire de la révision de cette loi.

Le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, Belkacem Zeghmami, s'était félicité, a-t-il rappelé, du rôle que jouera la société civile dans le quotidien du citoyen en accompagnant les autorités afin d'assurer une vie décente pour tous. Le Garde des Sceaux avait notamment cité l'introduction d'un nouvel article stipulant la création de l'Observatoire national de la société civile.

Le président du réseau Nada a insisté sur la nécessité de "donner la parole aux associations (...) disposant d'une expérience de terrain afin de barrer la route aux opportunistes". Evoquant "l'exploitation des acteurs de la société civile par certains courants politiques mus par leurs intérêts partisans", M. Arar a également souligné la nécessité "d'éloigner les associations de toute exploitation politique", et de "ne pas associer l'activité partisane à l'activité politique", la relation entre le mouvement associatif et les partis politiques ne devant être qu'"intégrative".

## TECHNOLOGIE-LANGUE ARABE

### Une convention entre l'ANVREDET et le CRSTDLA

Une convention de partenariat entre l'Agence nationale de valorisation des résultats de la recherche et du développement technologique (ANVREDET) et le Centre de recherche scientifique et technique pour le développement de la langue arabe (CRSTDLA) sera signée mardi à Alger, indique lundi l'ANVREDET dans un communiqué. La convention, qui sera signée par la directrice générale de l'ANVREDET, Nedjoua Demmouche Mounsi, et le directeur du CRSTDLA Mourad Abbas, porte essentiellement sur "la valorisation des résultats de recherche et du développement technologique, l'accompagnement et le soutien via l'étude, la création des startups, le conseil et l'expertise et la formation", précise la même source.

A travers cette convention, les deux parties établiront "une collaboration scientifique et technique dans les domaines d'intérêt communs relevant de leurs compétences respectives". Les axes importants de la co-

opération se déclinent notamment par l'échange d'expertise, l'intégration des experts du CRSTDLA dans les comités d'évaluation de l'ANVREDET pour l'évaluation des projets, la mise en place d'un réseau de veille technologique, la formation, l'étude en commun des projets susceptibles de faire l'objet d'une valorisation économique à travers la création de startups et la mise en commun des moyens pour l'organisation d'événements se rapportant aux métiers des deux parties. Cette convention de partenariat implique la réalisation d'actions conjointes et concertées dans les domaines de la recherche et développement, souligne la même source. Il s'agit notamment de l'organisation de réunions autour des thématiques en relation avec les domaines d'activités des deux établissements, la mise en oeuvre de programmes de formation, l'étude, en commun, des projets susceptibles de faire l'objet d'une valorisation économique à tra-

vers la création d'entreprise et l'accompagnement des ingénieurs et chercheurs pour la concrétisation de leurs projets d'innovation. Dans le cadre de cette convention, l'ANVREDET s'engage à mettre l'incubateur de l'Agence à la disposition des chercheurs et des ingénieurs du CRSTDLA afin de développer des thèmes de recherche et d'étude dans le processus d'incubation des projets en matière d'étude du projet, d'élaboration du business plan, la valorisation, l'entrepreneuriat et l'innovation. Elle s'engage aussi à organiser des formations sur la propriété intellectuelle et l'accompagnement, l'intégration des chercheurs et les ingénieurs porteurs de projets innovants et créatifs dans les différents événements organisés par l'Agence. L'ANVREDET doit aussi organiser des séminaires et conférences techniques destinés à traiter un thème de travail ou de recherche d'intérêt commun, répondre à toute demande d'information nécessaire à la réali-

sation des actions faisant l'objet de la présente convention. Il sera aussi question de la prise en charge et l'animation des "Challenges Days", des "Startup Weekend" ou des "Marathon Days" dans le but de promouvoir la culture de l'entrepreneuriat sous toutes ces formes auprès des étudiants. Pour sa part le CRSTDLA s'engage notamment à mettre ses compétences au service des activités de recherche et de développement technologique autour d'applications innovantes en conformité avec la stratégie de l'ANVREDET, inviter les cadres de l'Agence à prendre part aux journées et manifestations scientifiques organisées par le CRSTDLA et associer l'ANVREDET aux programmes des journées d'information au sein de ses structures. Un comité mixte (ANVREDET/CRSTDLA) sera installé prochainement pour identifier, orienter et impulser le développement des actions envisagées entre les deux parties, conclut le communiqué.

## BISKRA

## Une récolte prévisionnelle de plus de 4,8 millions quintaux de dattes

La production de dattes attendue, au terme de l'actuelle saison agricole dans la wilaya de Biskra excédera les 4,8 millions quintaux avec près de 20.000 qx de plus que la saison précédente, a-t-on appris lundi du chef de service statistique de la direction des services agricoles locale (DSA), Tarek Bensalah.

"Près de 3,5 millions qx de cette récolte soit 65 % seront de la variété de grande qualité Deglat Nour, 500.000 qx de la variété Gharss (datte molle) et 800.000 qx des diverses autres variétés dont Degla Beidha et Mech Degla", a précisé la même source qui a indiqué que le rendement moyen par palmier dattier sera d'un quintal pour Deglet Nour et supérieur au quintal pour les autres variétés. La palmeraie de la wilaya de Biskra est concentrée, pour la variété Deglet Nour, à Tolga, Foughala et Laghrou et, pour les autres variétés, à Sidi Okba et Ain Naga, selon la DSA qui a relevé que le patrimoine phoenicicole de la wilaya se compose de plus 4,5 millions dattiers dont les deux tiers de la variété Deglet Nour. Les préparatifs en prévision de la récolte de dattes qui démarrera au mois prochain d'octobre battent actuellement leur plein à travers les oasis de la wilaya en prévision de la cueillette, le conditionnement et le stockage du précieux fruit, a ajouté la même source.

## UNIVERSITÉ DE TLEMCCEN

## Livraison prochaine de plusieurs nouvelles structures pédagogiques

L'université de Tlemcen enregistre la réalisation de diverses structures pédagogiques qui devront renforcer ses capacités, a indiqué mardi le vice-recteur chargé du développement, Djawed Zendagui.

Une structure de deux milles (2.000) places pédagogiques seront livrées au courant de cette année outre deux milles (2.000) autres places qui sont réalisées au niveau du technopole de Chetouane et livrées une fois les aménagements extérieurs achevés, a précisé le même responsable. Par ailleurs, une clinique dentaire universitaire est également en cours de réalisation à Chetouane, a-t-il ajouté, rappelant que celle-ci servira aussi bien pour soutenir l'aspect pratique des enseignements destinés aux étudiants en chirurgie dentaire que pour les soins de la population. M. Zendagui a indiqué également que les travaux d'un centre de transfert technologique sont en voie d'achèvement.

Un centre de médicaments et de toxicologie plus



un centre des génies des matériaux sont en voie de réalisation et permettront, une fois opérationnelle, d'ajouter un bond qualitatif dans ces enseignements spécialisés, a-t-il noté au passage. Par ailleurs le centre universitaire de Maghnia qui compte plus de 3.500 étudiants vient de bénéficier de l'inscription par le minis-

tère de tutelle d'une opération d'étude et réalisation de 2.000 places pédagogiques. Pour ce faire, a indiqué son directeur Naoum Mourad, une assiette foncière d'une superficie de dix-sept hectares vient d'être réservée à cette opération et à d'autres qui viendront renforcer les capacités du ce centre universitaire. Créé il y a

quelques années, le centre universitaire de Maghnia verra pour l'année universitaire en cours l'ouverture de deux nouvelles filières à savoir la langue anglaise et les sciences sociales qui s'ajouteront aux filières de droit, d'économie, de lettres arabes et de sciences technologiques existants. L'université "Abou Bakr Belkaid" de Tlemcen dans sa totalité compte plus de 41 mille étudiants répartis sur huit facultés qui dispensent 125 spécialités, selon le vice-recteur de la pédagogie Mahdjoub Toufik. Pour la nouvelle année, l'université de Tlemcen prévoit l'accueil de sept milles (7.000) nouveaux étudiants. Pour ce faire, une opération "portes ouvertes" sur site internet, destinée aux nouveaux bacheliers sera lancée à parti d'octobre.

## GUELMA

## Formation sur les techniques de recherche d'emploi et de création d'entreprise

Une session de formation de trois jours autour des techniques de recherche de travail et de création d'entreprise a été lancée lundi à Guelma, au profit de 44 diplômés du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels. Initiée par la maison d'accompagnement et d'insertion de la direction locale de la formation et de l'enseignement professionnels et l'institut national spécialisé de la formation professionnelle aux métiers administratifs "Kadour Djebabla" de Guelma, cette session de formation vise à développer la réflexion

et les perspectives entrepreneuriales des jeunes diplômés du secteur, a déclaré à l'APS, la coordinatrice de la maison d'accompagnement et d'insertion, Meriem Laarissia. Elle a ajouté que l'initiative est destinée aux diplômés du secteur, âgés entre 17 et 35 ans désireux de créer des micro entreprises dans leur domaine de formation. Ce programme de formation de trois jours s'articule autour de quatre (4) modules qui seront présentés par des experts et des enseignants de la formation professionnelle et des représentants des

dispositifs d'aide à l'emploi en plus de chefs d'entreprises et d'artisans qui mettront en lumière l'aspect juridique et fiscal des micro-entreprises et les services offerts par les différents dispositifs d'aide à l'emploi. De son côté, le directeur local de la formation et de l'enseignement professionnels, Abdelkrim Driss a, dans son allocution d'ouverture de cette session, affirmé que cette formation devra permettre aux porteurs de projets de maîtriser tous les paramètres nécessaires à la création de leur micro-entreprise.

## OUARGLA

## Plus de 70 foyers raccordés au réseau de gaz depuis le début de l'année (Sonelgaz)

Au moins 71 foyers ont été raccordés au réseau de gaz naturel depuis le début de l'année dans la wilaya d'Ouargla, a-t-on appris mardi de la direction de distribution locale de la Société de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz).

Ces foyers ont été raccordés au réseau de gaz, à la faveur de dix (10) opérations au profit de différentes communes de la wilaya, ayant nécessité la réalisation

d'un réseau de distribution de 13,8 km, a-t-on précisé. La wilaya d'Ouargla compte un total de 94.763 clients au réseau public de gaz naturel, donnant un taux de couverture de 85 pourcent, a ajouté la source. La Sonelgaz fait état d'un investissement de plus de 820 millions DA consacré dans son programme de cette année pour diverses opérations d'amélioration des réseaux de gaz et d'électricité.

## BATNA

## Des huiles usagées brûlées à l'origine d'odeurs pestilentielles

Des huiles usagées brûlées sont à l'origine d'odeurs pestilentielles et désagréables ressenties à travers la ville de Batna au cours des dernières 24 heures. "Une quantité considérable d'huiles usagées brûlées a été retrouvée dans l'un des oueds de la région montagneuse de Condorcet dans la commune de Oued Chaâba, non loin du chef-lieu de wilaya", a précisé à l'APS, le directeur local de l'environnement, Toufik Dekhinet, soulignant que "la vitesse du vent et la hauteur du lieu par rapport à la ville ont contribué à la propagation de ces odeurs entêtantes et déplaisantes qui

ont suscité de nombreuses plaintes des citoyens".

Le lieu en question a été inspecté cet après-midi par les services concernés, y compris des éléments de la gendarmerie nationale, de la conservation des forêts, du Parc national de Belezma, ainsi que les services de l'environnement et l'entreprise publique de wilaya de gestion des centres d'enfouissement techniques, a ajouté la même source qui a appelé les citoyens à "coopérer avec les autorités compétentes pour identifier l'auteur des faits".

Selon le même responsable, les services

concernés, dont l'entreprise publique de wilaya de gestion des centres d'enfouissement techniques, vont procéder à l'enfouissement des résidus de ces huiles après avoir pris les mesures adéquates et mobilisé les équipements nécessaires. Des odeurs nauséabondes à l'origine inconnue s'étaient propagées avant-hier, samedi, à travers les cités du chef-lieu de wilaya, à l'instar de Kehchida, la route de Hamla et le pôle urbain Hamla 1, suscitant un profond mécontentement parmi les citoyens qui ont préalablement pensé à une fuite de gaz, ce qui a nécessité l'intervention dimanche

d'un représentant de la Société de distribution d'électricité et de gaz sur les ondes de la Radio nationale à Batna pour infirmer cette hypothèse.

Toutefois, après que ces odeurs se soient intensifiées dimanche soir en se répandant à travers les différentes cités résidentielles de la ville atteignant le pôle urbain Hamla 3, les plaintes des citoyens se sont accrues, donnant lieu à de très nombreux commentaires d'interprétations sur les réseaux sociaux qui ont finalement incité les autorités concernées à enquêter sur l'origine de ces émanations désagréables.

## MASCARA

## Mise en service de réseaux de gaz naturel au profit de 890 foyers

Les autorités de la wilaya de Mascara ont procédé, lundi à l'occasion de la commémoration du 64e anniversaire de la bataille des fermes, à la mise en service de réseaux de gaz naturel au profit de 890 foyers des communes de Sidi Kada, Nesmoth et Tighennif. Les autorités de la wilaya ont présidé, en présence de représentants de la famille révolutionnaire, la mise en service du réseau de gaz naturel au profit de 600 foyers à "Emir Abdelkader", une localité rattachée à la commune de Sidi Kada. Le coût du projet est estimé à 18,7 millions DA, financés par

la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales à raison de 30.000 DA pour chaque habitation.

Il a été également procédé à la mise en service du réseau de gaz naturel au profit de 250 foyers à Ouled Bouziane, un village relevant de la commune de Nesmoth, qui se distingue par un froid rigoureux en hiver, et dans la commune de Tighennif d'un autre réseau de gaz naturel au profit de 40 familles de la localité de Ouled Alem.

A la faveur de la célébration du 64e anniversaire de "la bataille

des fermes", qui a eu lieu en 1956 dans la plaine de Ghriiss dans la wilaya de Mascara, il a été également procédé au raccordement au réseau d'électricité rural de 60 foyers à "Sidi Ali Bensaad" et "Ouled Bessadate", localités rattachées à la commune de Tighennif, de même qu'à l'inauguration d'un stade communal en gazon artificiel à "Abdelkader Bousaada" dans la commune de Sidi Kada.

Pour rappel, la Bataille des fermes, date phare dans la mémoire collective, a été déclenchée le 22 septembre 1956, où sont tom-

bés dans le champ d'honneur des éléments de la glorieuse Armée de libération nationale de la région dont le nombre est de 140 moudjahidine ayant, dans leurs actes héroïques ciblé des intérêts économiques des colons qui finançaient la guerre contre le peuple algérien. Les colons qui avaient la main mise sur le secteur agricole ont subi des pertes considérables suite à la mise à feu de 14 fermes agricoles disséminées à travers plusieurs communes de la plaine de Ghriiss dans la wilaya de Mascara.



## EAU-ÉNERGIE RENOUVELABLE

### Développer le renouvelable au niveau des équipements énergivores

Une commission sera incessamment mise en place afin d'étudier l'ensemble des moyens de développer la consommation d'énergie à partir de ressources renouvelables au niveau des équipements hydrauliques énergivores, a indiqué lundi à Alger le ministre des Ressources en Eau, Arezki Berraki.

Lors d'un point de presse, en marge d'une réunion avec le ministre de la Transition énergétique et des Energies renouvelables, Chems Eddine Chitour, en présence de cadres des deux secteurs et de représentants de Sonelgaz, M. Berraki a fait savoir qu'une commission sera incessamment mise en place afin d'évaluer les moyens et les opportunités disponibles pour équiper les grandes infrastructures hydrauliques de sources d'alimentation énergétique renouvelables.

Selon le ministre, il s'agit également de réhabiliter un certain nombre d'équipements de production hydro-électrique à l'arrêt.

"Nous avons des équipements hydro-électriques à l'arrêt que nous pouvons réhabiliter et remettre en service", a-t-il estimé.

Les grands transferts d'eau et les barrages notamment étant de grands consommateurs d'énergie, "nous avons convenu de mettre en œuvre un plan de travail pour revoir l'efficacité énergétique et réduire les dépenses des entreprises énergivores de ces infrastructures", a expliqué M. Berraki.

Pour sa part, M. Chitour, a fait savoir que l'objectif de ce projet est de faire un état des lieux et une évaluation des potentialités existantes en termes de production énergétique à partir du renouvelable.

Cela passera, a-t-il indiqué, par "la revitalisation des petites centrales hydro-électriques".

Le ministre de la Transition énergétique a insisté sur la nécessité de mettre en place des mécanismes pour "consommer moins en consommant mieux".

"Il s'agit de savoir ce qui est possible de faire avec les barrages actuels pour trouver un mécanisme permettant d'intégrer des centrales hydroélectriques. On peut éventuellement lancer une étude avec l'université algérienne", a-t-il suggéré au cours de cette réunion. De plus, M. Chitour a souligné la nécessité de s'orienter vers le concept d'auto-consommation. C'est-à-dire, permettre au citoyen de produire sa propre énergie à travers des kits solaires et même recueillir l'eau des pluies pour sa propre consommation.

## COLLECTIVITÉS-INVESTISSEMENT

### El-Oued: installation d'une cellule d'écoute et d'accompagnement des investisseurs-porteurs de projets

Une cellule d'écoute et d'accompagnement des investisseurs et d'orientation des porteurs de projets a été installée dans la wilaya d'El-Oued, dans le but d'aplanir les contraintes et améliorer le climat d'investissement, a-t-on appris lundi des services de la wilaya.

Cette démarche intervient dans le sillage d'une série de décisions visant à créer un climat favorable à l'investissement, dans ses volets industriel et agricole notamment, par la dynamisation des mécanismes d'accompagnement et d'orientation des porteurs de projets, a indiqué le wali d'El-Oued, Abdelkader Rakaâ, lors de la cérémonie d'installation de la cellule. La wilaya d'El-Oued accorde une importance particulière à la promotion de l'investissement, au titre des priorités retenues par les pouvoirs publics en cette conjoncture pour contribuer à la création et la diversification des ressources économiques nationales hors hydrocarbures, a-t-il souligné.

Composée des directeurs exécutifs locaux des secteurs concernés par l'investissement et des responsables d'institutions également impliquées, notamment les organismes chargés de l'octroi du foncier industriel, cette cellule d'écoute assume la mission de prise en charge des doléances des investisseurs, liées aux procédures d'examen de leurs dossiers, leur permettant de bénéficier du foncier industriel pour entamer leurs projets.

A ce titre, le wali d'El-Oued s'est engagé à prendre en charge leurs doléances et trouver des solutions rapides aux préoccupations des investisseurs et porteurs de nouveaux projets susceptibles d'apporter une valeur ajoutée et une nouvelle ressource à l'économie nationale.

## MINES

### Arkab: "la production nationale d'or ne dépassera pas 58 kg en 2020"

Le ministre des Mines, Mohamed Arkab a annoncé, lundi, que la production nationale d'or ne dépasserait pas 58 kg en 2020, considérant cette production de "très faible" par rapport au stock national de ce précieux métal qui dépasse actuellement 121 tonnes.

Invité de la Radio nationale, M. Arkab a précisé que la moyenne de production d'or en Algérie est estimée à 60 kg/an, ajoutant que son secteur comptait relancer l'activité aurifère minière et artisanale dans le Grand Sud pour augmenter la production à 240 kg/an dans une première étape.

Cet objectif sera réalisé à travers la mise en place, depuis trois mois, de 95 micro-entreprises dans l'exploitation aurifère dans les régions d'Illizi et de Tamanrasset au profit de 1.500 jeunes.

Il a fait savoir que son département avait élaboré, en collaboration avec le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des micro-entreprises, un cahier des charges qui couvre cette opération et prend en charge la pose de jalons et de bases qui permettent la création de ces micro-entreprises où les jeunes et artisans sont formés dans ce domaine.

Des experts de l'Agence nationale des activités minières (ANAM) ont récemment effectué, en compagnie de spécialistes du service de la cartographie minière et géologique, une action de terrain pour déterminer les régions où de l'or avait été découvert, ce qui a permis de recenser 95 régions jusqu'à présent allant de 6 à 400 ha.

M. Arkab a salué le rôle du



ministère de la Formation professionnelle qui participe à la relance de cette activité, à travers la formation des jeunes dans le cadre d'un programme d'exploitation artisanale optimale de l'or dans les régions du Sud.

Le cahier des charges relatif à la création de ces micro-entreprises prévoit des conditions rigoureuses qui interdisent aux jeunes activant sur le terrain d'exploiter les produits chimiques, au vu de leurs dangers sur leur santé et sur l'environnement.

De même qu'elles leur interdisent le concassage des roches contenant de l'or.

L'activité de ces jeunes se limite à la collecte des roches sédimentaires contenant de l'or, à remettre à l'Entreprise d'exploitation des mines d'or

(ENOR) pour exploitation.

#### Exploitation aurifère artisanale: des facilitations au profit des jeunes

Rappelant que la dynamisation de l'activité minière dans le sud entrainé dans le cadre des programmes du Gouvernement en faveur de la relance économique et de la création d'emplois dans les zones d'ombre, M. Arkab a fait savoir qu'il effectuera, dimanche et lundi prochains, une visite à Tamanrasset et Illizi, en compagnie du ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels et du ministre délégué chargé des micro-entreprises pour convenir avec les walis des facilitations et des équipements devant être accordés aux jeunes de la région pour leur

permettre d'entamer leurs activités. Le ministre a en outre souligné l'impératif d'actualiser la loi minière en vigueur afin de la rendre plus attractive pour les investissements, précisant que l'exploitation de ressources souterraines ne se limitait pas à l'or mais concernait tous les métaux, d'où la nécessité, a-t-il dit, d'actualiser et de développer la cartographie minière de manière à garantir l'exploitation optimale des mines et d'intensifier l'activité minière et de l'adapter davantage à la stratégie minière du pays.

Le ministre a également insisté sur la nécessité d'augmenter rapidement la production des matières premières pour couvrir les besoins du marché national, réduire leur importation et lancer les activités de transformation de ces matières.

M. Arkab a, par ailleurs, relevé que l'Algérie accusait un grand retard en matière d'exploitation minière, évoquant l'importation de 31 matières destinées à l'industrie manufacturière pourtant disponibles dans notre pays.

Les nouvelles stratégies prévoient un réexamen des mines disponibles car, a-t-il dit, de nouvelles technologies sont nécessaires pour produire les matières premières et répondre aux exigences de l'industrie manufacturière.

## COMMERCE - EXPORTATIONS

### Rezig: "des préparatifs pour l'exportation de produits nationaux au diapason des exigences des marchés étrangers"

Le ministre du Commerce, Kamel Rezig a affirmé lundi à Alger que son secteur œuvrait à la conformité du produit algérien avec les exigences des marchés étrangers de manière à le rendre exportable notamment vers l'Europe et la Zone de libre échange africaine (ZLECAF) dès son entrée en vigueur l'année prochaine.

Le secteur s'emploie à ficeler et réviser les lois ainsi qu'à réunir les conditions idoines permettant aux opérateurs économiques d'exporter leurs produits, a précisé M. Rezig, lequel a supervisé la cérémonie de lancement d'une première opération d'exportation de produits "LG", localement fabriqués, vers l'Espagne, au siège de la société Bomare-Company à Alger. "La mise en conformité des normes de qualité aux standards internationaux permettra dans le futur de s'incruster dans les marchés communs particulièrement après l'entrée en vigueur de la ZLECAF qui compte 53 pays", a-t-il poursuivi.

S'adressant aux opérateurs économiques, le ministre a assuré que "le secteur se mettra à leurs côtés et les accompagnera de sorte à aplanir les difficultés auxquelles ils font face et leur permettre de placer la mention "Made in Algeria" dans les marchés africains, arabes et européens".

A noter que la stratégie nationale d'exportation est à sa dernière phase avant d'ouvrir le champ d'action pour une période de 10 ans, a-t-il souligné.

Pour ce faire, la tutelle s'attèle à mettre en place un nouveau Registre de commerce, sous forme d'entreprise spécialisée dans l'export, suivant une nouvelle procédure actuellement au niveau du ministère, a expliqué le ministre. Travaillant en collaboration avec le ministre délégué chargé du Commerce extérieur, le département de M. Rezig continue à être en contact avec les opérateurs économiques afin de surmonter les obstacles d'ordre juridique et

douanier en matière d'exportation.

#### Création de zones franches dans le Sud pour l'exportation du produit local

Le ministre a, en outre, rappelé le projet de création de zones franches au niveau des wilayas de Tamanrasset, Illizi, Adrar et Tindouf, qui seront érigées en bases exploitables pour la commercialisation des produits locaux en Afrique.

Visant la facilitation des investissements et la mise en place de centres de lancement de produits industriels et agricoles vers l'étranger, cette étude sera soumise à l'aval du gouvernement, dès qu'elle soit élaborée, a assuré le ministre. Inspectant les filiales de la compagnie "Bomare", M. Rezig a mis en avant l'impératif d'élargir l'activité des opérateurs économiques vers les wilayas du sud et de créer des unités sous forme de centres de production et de commercialisation en direction de l'Afrique. Lors d'une conférence de presse, tenue à cette occasion, le ministre a fait part de la régularisation, jusqu'à juin dernier, de plus de 8000 factures, jusque là en suspens, couvrant les charges de transport des exportateurs pendant 4 ans, à savoir 2017-2020. Outre l'existence d'une cellule d'écoute qui reçoit les plaintes des importateurs et des exportateurs, le ministre a annoncé l'ouverture d'ateliers dans le domaine du commerce extérieur pour régler directement les problèmes posés.

Interrogé par l'APS sur les décisions prises lors du Conseil des ministres, tenu dimanche, notamment la soumission, à l'avenir, de tout engagement financier dans l'importation et toute transaction en devises, à l'approbation préalable du Conseil du Gouvernement, M. Rezig a affirmé que "toute matière importée doit être soumise à une décision du Gouvernement qui l'approuvera sur proposition du comité sectoriel". Il est question d'une spécialisation en matière d'im-

portation à la faveur d'un projet devant être préparé et soumis au gouvernement pour approbation, a-t-il ajouté.

Pour sa part, le ministre délégué chargé du commerce extérieur, Aïssa Bekkai a affirmé que la mise en œuvre de cette stratégie, en voie de finalisation, permettra de solutionner les problèmes liés au financement des exportations, la qualité de l'emballage, l'information économique, la logistique et le transport.

Le ministre délégué a fait état, dans le même cadre, de 30 recommandations soumises par le secteur pour la prise en charge, à court et à moyen termes, des préoccupations des exportateurs dans le cadre du comité présidé par M. Rezig. La société "Bomare-Company" s'est lancée dans la production et la commercialisation des produits "LG Algérie" et s'oriente vers l'exportation, selon son P-dg, Ali Boumediène. Selon le même responsable, la visite sur le terrain, organisée aujourd'hui, "donnera un nouveau souffle aux opérateurs économiques pour augmenter le taux d'intégration". La société a réussi à réaliser une moyenne de taux d'intégration de 52% en maintenant, depuis 2015, ses exportations vers l'Espagne, le Portugal et l'Italie. Des négociations sont en cours avec des opérateurs allemands en vue d'examiner la possibilité d'exporter les produits de la société vers l'Allemagne, outre la création de centres d'après-vente au niveau des pays concernés par l'exportation. La société cible des exportations de l'ordre de 3 millions de téléviseurs à l'horizon 2025 avec un taux dépassant les 80%, selon le P-dg de Bomare. A noter que la société a donné, ce lundi, le coup d'envoi d'une opération d'exportation de 1000 unités de télévision de 32 pouces, en attendant d'autres opérateurs similaires vers 4 autres pays européens.

## PÉTROLE

## Le Brent à près de 42 dollars le baril

Les prix du pétrole se reprenaient mardi, après un accès de faiblesse la veille, dans un marché "nerveux" et attentif à la demande d'or noir, que d'éventuels nouveaux confinements pourraient sérieusement affecter.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre valait 41,99 dollars à Londres, en hausse de 1,33% par rapport à la clôture de mardi.

A New York, le baril américain de WTI pour octobre, dont c'est le dernier jour de cotation, gagnait 0,81% à 39,63 dollars. La veille, les deux cours de référence avaient perdu aux alentours de 4%.

"Le marché pétrolier devient de plus en plus nerveux", a constaté Barbara Lambrecht, analyste de Commerzbank. En cause, "la recrudescence des cas de Covid-19 en Europe, à même de réduire la demande de pétrole sur le continent" si de nouvelles mesures de



confinement étaient mises en place, a estimé Avtar Sandu, de Phillip Futures.

Pour enrayer la montée d'une possible deuxième

vague, près d'un million d'habitants de Madrid et de ses environs sont par exemple de nouveau soumis, depuis lundi et pour une

durée de deux semaines, à de sévères restrictions dans leurs déplacements. "Les mesures mises en place pour endiguer la pandémie de coronavirus ont un impact direct et important sur la demande de pétrole", a rappelé Mme Lambrecht, et pèsent sur les cours. De plus, "des facteurs baissiers peuvent aussi être identifiés du côté de l'offre, avec la Libye qui prévoit dans les prochains jours de tripler sa production de pétrole", a-t-elle complété. Les barils de Brent et de WTI se négociaient toutefois toujours au-dessus de leurs prix de lundi dernier, puisqu'ils ont respectivement engrangé plus de 8% et 10% la semaine dernière.

## Les cours du pétrole en baisse face aux craintes sur la demande et la Libye

Les cours du pétrole ont baissé lundi devant le retour sur le marché des exportations libyennes, au moment où la question de nouveaux confinements, désastreux pour la demande, est sur la table dans plusieurs pays.

Le baril américain de WTI pour octobre a perdu 4,37% par rapport à la clôture de vendredi, à 39,31 dollars (-1,80 dollar).

Celui de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre a lâché 3,96% à 41,44 dollars (-1,71 dollar).

"Les prix du pétrole ont démarré sur un mauvais pied cette semaine, alors que les courtiers digèrent les nouvelles à la fois sur les risques à la baisse liés à la demande et sur les risques à la hausse côté offre", a résumé Bjornar Tonhaugen, de Rystad Energy.

"Côté demande, il y a de nouvelles inquiétudes sur des restrictions de déplacements dans des endroits peuplés comme Londres", a souligné cet

analyste. "Côté offre, les acteurs sur les marchés se demandent si l'annonce de la Libye va conduire à des exportations de la part de ce pays rapidement", a-t-il ajouté.

La Compagnie nationale libyenne de pétrole (NOC) a en effet annoncé samedi la reprise de la production et des exportations d'or noir sur les sites qu'elle a qualifiés de "sûrs", au lendemain de l'annonce par l'homme fort de l'est de ce pays, Khalifa Haftar, de la levée d'un blocus de huit mois imposé par ses forces.

"La reprise des exportations libyennes va ajouter un montant substantiel à l'offre sur le marché, alors que le pays aux prises avec des conflits se remet d'une période où il a exporté une quantité négligeable de barils", a estimé Bart Melek de TD Securities.

Dans le même temps, les craintes à propos de la demande mondiale de brut se ravivent puisque plusieurs pays sont

tentés de remettre en place un confinement. C'est le cas par exemple au Royaume-Uni, qui fait face à une "deuxième vague" de Covid-19, tandis que près d'un million d'habitants de la région de Madrid sont depuis lundi, et pour deux semaines, priés "de rester chez eux la majorité du temps".

La situation paraît également préoccupante en Belgique, en France ou encore au Liban.

Son voisin Israël, pays de neuf millions d'habitants, s'est reconfiné vendredi pour une période d'au moins trois semaines.

Dans le monde, la pandémie a fait au moins 961.531 morts depuis son apparition en Chine fin décembre, selon un bilan établi lundi par l'AFP.

Cependant, les barils de Brent et de WTI se négociaient toujours au-dessus de leurs prix de lundi dernier, puisqu'ils ont respectivement engrangé plus de 8% et 10% la semaine dernière.

## BREXIT

## L'UE exhorte Londres à renoncer à revenir sur l'accord

Les Européens ont prié mardi le Royaume-Uni de retirer son projet de loi "inacceptable" remettant en cause certains de ses engagements sur le Brexit, arguant que "le temps presse" pour s'entendre sur un accord commercial avant la fin de l'année.

"Le projet de loi (britannique) sur le marché intérieur nous inquiète beaucoup car il viole les principes directeurs de l'accord de retrait (scellant le départ du Royaume-Uni).

C'est totalement inacceptable pour nous", a rappelé le ministre allemand chargé des Affaires européennes, Michael Roth, avant une réunion avec ses homologues européens.

"Chers amis de Londres, je vous en prie: fini de jouer. Le temps presse.

Ce dont nous avons réellement besoin, c'est d'une base équitable pour poursuivre les négociations" sur la future relation commerciale, a-t-il lancé en anglais.

Londres a provoqué la colère des Européens en présentant un projet de loi, en cours d'examen au Parlement britannique, qui revient partiellement sur l'accord signé en janvier avec les 27 pour encadrer sa sortie de l'Union européenne.

Le texte contredit en particulier des dispositions spéciales prises pour l'Irlande du Nord, afin d'éviter un retour à une frontière avec la République d'Irlande qui pourrait fragiliser l'accord de paix de 1998 ayant mis fin à trois décennies de violences.

"Nous ne renégocierons pas" l'accord de retrait, a martelé mardi le vice-président de la Commission européenne, Maros Sefcovic.

"Nous sommes déterminés à le mettre en œuvre intégralement et en temps voulu - ni plus ni moins". Le commissaire slovaque a souligné qu'une réunion du "comité mixte" sur la mise en œuvre de cet accord, qu'il co-présidé avec le Britannique Michael Gove, se tiendrait le 28 septembre à Bruxelles.

Très controversé au sein de la majorité conservatrice, le projet de loi du Premier ministre Boris Johnson, qui confie au Royaume-Uni seul le pouvoir - censé être partagé avec les Européens - de prendre certaines décisions en Irlande du Nord, a pourtant reçu la semaine dernière l'approbation initiale des députés.

Les députés voteront de nouveau sur le projet de loi la semaine prochaine, avant qu'il ne soit soumis aux "Lords", à la chambre Haute du Parlement, pour des semaines d'examen approfondi.

Le Royaume-Uni a officiellement quitté l'UE le 31 janvier, mais il continue d'appliquer les règles européennes jusqu'au 31 décembre, une période de transition pendant laquelle Londres et Bruxelles espèrent s'entendre sur un accord commercial régissant leur future relation. Le prochain cycle officiel de négociations sur cet accord doit avoir lieu à Bruxelles la semaine du 28 septembre.

## MARCHÉS DES CHANGES

## L'euro baisse encore face au dollar, la livre se reprend

L'euro perdait encore du terrain mardi face à un dollar renforcé par l'aversion aux risques et tandis que la livre sterling se reprenait.

L'euro perdait 0,28% face au billet vert, à 1,1738 dollar.

La veille, il avait perdu 0,58%. Le billet vert a profité d'un mouvement d'aversion pour le risque, alimenté lundi par les mauvaises nouvelles sur le front de la pandémie de Covid-19 et par une chute des Bourses mondiales, provoquée notamment par la baisse des valeurs bancaires après des révélations concernant le blanchiment d'argent, ont expliqué plusieurs analystes. La livre sterling, de son côté, a démarré la séance de mardi en baisse face à l'euro et au dollar, avant une conférence en ligne du gouverneur de la Banque d'Angleterre Andrew Bailey.

Les nouvelles restrictions attendues pour le Royaume-Uni, la crainte d'un échec des négociations commerciales sur le Brexit et la perspective d'un taux d'intérêt directeur

négatif pèsent sur la livre, a indiqué Ricardo Evangelista, analyste pour ActivTrades. Tandis que la devise s'est affaïssie au début de la conférence, celle-ci s'est redressée et a effacé ses pertes lorsque M. Bailey y a semblé vouloir apaiser les attentes à propos d'un taux négatif. Selon lui, les travaux annoncés jeudi, et qui ont surpris les marchés, visent surtout à voir si cela est techniquement possible et ne présagent pas d'une future mise en application. Et si cela devrait se concrétiser, il faudrait encore du temps pour finaliser les aspects techniques, a-t-il prévenu.

Il a toutefois noté que "la résurgence du coronavirus renforce les risques" pesant sur l'activité, tandis que le Premier ministre Boris Johnson doit annoncer mardi de nouvelles restrictions en Angleterre.

La reprise de la pandémie dans plusieurs pays et le durcissement des mesures destinées à l'endiguer "vont sensiblement frapper l'activité

économique alors qu'elle était en train de se reprendre", a souligné Derek Halpenny, analyste pour MUFG.

La livre sterling prenait 0,03% face au billet vert, à 1,2820 dollar, et 0,30% face à la devise européenne, à 91,52 pence pour un euro.

## BREXIT

## Theresa May accuse le gouvernement de menacer "l'intégrité du Royaume-Uni"

La députée et ancienne Première ministre britannique Theresa May a accusé lundi l'actuel gouvernement de mettre en péril la paix en Irlande du Nord, menaçant ainsi "l'intégrité du Royaume-Uni", avec son projet de loi qui revient en partie sur l'accord du Brexit. La députée conservatrice qui avait dirigé le gouvernement de 2016 à mi-2019, en pleine négociations du Brexit, a prévenu qu'elle ne voterait pas pour le texte proposé par son successeur Boris Johnson, car il "entraînerait des dommages incalculables pour la réputation du Royaume-Uni". Londres a provoqué la colère des Européens en présentant un projet de loi, en cours d'examen au Parlement, qui revient partiellement sur l'accord signé en janvier avec les 27 pour encadrer sa sortie de l'Union européenne, ce qui revient de son propre aveu à une violation du droit international. Le texte contredit en particulier des dispositions spéciales prises pour l'Irlande du Nord, afin d'éviter un retour à une frontière avec la République d'Irlande qui pourrait fragiliser l'accord de paix de 1998 qui avait mis fin à trois décennies de violences. "La volonté du gouvernement d'abandonner unilatéralement un accord international qu'il a signé conduit à questionner sa volonté de respecter pleinement l'Accord du Vendredi saint", a fustigé lors d'une séance

au Parlement Theresa May, qui avait dû démissionner après s'être elle-même heurtée à l'épineuse question de l'Irlande du Nord. Selon elle, ce revirement pourrait faire que "certaines communautés seront moins disposées à faire confiance au gouvernement britannique" et notamment affecter "la volonté des habitants d'Irlande du Nord de continuer à faire partie du Royaume-Uni". "Loin d'agir pour renforcer l'intégrité du Royaume-Uni en paraissant dur avec l'UE, le gouvernement met l'intégrité du Royaume-Uni en danger", a estimé l'ancienne Première ministre, qualifiant cette attitude d'"imprudente et irresponsable". Très controversé au sein de la majorité conservatrice, ce projet de loi qui confie au Royaume-Uni seul le pouvoir-censé être partagé avec les Européens - de prendre certaines décisions en Irlande du Nord a pourtant reçu la semaine dernière l'approbation initiale des députés, seuls deux "Tories" ayant voté contre et 29 autres - dont Theresa May - se sont abstenus.

Les députés voteront de nouveau sur le projet de loi la semaine prochaine, avant qu'il ne soit soumis aux "Lords", dans la chambre Haute du Parlement, pour des semaines d'examen approfondi.

## ASSOCIATIONS-RENCONTRE La société civile devenue un "partenaire essentiel et permanent" dans le développement local

Le Conseiller auprès du Président de la République chargé du mouvement associatif et de la communauté nationale à l'étranger, Nazih Berramdane a affirmé, lundi à Relizane, que "la société civile est devenue un partenaire essentiel et permanent dans le développement local".

"Le rôle de la société civile dans l'Algérie nouvelle est devenu remarquable et important pour la réalisation du développement local dans différents domaines", a souligné M. Berramdane lors d'une rencontre avec les représentants du mouvement associatif local à la Maison de culture "Mohamed Issiakhem" de Relizane, déclarant que "le travail associatif ne doit pas être ponctuel et occasionnel, mais doit revêtir un caractère de permanence et de continuité, en plus de la coordination entre les différentes associations et les organisations pour prendre en charge et écouter les préoccupations du citoyen et les transmettre à l'administration concernée".

M. Berramdane n'a pas manqué de saluer l'élan de solidarité de la société civile durant la pandémie du Covid-19, notamment dans la confection des masques de protection et la distribution des produits alimentaires aux habitants touchés par le confinement sanitaire au niveau des zones reculées et isolées.

Le Conseiller auprès du Président de la République a également indiqué que l'objectif de cette série de rencontres est de prendre connaissance des préoccupations des acteurs de la société civile et du mouvement associatif dans le but de lever les obstacles auxquels ils font face dans leurs activités associatives et améliorer leur rendement. M. Berramdane a écouté les interventions des représentants de la société civile locale, qui ont fait part de leurs idées et préoccupations, ainsi que leurs propositions, affirmant qu'elles seront étudiées pour œuvrer à trouver des solutions.

## CRIMINALITÉ Skikda : arrestation et incarcération d'un dangereux criminel objet de 9 mandats d'arrêt



Le juge chargé des comparutions immédiates près le tribunal de Azzaba (Skikda) a ordonné l'incarcération d'un dangereux criminel âgé de 45 ans faisant l'objet de 9 mandats d'arrêt, a-t-on appris lundi auprès de la sûreté de wilaya. La même source a indiqué à l'APS que le prévenu était en possession d'une arme à feu ainsi que plus de 7200 unités de boissons alcoolisées, des comprimés psychotropes et des armes blanches.

La brigade de la police judiciaire de la sûreté de daïra de Azzaba a ainsi pu mettre fin aux agissements de ce dangereux criminel spécialisé dans le trafic illégal de substances psychotropes, de boissons alcoolisées et d'autres activités criminelles, a souligné la même source. Après avoir enquêté sur la base de renseignements faisant ressortir que l'intéressé utilisait son domicile à Azzaba comme lieu de stockage et de trafic, les services de sécurité ont procédé à l'interpellation du suspect, et ce, en coordination avec le parquet territorialement compétent en vue de l'obtention d'un mandat de perquisition délivré par le procureur de la République près le tribunal de Azzaba, a-t-on ajouté.

La fouille du domicile de ce dangereux criminel a permis de retrouver et saisir une arme à feu, des menottes, des cartouches, 18 flacons de somnifères ainsi que des armes blanches (couteaux et épées), en plus de 7200 bouteilles de boissons alcoolisées de différents types et dimensions, a détaillé la source.

Il s'est avéré, par ailleurs, que l'individu arrêté était recherché par la justice et faisait l'objet de 9 mandats d'arrêt pour diverses affaires notamment pour "vol, coups et blessures volontaires, formation d'une association de malfaiteurs, vol de bétail et vol qualifié", a-t-on relevé.

## DÉVELOPPEMENT DES ZONES D'OMBRE Merrad: "la prise en charge par l'Etat des besoins de la population commence à donner ses fruits sur le terrain"

Le conseiller du Président de la République chargé des zones d'ombre, Brahim Merrad, a affirmé, lundi à Saïda, que "la prise en charge par l'Etat des besoins de la population des zones d'ombre commence à donner ses fruits sur le terrain".

"Le recensement et la prise en charge par l'Etat des besoins de la population des zones d'ombre commencent à donner leurs fruits sur le terrain", a précisé M.

Merrad lors de sa visite de deux jours dans cette wilaya pour s'enquérir de l'état du développement local dans les zones d'ombre.

"Plusieurs zones d'ombre à travers le pays ont enregistré la réalisation de nombreux projets de développement à même d'améliorer les conditions de vie de la population de ces zones reculées dépourvues des commodités les plus élémentaires pour une vie décente et digne", a-t-il dit. Après avoir pris connaissance des préoccupations des citoyens de l'ensemble de ces zones, à savoir: Ouled Ahmed, Oued Falit, Sefala, El Beggar et Tal, le conseiller du Président de la République a indiqué que "tous les besoins des citoyens s'ont pris en charge et concrétisés".

"Nous œuvrons à concrétiser sur le terrain cette politique judicieuse adoptée par l'Etat à travers une série de visites d'inspection à ces zones qui bénéficieront de plusieurs projets de développement à l'effet de contribuer directement à l'amélioration du cadre de vie de leur population", a-t-il déclaré.

A ce propos, il a souligné que "le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune accorde un grand intérêt à la concrétisation de ses engagements pour garantir le droit d'une vie décente et digne à la population de ces zones à travers tout le pays".

M. Merrad s'est enquis longuement des préoccupations de la population des zones d'ombre de



cette wilaya, qui portent dans leur ensemble sur l'alimentation en eau potable (AEP), le raccordement au réseau électrique rural et agricole, la demande d'accès à l'aide financière pour le logement rural, les projets de réalisation des réseaux d'assainissement, le désenclavement, l'ouverture des routes et la construction d'établissements éducatifs en faveur de leurs enfants.

A cet effet, M. Merrad a rassuré les citoyens que l'Etat allouera des fonds importants pour la concrétisation des projets non inscrits en vue de lever les contraintes et difficultés rencontrées par les habitants des régions enclavées à travers le territoire national et leur fixation dans leur région d'origine.

La wilaya de Saïda qui compte 308 zones d'ombre a enregistré 423 opérations de développement dans

les secteurs des ressources en eau, des Travaux publics, de l'Education et de l'Energie, auxquelles plus de 4 milliards de dinars ont été affectés.

Le conseiller du président de la République chargé des zones d'ombre poursuivra mardi sa visite d'inspection de plusieurs projets de développements pour s'enquérir des travaux d'aménagement et de raccordement aux réseaux de l'AEP et d'assainissement au niveau de l'ancienne agglomération de la région de Takkouira (Commune de Ain Soltane).

Dans la commune de Ouled Brahim, il inspectera les travaux de réalisation d'un réservoir d'eau d'une capacité de 250 M3 dans la région de Ouled Ali et l'acquisition et l'installation d'équipements photovoltaïques dans les régions de Ouled En Nadhri et El Matmar.

## TIZI-OUZOU L'implication du tissu associatif dans la gestion des affaires publiques soulignée

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Sid Ali Khaldi, a souligné lundi, lors d'une visite de travail à Tizi-Ouzou, l'importance accordée par l'Etat à l'implication du mouvement associatif et de la jeunesse, en général, dans la gestion des affaires publiques.

M. Khaldi qui s'exprimait lors d'une rencontre avec la société civile locale autour de l'élaboration du Plan national de la jeunesse 2020-2024, a mis en évidence "l'engagement de l'Etat à accompagner le mouvement associatif et la jeunesse dans son ensemble et à l'impliquer, de manière effective, pour en faire des partenaires dans la gestion des politiques publiques".

Le ministre a invité, à l'occasion, les représentants du mouvement associatif et de la société civile à "un débat ouvert, franc et constructif pour contribuer à l'élaboration de cette nouvelle feuille de route et l'enrichir par des propositions concrètes". Assurant partager les



préoccupations de la jeunesse et se défendant de faire de "fausses promesses" et ne s'avancer sur "des choses réalistes et réalisables", M. Khaldi, qui a loué "l'activisme" du tissu associatif local qui, a-t-il dit, est "des plus actifs au niveau national", s'est engagé à étudier l'ensemble des propositions formulées.

"Je suis venu écouter vos préoccupations et vos propositions, en toute démocratie et transparence, pour les intégrer dans ce nouveau plan qui

consacre les engagements et les orientations de l'Etat envers la jeunesse", a-t-il déclaré. Notant les différentes contraintes soulevées durant cet échange, dont l'allègement de diverses procédures, de création d'association, d'accès aux structures de jeunesse et de promotion du travail associatif, le ministre a plaidé une "débureaucratization" du secteur, à commencer par la gestion des structures de jeunesse.

"Ce n'est pas à l'admini-

stration de gérer les structures de jeunesse, maison de jeunes et autres, mais, au mouvement associatif et à la société civile qui doivent en faire des espaces de loisirs, de culture et surtout des espaces de débats de citoyeneté", a plaidé, à ce propos, M. Khaldi. Lors de cette visite de travail, le ministre a, également, procédé durant la matinée à l'inauguration de deux structures sportives dans les communes de Draa El Mizan et Irdjen, respectivement, au Sud-ouest et Sud-est de Tizi-Ouzou, et inspecté deux autres chantiers dont l'un au niveau du chef lieu de wilaya.

Interpellé, à Draa El Mizan comme à Irdjen et Tizi-Ouzou, à propos des infrastructures sportives de proximité, M. Khaldi, s'est engagé à réaliser davantage d'infrastructures en favorisant les zones enclavées pour, a-t-il soutenu, "réduire pour les asymétries de développement entre le monde rural et urbain".

MIGRANTS

# Grèce : plainte auprès de la Commission européenne pour viol des droits des demandeurs d'asile

L'ONG Oxfam et le mouvement citoyen WeMove Europe ont annoncé mardi le dépôt d'une plainte auprès de la Commission européenne pour lui demander d'ouvrir une procédure d'infraction contre la Grèce, qu'ils accusent de violer les droits des demandeurs d'asile.

Les deux organisations estiment dans un communiqué que "le gouvernement grec n'a pas répondu aux allégations étayées de violations des droits, notamment la persistance de refoulements violents vers la Turquie des demandeurs d'asile et le mépris flagrant (du droit) d'asile".

La plainte doit être soumise mardi matin en leur nom par le cabinet d'avocats néerlandais De Brauw Blackstone Westbroek.

Elle intervient à la veille de la présentation par la Commission européenne d'une proposition très attendue de réforme de la politique d'asile dans l'UE, deux semaines après l'incendie du camp surpeuplé et insalubre de Moria sur l'île grecque de Lesbos.

"Si la Commission européenne veut montrer que le nouveau pacte sur l'asile et la migration est destiné à améliorer le système d'asile en Europe, elle doit aussi démontrer sa détermination à s'assurer que tous les Etats membres respectent les droits humains et la dignité des gens", déclare Marissa Ryan, directrice du bureau européen d'Oxfam.



Elles jugent notamment que l'application de cette nouvelle loi empêche en pratique de nombreuses personnes dépourvues de toute assistance juridique de faire appel d'une décision rejetant leur demande d'asile.

"Ce dont il s'agit, c'est la façon dont l'Europe gère les migrations. Et actuellement, c'est en soutenant des pratiques qui ne font que conduire à une souffrance inouïe", a dénoncé Giulio Carini, de WeMove Europe.

Les organisations, qui détaillent dans leur plainte les atteintes reprochées, estiment que "la seule façon" d'y répondre est l'ouverture d'une "procédure d'infraction" par la Commission.

L'exécutif européen peut recenser les éventuelles violations au droit européen sur la base de ses propres enquêtes ou à la suite de plaintes de citoyens ou autres parties intéressées.

La Commission peut alors engager une procédure formelle d'infraction lorsque le pays concerné ne remédie pas à la violation présumée du droit de l'UE, et décider à l'issue d'un certain nombre d'étapes de saisir la Cour de justice de l'UE.

La Commission peut alors engager une procédure formelle d'infraction lorsque le pays concerné ne remédie pas à la violation présumée du droit de l'UE, et décider à l'issue d'un certain nombre d'étapes de saisir la Cour de justice de l'UE.

La Commission peut alors engager une procédure formelle d'infraction lorsque le pays concerné ne remédie pas à la violation présumée du droit de l'UE, et décider à l'issue d'un certain nombre d'étapes de saisir la Cour de justice de l'UE.

La Commission peut alors engager une procédure formelle d'infraction lorsque le pays concerné ne remédie pas à la violation présumée du droit de l'UE, et décider à l'issue d'un certain nombre d'étapes de saisir la Cour de justice de l'UE.

ARCTIQUE - CLIMAT

# La banquise d'été de l'Arctique au deuxième plus bas niveau jamais observé

La banquise d'été en Arctique a fondu en 2020 jusqu'à la deuxième superficie la plus petite jamais enregistrée, après 2012, une nouvelle manifestation du réchauffement continu du climat, selon des observations satellites annoncées lundi par le National Snow and Ice Data Center aux Etats-Unis.

La banquise est la glace qui se forme sur l'eau. Tous les ans, une partie fond l'été et se reforme l'hiver, de façon normale, mais avec le réchauffement climatique, elle fond de plus en plus l'été, et sa superficie hivernale se réduit aussi.

Les satellites observent de façon très précise ces superficies depuis 1979, et la tendance à la réduction est nette.

Cette année, le minimum de la banquise estivale a été atteint le 15 septembre, avec 3,74 millions de kilomètres carrés, selon des données préliminaires du centre, dont les annonces à la fin de chaque hiver et de chaque été font référence.

"L'année a été folle dans le nord, avec la banquise presque au niveau le plus bas jamais vu, des canicules (...) en Sibérie et des immenses feux de forêts", a déclaré Mark Serreze, son directeur.

"Nous nous dirigeons vers un océan Arctique sans glace saisonnière", a-t-il déploré.

En général, le Groenland se réchauffe deux fois plus vite que le reste de la planète.

En effet, moins il y a de glace, moins les rayonnements solaires sont réfléchis et plus ils sont absorbés par les océans, ce qui les réchauffe.

"La faible couverture de la banquise cette année est pile dans la tendance de déclin observée depuis quatre décennies", ajoute Claire Parkinson.

Les preuves du rétrécissement de la glace, en superficie et en épaisseur, sur mer et sur terre et dans les glaciers, en Arctique et en Antarctique, s'accumulent de façon indéniable, même si les rythmes diffèrent d'un endroit à l'autre.

Ainsi, la banquise antarctique a vite fondu pendant trois ans jusqu'en 2017, mais ces dernières années, elle a un peu repris, sans qu'on comprenne vraiment le phénomène.

Dans l'Arctique, la réduction est plus marquée depuis 1996 par rapport à la période précédente, note Claire Parkinson, même s'il y a des variations d'une année à l'autre.

Les dirigeants mondiaux, qui se réuniront sur le climat et la biodiversité dans les deux prochaines semaines à l'ONU, ne peuvent ignorer le problème: l'an dernier, les experts climat de l'ONU (Giec) ont adopté un rapport sur les océans et la cryosphère (banquise, glaciers, calottes polaires et permafrost), avertissant des catastrophes en chaîne d'un monde plus chaud de 2 C par rapport à l'ère pré-industrielle.

La planète en est déjà à +1 C.

La banquise du nord risquerait même de disparaître plus vite que ce que les modèles climatiques prédisent, ont jugé des chercheurs dans une étude publiée par la revue Nature en juillet.

Cette disparition bouleverse l'écosystème (les ours en dépendent pour attraper les phoques) et le mode de vie des Inuits au Groenland.

"A cause de la fonte de l'Arctique, l'océan va absorber plus de chaleur, et nous finirons tous par être exposés aux effets dévastateurs du dérèglement climatique", a réagi Laura Meller, de Greenpeace, qui se trouve à bord d'un navire parti de l'archipel norvégien de Svalbard et était lundi au bord de la glace.

"Quand je regarde par la fenêtre, j'ai du mal à me rappeler que j'observe une urgence climatique en temps réel", a-t-elle dit.

Les dirigeants mondiaux, qui se réuniront sur le climat et la biodiversité dans les deux prochaines semaines à l'ONU, ne peuvent ignorer le problème: l'an dernier, les experts climat de l'ONU (Giec) ont adopté un rapport sur les océans et la cryosphère (banquise, glaciers, calottes polaires et permafrost), avertissant des catastrophes en chaîne d'un monde plus chaud de 2 C par rapport à l'ère pré-industrielle.

La planète en est déjà à +1 C.

AUSTRALIE

# Tentative de sauvetage de 180 cétacés coincés dans une baie de Tasmanie

Environ 90 globicéphales sont morts et 180 autres de ces cétacés sont toujours coincés dans une baie reculée de Tasmanie, dans le sud de l'Australie, selon les autorités qui ont lancé mardi une opération de sauvetage particulièrement difficile.

Les scientifiques ont précisé que deux importants groupes de ces mammifères marins parfois appelés "dauphins-pilotes" s'étaient échoués sur des bancs de sable de Macquarie Harbour, une baie fermée par une passe étroite sur la côte ouest, sauvage et peu peuplée, de Tasmanie.

Des vidéos ont montré des mammifères se débattant pour échapper aux hauts-fonds.

Des vedettes et semi-rigides de secouristes naviguaient autour pour tenter de les aider à se remettre à flot.

Sur certaines photos, des secouristes en combinaison de plongée apparaissaient debout, de l'eau jusqu'à la taille, à quelques mètres des cétacés échoués.

Kris Carlyon, biologiste employé par le gouvernement, a indiqué qu'environ "un tiers" des animaux étaient morts lundi soir, et que sauver les globicéphales encore en vie serait un "défi" qui pourrait prendre plusieurs jours, d'autant que les approcher implique nécessairement d'utiliser un bateau.

Les échouages de mammifères marins sont relativement fréquents en Tasmanie, mais celui-ci est particulièrement préoccupant du fait du nombre important d'animaux concernés.

Une soixantaine de personnes, dont des employés de fermes aquacoles voisines, sont impliquées dans cette opération de sauvetage qui est compliquée par le froid, l'humidité et un régime de marées irrégulier.

M. Carlyon a indiqué que la plupart des globicéphales, qui sont partiellement sous l'eau, devraient pouvoir survivre plusieurs jours et que cette météo, désagréable pour l'homme, jouait cependant en faveur de ces mammifères marins.

"C'est un sale temps pour les gens, mais pour les cétacés, c'est idéal, du fait de l'humidité et de la fraîcheur", a-t-il dit aux journalistes dans la localité voisine de Strahan, dans le nord de la baie.

Les sauveteurs devront cependant sélectionner les animaux à sauver, en se concentrant sur ceux qui sont les plus accessibles, et ceux qui semblent en meilleure santé.

La plupart des cétacés d'un groupe d'une trentaine échoués sur une plage étaient morts lundi.

Et on estime à une soixantaine le nombre de globicéphales coincés sur les bancs de sable qui sont morts depuis lors.

Karen Stockin, une spécialiste des mammifères marins à la Massey University, en Nouvelle-Zélande, a expliqué que la Tasmanie était un lieu d'échouages fréquents de globicéphales, espèce qui n'est pas considérée comme menacée. Bien que les globicéphales fassent partie des cétacés les plus résistants, les sauveteurs sont engagés dans une course contre la montre, a-t-elle ajouté.

INDE

# Effondrement d'un immeuble: 20 morts

Au moins 20 personnes ont péri et jusqu'à 25 autres pourraient être coincées sous les débris d'un immeuble résidentiel de trois étages qui s'est effondré lundi dans la ville indienne de Bhiwandi (ouest), selon un nouveau bilan des autorités. Des secouristes de la Force nationale de réponse aux catastrophes (NDRF) ont déjà pu extraire vivants des débris 20 personnes dont deux garçons âgés de quatre et sept ans alors que les opérations de secours se poursuivent pour sauver environ 20 à 25 per-

sonnes qui sont toujours piégées sous les débris. Un précédent bilan faisait état de 15 morts. "Selon les informations requises des habitants, une vingtaine de personnes sont toujours piégées.

Nous avons également appris que certains ouvriers dormaient au rez-de-chaussée utilisé comme atelier de couture", a déclaré Milind Palsule, responsable des relations publiques à la Municipalité de Bhiwandi, ajoutant qu'une centaine de sauveteurs sont toujours à la recherche de survivants

sur le site du bâtiment effondré. Les opérations de sauvetage ont été interrompues pendant 30 minutes mardi matin alors que l'équipe spécialisée devait équilibrer la dalle du troisième étage qui s'était effondrée.

La cause de l'incident est encore méconnue, mais les effondrements de bâtiments sont relativement courants en Inde entre juin et septembre, pendant la saison de la mousson, les précipitations intenses fragilisant les structures désuètes.



APS

## S A N T É - A L G É R I E

## SERVICES DES URGENCES Un nouveau souffle pour les services des urgences des CHU et de proximité



Le ministre de la Santé, de la population et de la réforme hospitalière, Pr Abderrahmane Benbouzid a déclaré qu'«un nouveau souffle sera donné aux services des urgences médicales des Etablissements sanitaires hospitaliers et de proximité à travers le pays.

«Cette opération s'inscrit dans le cadre de la nouvelle stratégie du ministère pour la réforme des hôpitaux de manière à assurer au citoyen des prestations de santé de proximité de qualité», a déclaré Pr Benbouzid lors de l'inspection des deux services d'urgences médicales chirurgicales des CHU Mustapha Pacha et Nafissa Hamoud (ex Parnet) accompagné de ministre délégué chargé de la Réforme hospitalière, Pr Ismail Mesbah et du wali d'Alger, Youcef Chorfa.

Le service des urgences médicales chirurgicales de l'hôpital Mustapha Pacha a été transféré dans un département plus spacieux et celui du Centre hospitalier d'Houssein Dey a été transféré à l'extérieur de l'établissement, et ce pour l'allègement de la pression sur ces deux établissements et l'admission d'un plus grand nombre de malades. Cette opération, qui ne se limite pas aux deux nouveaux services pilotes, sera élargie aux autres établissements hospitalo-universitaires et de proximité de cette région ainsi que les autres régions du pays.

La délégation a reçu des explications exhaustives sur le service des urgences de Mustapha Pacha qui sera bientôt prêt après équipement et aménagement de ses différents services.

Ce nouvel espace aura une entrée indépendante pour les malades et les ambulances de manière à éviter la congestion.

Pour sa part, le wali d'Alger, Youcef Chorfa a évoqué «l'élaboration d'un plan sanitaire du territoire pour les services des urgences médicales, aussi bien pour les CHU que pour les centres de proximité, pour alléger la pression sur les grands établissements», précisant que la concrétisation de cette opération se fera en 2020/2021 une fois ces services dotés de moyens humains nécessaires.

## 191 nouveaux cas, 127 guérisons et 10 décès

Cent quatre vingt et onze (191) nouveaux cas confirmés de Coronavirus, 127 guérisons et 10 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a indiqué mardi à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 50.214 dont 191 nouveaux cas, soit 0,4 cas pour 100.000 habitants lors des dernières 24 heures, celui des décès à 1689 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 35.307, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19.

En outre, 25 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures moins de 9 cas, 18 n'ayant enregistré aucun cas, alors que 5 autres ont enregistré plus de 10 cas.

Par ailleurs, 34 patients sont actuellement en soins intensifs, a-t-il également fait



savoir. Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle

exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation phy-

sique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.

## LUTTE CONTRE LE COVID-19

### La réouverture des écoles sera décidée en concertation avec les spécialistes

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune a affirmé, dimanche soir, qu'il ne prendra pas seul la décision d'ouvrir les écoles, au titre de l'année scolaire 2020-2021, mais en concertation avec le Comité scientifique et les médecins.

«Je ne prendrai pas seul la décision d'ouvrir les écoles, et cette décision ne sera pas autoritaire mais prise de concert avec les médecins algériens et le Comité scientifique national qui assumera ses responsabilités», a indiqué le Président Tebboune lors d'une entrevue avec les représentants de médias nationaux. «Des pays européens ont ouvert les classes et repris les cours, mais ont été contraints de refermer les

écoles après avoir constaté que les enfants étaient exposés, eux aussi, à la contamination au coronavirus», s'interrogeant par la même «si l'objectif est d'appliquer le programme d'enseignement ou de protéger le citoyen».

L'Algérie a opté pour «la protection du citoyen», a-t-il souligné, annonçant la possibilité de programmer la rentrée scolaire en fonction de la situation pandémique de chaque wilaya.

Concernant la rentrée universitaire, le Président de la République a indiqué que l'Université aura la «liberté» pour fixer la date de cette rentrée, relevant qu'il n'y aura pas un jour unifié pour la rentrée universitaire qui se fera en fonction de l'organisation et du plan-

ning de chaque établissement.

Il se pourrait que des universités ouvrent leurs portes et d'autres qui remettront la rentrée pour plus tard».

Pour ce qui est des problèmes liés aux études à l'université, le Président de la République a cité la nécessité de respecter la distanciation physique au niveau des résidences universitaires et des amphithéâtres conformément aux mesures de lutte contre la Covid-19, d'où la question «de recourir à un autre système d'organisation».

«Tant que nous n'avons pas résolu ces questions, nous ne pouvons mettre en danger la santé du citoyen qui est une priorité pour nous», a souligné le Président Tebboune.

## TRANSPLANTATION DE FOIE

### Benbouzid annonce une feuille de route pour la transplantation hépatique chez l'enfant

Le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid, a annoncé lundi à Alger l'élaboration d'une feuille de

route pour le lancement de la transplantation hépatique chez l'enfant dans le pays afin d'éviter les transferts de malades à l'étranger.

Lors d'une rencontre avec les experts qui seront investis de cette mission, le ministre a précisé que «le ministère est disposé à apporter le soutien nécessaire aux équipes spécialisées, que ce soit en termes d'équipements médicaux ou de recours à l'expertise étrangères, afin de développer cette activité et assurer le transfert de connaissances et de technologie et la formation, en vue de réduire les transferts de malades à l'étranger».

Evoquant les spécialités médicales complexes qui nécessitent encore des transferts à l'étranger, notamment la scoliose, M.

Benbouzid a fait savoir que deux services au sein de l'Etablissement hospitalo-universitaire (EHU) de Douera et de l'Etablissement hospitalier spécialisé (EHS) en rééducation fonctionnelle d'Azur plage avaient

été chargés de cette mission.

Concernant les autres maladies prises en charge par des hôpitaux européens à travers le conventionnement avec la CNAS, le premier responsable du secteur a cité les malformations cardiaques congénitales chez l'enfant.

Pour sa part, Pr. Graba Abdelaziz a estimé que l'Algérie «n'a pas suffisamment d'expertise en matière de transplantation hépatique chez l'enfant», même si, a-t-il dit, les spécialistes identifient les facteurs à l'origine de ces maladies. Le chef de service Oncologie, Pr Kamel Bentebag, a, quant à lui, indiqué que plus de 40 malades avaient bénéficié au cours des dernières années d'une transplantation hépatique, notamment au Centre Pierre-et-Marie-Curie (CPMC).

Selon les estimations des experts, le coût d'une transplantation hépatique chez l'enfant à l'étranger s'élève à 140.000 euros.

APB

## PHARMACIE- SALON

### 4<sup>e</sup> édition du Phramex en Novembre à Oran

Plus de 45 exposants prendront part à la 4<sup>e</sup> édition du salon de la pharmacie, de la parapharmacie & du confort au quotidien (PharmEx), prévue du 5 au 7 Novembre prochain au centre des Conventions d'Oran (CCO) avec le strict respect des mesures de prévention contre le Covid19, ont annoncé dimanche les organisateurs dans un communiqué. Prévue initialement en septembre et reportée pour Octobre, pour cause du Covid 19, les organisateurs ont finalement opté pour l'organisation de cette exposition le mois de novembre principalement à cause de la situation épidémiologique «qui connaît une amélioration», a-t-on précisé de même source.

Organisée par l'agence de communication «PHARMEX Comm», cette édition verra la participation des professionnels du monde de la pharmacie entre laboratoires, industriels, pharmaciens d'officine, médecins, étudiants en médecine et pharmacie et autres.

PHARMEX est un événement qui réunira l'ensemble de la communauté des pharmaciens de l'ouest et même du territoire national, d'autres praticiens et acteurs de santé y seront conviés (Enseignants, chercheurs, institutions publiques à l'image de la direction de la santé, CNAS, CASNOS,

etc.).

Les différents intervenants dans le domaine de la pharmacie seront conviés pour exposer leurs nouveautés et leurs produits tout en respectant les protocoles sanitaires de lutte contre le Coronavirus».

«On s'attend à plus de 45 exposants professionnels, vu les circonstances exceptionnelles de cette année suite à la pandémie du Covid 19, un stand de l'association national d'aide aux malades et aux professionnels de la santé «WinNelka», partenaire du salon, sera installé à l'entrée du salon pour distribuer les masques et les solutions hydroalcooliques», a-t-on fait savoir, soulignant que le salon est dédié «aux professionnels, les visiteurs sont des pharmaciens et des médecins qui connaissent très bien les protocoles de préventions du Covid 19.

Le salon sera, aussi, une occasion pour honorer les professionnels de la santé qui étaient, et le sont encore, aux premiers rangs pour combattre la pandémie depuis plus de 7 mois.

Un riche programme scientifique sera concocté autour du thème principale de cette édition qu'est «La pharmacie à l'air de la pandémie: Impact socio-économique», plusieurs intervenants se pencheront essentiellement sur le rôle du pharmacien dans la lutte contre le Covid 19.

# PANDEMIÉ DE CORONAVIRUS

## BILAN DANS LE MONDE

### Au moins 965.760 morts

La pandémie du nouveau coronavirus a fait au moins 965.760 morts dans le monde depuis que le bureau de l'OMS en Chine a fait état de l'apparition de la maladie fin décembre, selon un bilan établi à partir de sources officielles mardi.

Plus de 31.374.240 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués depuis le début de l'épidémie, dont au moins 21.338.900 sont aujourd'hui considérés comme guéris. Ce nombre de cas diagnostiqués ne reflète toutefois qu'une fraction du nombre réel de contaminations. Certains pays ne testent que les cas graves, d'autres utilisent les tests en priorité pour le traçage et nombre de pays pauvres ne disposent que de capacités de dépistage limitées. Sur la journée de lundi, 4.188 nouveaux décès et 265.437 nouveaux cas ont été recensés dans le monde. Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont l'Inde avec 1.053 nouveaux morts, l'Argentine (429) et le Brésil (377). Les Etats-Unis sont le pays le plus



touché tant en nombre de morts que de cas, avec 199.890 décès pour 6.858.130 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins. Au moins 2.615.949 personnes ont été déclarées guéries. Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 137.272 morts pour 4.558.068 cas, l'Inde avec 88.935 morts (5.562.663 cas), le

Mexique avec 73.697 (700.580 cas), et le Royaume-Uni avec 41.788 morts (398.625 cas). Parmi les pays les plus durement touchés, le Pérou est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 95 décès pour 100.000 habitants, suivi par la Belgique (86), l'Espagne (66), la Bolivie (66), et le Brésil (65).

La Chine (sans les territoires de Hong Kong et Macao) a officiellement dénombré un total de 85.297 cas (6 nouveaux entre lundi et mardi), dont 4.634 décès (0 nouveaux), et 80.497 guérisons. L'Amérique latine et les Caraïbes totalisaient mardi à 11H00 GMT 325.373 décès pour 8.801.752 cas, l'Europe 226.237 décès (4.934.210 cas), les Etats-Unis et le Canada 209.148 décès (7.002.792 cas), l'Asie 127.220 décès (73.660.056 cas), le Moyen-Orient 42.781 décès (1.822.812 cas), l'Afrique 34.076 décès (1.415.448 cas), et l'Océanie 925 décès (31.179 cas). Ce bilan a été réalisé à partir de données collectées par des agences auprès des autorités nationales compétentes et des informations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

## ROYAUME-UNI

### Londres relève le niveau d'alerte mesurant l'évolution de l'épidémie

Le Royaume-Uni a relevé lundi le niveau d'alerte mesurant l'évolution de l'épidémie de nouveau coronavirus et a décidé de fermer plus tôt pubs et restaurants, face à la menace d'une deuxième vague qui pourrait faire plus de 200 morts par jour sans "changement de cap".

Dans une déclaration au Parlement prévue mardi, le Premier ministre Boris Johnson "confirmera que les pubs, bars et restaurants devront fermer à 22h00 à partir de jeudi" en Angleterre, a annoncé lundi soir Downing street dans un communiqué.

Le nombre de personnes se côtoyant dans ces établissements devrait aussi diminuer puisque "seul le service à table" sera désormais autorisé, doit annoncer M. Johnson après une réunion de crise du gouvernement britannique dans la matinée.

Ces restrictions interviennent alors que les chefs des services médicaux des quatre provinces britanniques ont relevé lundi le niveau d'alerte lié au virus à 4, contre 3 depuis juin, ce qui correspond à un niveau de transmission "élevé ou augmentant de manière exponentielle".

Pays le plus endeuillé en Europe avec près de 42.000 morts, le Royaume-Uni voit actuellement les contaminations "doubler tous les sept jours", a prévenu lundi le conseiller scientifique du gouvernement Patrick Vallance lors d'une allocution télévisée.

Si l'épidémie suivait cette courbe, "on arriverait à 50.000 cas par jour mi-octobre" - contre environ 6.000 actuellement selon les estimations - et cela pourrait mener à "200 morts par jour ou plus mi-novembre", a-t-il poursuivi.

Au plus fort de la pandémie, le Royaume-Uni dénombrerait près de 1.000 morts par jour.

"Si nous ne changeons pas de cap, le virus décollera.

C'est la voie sur laquelle nous sommes", a ajouté lors de cette allocution le professeur Chris Whitty, médecin-chef pour l'Angleterre.

Les restrictions locales pour lutter contre la propagation du virus se multiplient - notamment lundi dans quatre zones du Pays de Galles - le gouvernement espérant ne recourir qu'en dernier ressort à un confinement national aux conséquences dévastatrices pour une économie déjà sévèrement affectée par le confinement de la première vague.

Les nouvelles mesures annoncées par Boris Johnson ne seront valables que pour l'Angleterre, chaque province britannique prenant ses propres décisions en matière de coronavirus. Mais selon Downing street, il s'est entretenu lundi par téléphone avec les Premiers ministres écossais, gallois et nord-irlandais et "ils ont convenu d'adopter autant que possible une approche unifiée, dans les prochains jours".

Les trois dirigeants sont d'ailleurs conviés à la réunion de crise prévue mardi et consacrée à la réponse du gouvernement face à la reprise de l'épidémie, avant les annonces au Parlement.

Boris Johnson s'adressera aussi à la nation mardi soir, un discours retransmis en direct dans lequel il devrait revenir sur "les autres moyens pour lutter contre le virus et sur le rôle que chacun peut jouer contre sa propagation".

## ETATS-UNIS

### Le cap de 200.000 décès atteint

Le nombre de morts à cause du coronavirus aux Etats-Unis a frôlé lundi le cap de 200.000, soit le double de cas enregistrés depuis mai.

Selon les derniers chiffres de l'université John Hopkins, le total des décès est de 199.517 sur un nombre de cas de contamination confirmés avoisinant les 7 millions alors que le nombre de guérisons est de 2.590.671 sur un total de 95 millions de tests effectués.

Aux Etats-Unis, moins de nouveaux cas de coronavirus ont été détectés ces dernières semaines depuis fin juillet,

après les récentes flambées dans le nord-est puis dans le sud et l'ouest.

Le nombre quotidien de nouveaux cas dans le pays augmente néanmoins à nouveau, alimentant les inquiétudes d'une résurgence du virus alors que les universités et les écoles rouvrent leurs portes et les températures commencent à baisser.

A travers le monde, au moins 73 pays connaissent une augmentation des cas nouvellement détectés alors que le nombre de décès atteint le pic de 1 million. Cité par le New York Times, le Dr

Tom Inglesby, directeur du Center for Health Security de la Johns Hopkins Bloomberg School of Public Health, prévient qu'il est probable que le nombre de morts aux Etats-Unis puisse atteindre 300.000 si les gens baissent la garde.

Dans ce pays le plus touché au monde par le virus, la gestion de la pandémie et la course à la production et la distribution d'un éventuel vaccin figurent parmi les dossiers majeurs de la campagne pour l'élection présidentielle du 3 novembre.

## BRÉSIL

### Le nombre de décès dépasse les 137.000

Le Brésil a fait état lundi de 377 décès supplémentaires liés au nouveau coronavirus, ce qui en porte le bilan national à 137.272. Les tests ont également détecté 13.439 nouvelles infections au cours des dernières 24 heures, pour un total de 4.558.068 cas confirmés depuis le début de l'épidémie, selon le ministère de la Santé. L'Etat de Sao Paulo, le plus peuplé du pays, est le plus affecté par le virus, avec 937.332 cas confirmés et 33.984 morts, suivi par celui de Rio de Janeiro qui a dénombré 252.046 cas confirmés et 17.727 décès. Depuis la première semaine du mois de septembre, le Brésil a connu une baisse

du nombre quotidien de cas et de décès liés au virus. Le gouvernement de l'Etat de Sao Paulo a indiqué lundi que le taux d'occupation des unités de soins intensifs a baissé à son plus bas niveau depuis le début de l'épidémie, soit une moyenne de 47,7%.

A São Paulo, la plus grande ville du pays et capitale de l'Etat du même nom, ce taux s'élève à 47%.

Jusqu'à présent, le Brésil est le deuxième pays au monde après les Etats-Unis en termes de décès liés au COVID-19, et le troisième en nombre de cas confirmés.

## ARGENTINE

### Un nouveau record quotidien de décès liés au Covid-19 après 6 mois de confinement

L'Argentine a enregistré lundi un nouveau record quotidien de décès liés au Covid-19 avec 429 morts, ce qui porte à 13.482 le bilan total dans le pays, ont annoncé les autorités. Il s'agit du nombre de décès le plus élevé depuis que la pandémie a frappé le pays sud-américain, où des mesures de confinement sont en vigueur depuis le 20 mars, avec un assouplissement progressif en fonction des régions. Le nombre total de contaminations a atteint les 640.134, parmi lesquelles 508.563 personnes ont guéri, dans ce pays de 44 millions d'habitants, a précisé le ministère de la Santé.

La région de Buenos Aires est celle qui connaît le plus de cas. Dans la capitale, les contaminations ont cependant ralenti, avec seulement 678 nouvelles ce lundi. Buenos Aires débute cette semaine une nouvelle étape de son confinement avec l'autorisation de la restauration dans les établissements disposant d'espaces à l'air libre et la reprise

des travaux de construction dans leur phase finale, entre autres activités. Les cours restent suspendus dans tous les niveaux éducatifs. Selon les autorisés, le taux d'occupation dans les services de soins intensifs est de 60,3% au niveau national et s'élève à 65,5% dans l'agglomération de Buenos Aires. Le gouvernement s'est résolu vendredi à prolonger les mesures de restrictions des activités jusqu'au 11 octobre, alors qu'il tente de contrôler l'évolution des contaminations. En dépit des chiffres élevés, des centaines de personnes ont manifesté, sans respecter la distanciation sociale, contre les mesures sanitaires du gouvernement d'Alberto Fernandez, réclamant la fin du confinement. Les revendications s'opposent aux appels publics à une plus grande responsabilité individuelle, demandée à la population par le personnel médical et paramédical, exténués après six mois de travail, dans des hôpitaux à la limite de leurs capacités.

## GAMBIE - SANTÉ - VIRUS

### 200 soldats sénégalais de la force ouest-africaine en Gambie guéris

Plus de 200 soldats sénégalais de la force ouest-africaine en Gambie, testés positifs au coronavirus à leur retour de mission, sont guéris et ont tous quitté leur centre de traitement, a indiqué lundi l'armée sénégalaise.

"Les derniers (soldats) sont sortis samedi" du centre de traitement, a affirmé un responsable de la Direction des relations publiques des armées sénégalaises. Au total, 208 soldats étaient traités sur un contingent de plus de 600 hommes en Gambie. Testés positifs au Covid-19 à leur retour de mission début septembre, ils étaient ensuite suivis au village de Guéréo, situé sur la côte à une soixantaine de kilomètres au sud-est de Dakar. Guéréo abrite "un hôtel" de l'armée, site retenu par le ministère de la Santé pour le suivi des patients asymptomatiques du

Covid-19. La Gambie, pays enclavé dans le Sénégal à l'exception de sa façade maritime, a déclaré 3.526 cas confirmés pour 108 décès. Le Sénégal a lui recensé 14.738 cas, dont 302 décès. La force de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest en Gambie (Micega), majoritairement formée de militaires sénégalais, avait été déployée en janvier 2017 pour contraindre le président sortant Yahya Jammeh (1994-2017) à céder le pouvoir à son successeur élu Adama Barrow.

Sa mission a depuis été prolongée par la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) à la demande de M. Barrow, malgré le départ le 21 janvier 2017 de Yahya Jammeh en exil en Guinée Equatoriale.

# VITILIGO COMMENT SE DÉVELOPPE CETTE MALADIE AUTO-IMMUNE ?

Environ une personne sur 100 souffre de cette maladie dermatologique auto-immune qui se caractérise par l'apparition de taches blanches sur la peau et qui touche aussi bien les hommes que les femmes, les adultes que les bébés.

Pour comprendre cette maladie, il faut revenir aux fondamentaux : notre peau est composée de trois strates : l'hypoderme, le derme et l'épiderme, la plus superficielle. L'épiderme est lui-même découpé en cinq couches et, dans la plus profonde (la couche basale) se trouvent des cellules appelées "mélanocytes". Leur rôle est bien connu de toutes celles qui aiment se faire dorer la pilule au soleil : elles synthétisent la mélanine, un pigment brun foncé responsable de la couleur de la peau.

Mais les personnes souffrant de vitiligo produisent des anticorps anormaux qui s'attaquent directement aux mélanocytes et bloquent leur action, empêchant ainsi la mélanogénèse (ou fabrication de mélanine). Et puisque le vitiligo résulte d'un dysfonctionnement du système immunitaire (aqueil appartiennent les anticorps), on dit qu'il s'agit d'une maladie auto-immune. Résultat, les malades voient leur peau (et même, parfois, leurs muqueuses) se recouvrir de "tache" hypopigmentées : des plaques blanchâtres bien délimitées dépourvues de pigments parce que les mélanocytes ont été bloqués.

"Il existe deux types de vitiligo, précise le Dr Valérie Callot, dermatologue. Dans le cas d'un vitiligo généralisé, on retrouve des taches sur tout le corps du patient, en particulier au niveau des zones de frottement que le dessus des mains, les genoux ou encore le dessus des pieds. À l'inverse, le vitiligo localisé ne se traduit que par des taches sur un côté du corps, par exemple sur une main, un bras ou une jambe."

## QUELLES SONT LES CAUSES DU VITILIGO ?

Pas facile de désigner un coupable : les causes du vitiligo sont encore mal connues. Cependant,

plusieurs hypothèses viennent éclairer les origines de cette maladie multifactorielle que l'on retrouve plus fréquemment en Inde, dans les pays du Moyen-Orient et au Maghreb.

D'abord, la génétique. En 2010, une étude américaine menée par le National Center for Biotechnology Information est parvenue à isoler 10 gènes impliqués dans les mécanismes de réponse immunitaire qui pourraient jouer un rôle chez les personnes atteintes de vitiligo. "Par ailleurs, en consultation, on retrouve fréquemment des antécédents familiaux de vitiligo", ajoute le Dr Valérie Callot.

Mais les radicaux libres pourraient aussi avoir leur part de responsabilité dans le développement de cette maladie dermatologique. En 2009, une autre étude américaine commandée par le National Center for Biotechnology Information a montré que l'accumulation de radicaux libres pouvait entraîner une "autodestruction" des mélanocytes...

"Il est également important de considérer les causes psychosomatiques du vitiligo", ajoute le Dr Valérie Callot. "La maladie peut tout à fait se déclencher suite à un choc affectif ou à un traumatisme".

## QUELS SONT LES SYMPTÔMES DE LA MALADIE ?

Les personnes atteintes de vitiligo sont "tout simplement" recouvertes de taches blanchâtres, plus ou moins nombreuses, plus ou moins étendues suivant le patient. Le vitiligo n'est ni douloureux ni contagieux ; les taches ne sont pas en relief et ne démangent pas non plus ; l'espérance de vie des malades n'est pas réduite. Bref, sur le plan physique, la maladie est bénigne.

Pourtant, hors de question de minimiser ses conséquences psychologiques... Si certains malades



parviennent à sublimer leur pathologie, en la transformant par exemple en oeuvre d'art, chez la grande majorité des patients, l'estime de soi est détériorée. 20% des malades souffriraient même d'une sensation permanente de dérangeaison.

"Les symptômes sont esthétiquement disgracieux, analyse le Dr Valérie Callot. Ainsi, les malades développent du stress, de l'anxiété, voire des dépressions. Ils se sentent obligés de cacher leur pathologie, comme si elle était honteuse." De plus, comme le vitiligo n'a aucune conséquence sur le plan physique, les malades ont fréquemment le sentiment de ne pas avoir à se plaindre, ce qui renforce leur mal-être psychologique. Le cercle vicieux est enclenché.

## QUELS SONT LES TRAITEMENTS DU VITILIGO ?

À ce jour, il n'existe pas de traitement miracle qui permettrait de stopper ou même de guérir le vitiligo. Néanmoins, les malades ont la possibilité de faire repigmenter leurs taches blanches.

Pour cela, plusieurs méthodes existent mais la plus répandue d'entre elles, c'est l'exposition aux UV-B qui permet de stimuler les mélanocytes restants pour leur faire produire de la mélanine à nouveau. Cela se fait soit dans une cabine, soit à l'aide d'une lampe excimer qu'il va concentrer les UV-B uniquement sur les taches, lorsque celles-ci recouvrent moins de 10% de la surface du corps. « Cette méthode donne de bons résultats, explique le Dr Valérie Callot. Cependant, il faut au moins 24 séances pour voir une amélioration de la pigmentation, et le traitement dure au moins 3 mois. C'est long, et coûteux, bien qu'en partie remboursé par la sécurité sociale. »

En parallèle, les malades sont amenés à s'exposer au soleil, toujours afin de stimuler les mélanocytes restants. "On prescrit également une crème contenant des composés immunomodulateurs, qui permettent de freiner l'action des anticorps anormaux", ajoute le Dr Valérie Callot.

Enfin, en dernier recours, il reste la chirurgie via

l'autogreffe (il s'agit de prendre un morceau de peau non dépigmenté du patient sur ses cuisses ou ses fesses pour le greffer sur une tache blanche) ou encore le dermatotage (il s'agit de tautouer de la couleur sur les taches blanches les moins réceptives aux UV-B, comme les mamelons)... mais ces techniques restent assez coûteuses. Avec ces traitements, on parvient en général à repigmenter les taches du visage dans 80% des cas, et les taches du dos des mains ou des pieds dans 20% des cas, résume le Dr Valérie Callot. L'évolution de la maladie dépend de chaque patient : parfois, elle va se stabiliser rapidement, parfois de nouvelles taches vont apparaître ou même disparaître... Porte-parole des victimes du vitiligo depuis qu'elle a publié ses photos, le mannequin Chantelle Brown-Young, elle, a décidé d'accepter sa maladie. Son conseil à toutes les victimes du vitiligo ? "Aimez-vous vous-mêmes ! On peut tout à fait poursuivre nos rêves malgré nos petites imperfections..." Un beau message d'espoir.

## BIENTÔT UNE CRÈME POUR SOIGNER LE VITILIGO ?

50% des patients américains qui participaient à l'essai clinique d'une crème pour la pigmentation de la peau ont constaté une amélioration significative de leur vitiligo.

Le vitiligo est une maladie auto-immune au cours de laquelle des taches blanches apparaissent sur la peau. Ces dépigmentations progressives sont plus ou moins étendues. Bien que la maladie soit considérée comme "bénigne" sur le plan

médical, elle a un impact psychologique considérable. L'attente d'un traitement est donc particulièrement forte car "les solutions actuelles telles que la photothérapie, les corticostéroïdes et les inhibiteurs ont une efficacité limitée" souligne le Dr David Rosmarin, dermatologue au Tufts Medical Center de Boston (Etats-Unis).

Ce dernier vient de publier les résultats de l'essai clinique d'une crème topique,

qui s'est révélée efficace pour inverser les effets du vitiligo chez 50% des patients qui l'ont testée. Cette étude de deux ans a inclus 157 patients sur 30 sites répartis aux États-Unis. "L'application topique du ruxolitinib, actuellement utilisé comme traitement par voie orale pour certains troubles sanguins, a entraîné une amélioration substantielle des symptômes du vitiligo du visage chez près de la moitié des participants à l'essai" a déclaré le médecin

lors du Congrès mondial de dermatologie qui se tenait à Milan le week-end dernier.

"Le ruxolitinib topique a le potentiel de changer le traitement du vitiligo. Non seulement il est efficace pour repigmenter la peau, mais il présente également un excellent profil d'innocuité", a ajouté le Dr Rosmarin. Ce dernier espère obtenir de meilleurs résultats encore en associant la crème à la photothérapie et à l'exposition au soleil.

**Vitiligo : repigmenter la peau grâce à l'autogreffe**

Une technique d'auto-transplantation de peau permet de recolorer les morceaux de l'épiderme dépigmentés par le vitiligo. Chez les personnes atteintes de vitiligo, certaines parties du corps se dépigmentent, faisant apparaître une peau totalement blanche sous forme de tâches éparpillées. Il s'agit en fait d'une réaction du système immunitaire qui détruit les mélanocytes, les cellules qui donnent leur couleur à la peau, aux cheveux et aux yeux. Cette destruction intervient dans des endroits localisés, donnant lieu à des sortes de tâches totalement blanches sur le reste de la peau colorée.

Pour y remédier, les médecins de l'hôpital Henry Ford aux États-Unis greffent des morceaux de leur propre peau aux patients. Ils prélèvent des zones de l'épiderme correctement pigmentées et les replacent sur les zones décolorées. Au bout de deux mois, la zone traitée par cette chirurgie commence à recréer des mélanocytes et à reprendre des couleurs.

**LES ZONES TRAITÉES SE REPIGMENTENT DURABLEMENT**

Dans une étude parue dans la revue *Journal of the American Academy of Dermatology*, les chercheurs observent que les résultats restent excellents ou très bons cinq ans après l'intervention. La repigmentation est maintenue dans 75% des cas après ce laps de temps pour 63 patients opérés entre 2009 et 2014. Pour l'heure, seul le centre Henry Ford propose cette technique en Amérique du Nord, mais ces résultats pourraient aider à la démocratiser. Ces traitements consistent en des médicaments topiques pour la peau, de la luminothérapie ou de la dépigmentation, mais ils ne sont pas toujours efficaces. La technique de transplantation de mélanocytes et de kératinocytes, ou MKTP, fonctionne, et dure dans le temps. Elle est mieux que n'importe quelle autre technologie dont nous disposons pour traiter cette maladie », a déclaré Iltefat Hamzavi, dermatologue et auteur principal de l'étude. Si le vitiligo n'est pas grave ni contagieux, il peut rendre difficile la vie des patients car les tâches décolorées attirent les regards stigmatisants et les regards désobligeants. Le traitement pourrait donc apporter un réel confort de vie pour les patients.

**PEAU : COMMENT MEUX TRAITER LES MALADIES CHRONIQUES**

*Inesthétiques, contraignantes, parfois douloureuses... certaines maladies de peau perturbent vraiment la qualité de vie, même si elles sont souvent bénignes. Donc, pas question de se priver des traitements qui ont fait leurs*

**L'ECZÉMA**

Loin de ne concerner que les bébés et les enfants, l'eczéma touche entre 3 et 8 % des adultes. Survenant par poussées sur une peau de nature très sèche, les lésions rouges recouvertes de petites vésicules provoquent d'intenses démangeaisons. Des soins émollients : essentielle, l'hydratation quotidienne avec des produits dits émollients permet d'espacer les poussées et de conserver une peau souple. La texture des produits s'est considérablement améliorée, rendant ce geste moins contraignant.

Des douches sans savon : on évite les bains, les gants de toilette et les lavants trop décapants. Préférer les douches tièdes et se laver avec les mains à l'aide de produits type syndets liquides (sans savon), savons surgras, pains dermatologiques, huiles lavantes. Sans frotter mais en tamponnant la peau pour la sécher.

Des dermatocorticoïdes : "L'application de corticoïdes sur les lésions reste le traitement de référence, rappelle le Dr Anne-Claire Fougereuse, dermatologue. Utilisés en suivant les recommandations du médecin, les dermatocorticoïdes sont sans danger". De nouvelles formes facilitent leur utilisation, notamment la mousse, intéressante pour traiter le cuir chevelu.

Du tacrolimus en pommade : en cas d'échec des dermatocorticoïdes ou de contre-indications, les dermatologues peuvent prescrire du tacrolimus (Protopic®). Cet immunomodulateur (qui régule les réactions du système immunitaire) nécessite des précautions d'emploi. Mais appliqué deux fois par jour lors des poussées, puis deux fois par semaine en phase d'entretien, il donne de bons résultats", souligne le Dr Fougereuse.

Des stratégies antistress : le stress est souvent impliqué dans la survenue des poussées. À chacun de trouver sa méthode pour le gérer : sport, méditation, sophrologie...

**LE PSORIASIS**

Dans cette maladie, les cellules de l'épiderme se renouvellent en 3 à 5 jours au lieu des 21 à 28 jours habituels. Des plaques rouges couvertes de squames apparaissent au niveau du cuir chevelu, des coudes, des genoux... Cette inflammation chronique entraîne deux fois sur trois des démangeaisons. Trop souvent, elle suscite encore des réactions de rejet de la part de l'entourage.

Des traitements locaux : généralement composés d'une substance proche de la vitamine D et/ou d'un dermatocorticoïde, ils sont très efficaces contre les poussées à condition d'être utilisés tous les jours le premier mois. Par la suite, les applications sont plus espacées.

Des traitements oraux : rétinoïdes, méthotrexate, ciclosporine ou biotérapies sont réservés aux formes sévères car ils comportent des contre-indications et peuvent entraîner d'importants effets secondaires. Mais leur intérêt est réel.

Une vie plus saine : stress, tabagisme, consommation excessive d'alcool sont des facteurs aggravants sur lesquels on peut agir.

**LA ROSACÉE**

Très inesthétique et difficile à vivre, car associée à tort à une forte consommation d'alcool, cette maladie des petits vaisseaux sanguins du visage se caractérise par de fortes rougeurs, parfois associées à des boutons inflammatoires (papules et pustules). Elle s'accompagne aussi de désagréables sensations d'échauffement et de tiraillement au niveau de la peau.



Une protection optimale au soleil : le plus important pour limiter la progression de la maladie est de bien protéger la peau contre les UV.

De nouvelles habitudes : il faut éviter les épices, l'alcool, le thé, le café et les activités physiques trop intenses, qui ont un effet vasodilatateur et accentuent les symptômes. Côté salle de bains, privilégier les nettoyants très doux (pas de lotion à base d'alcool, pas de gommage) et les soins hydratants très fluides.

Des traitements locaux et/ou des antibiotiques : un large panel de traitements permet de freiner l'évolution des lésions, voire de les faire régresser. Mais ils doivent être pris pendant au moins 3 mois.

Des séances de laser : il en faut généralement plusieurs à 3 semaines d'intervalle, en dehors des périodes ensoleillées. Autour de 100 € la séance (non remboursé).

Des produits de "camouflage" : des poudres libres et des sticks riches en pigments verts (Vichy, Avène, La Roche-Posay) permettent d'atténuer les rougeurs du visage.

**LE VITILIGO**

Cette maladie sans gravité entraîne l'apparition de taches blanches dues à une dépigmentation de la peau. Aucun traitement ne peut les recolorer totalement ou stopper définitivement leur extension. Cela explique-t-il que certains médecins dissent encore à leurs patients qu'il n'y a pas grand-chose à faire ? Pourtant, il existe des solutions pour atténuer ces manifestations.

Des corticoïdes locaux de classe 3 : leurs effets immunosuppresseurs et anti-inflammatoires semblent aider à la stabilisation de la progression de la dépigmentation. Ils favoriseraient une repigmentation de zones localisées avec un taux d'amélioration entre 20 et 90 %. Mais des effets indésirables obligent parfois à limiter leur utilisation.

Du tacrolimus en pommade : utilisé hors AMM (autorisation de mise sur le marché), cet immunosuppresseur semble donner des résultats comparables à ceux des dermatocorticoïdes, avec moins d'effets secondaires.

Des greffes mélanocytaires : ce geste chirurgical, qui consiste le plus souvent à prélever des mélanocytes au niveau du cuir chevelu, donne de bons résultats sur les vitiligos segmentaires (zone de peau bien limitée, en forme de bande et d'un seul côté du corps) stables depuis 3 ans.

Du maquillage correcteur : il est possible d'unifier la couleur avec un fond de teint compact (Avène, La Roche-Posay, Vichy). Après

Favoir déposé sur le visage. Lisser avec une éponge du centre vers l'extérieur. Reprendre ensuite un peu de produit et insister sur les taches de vitiligo, avec le doigt ou l'éponge, pour couvrir plus intensément. Terminer par un nuage de poudre pour une fixation parfaite. On peut aussi ne maquiller que la zone concernée, en évitant les contours afin d'éviter les démarcations. S'il s'agit d'une petite zone dépigmentée, comme le contour de la bouche ou des yeux, on la maquille avec un crayon correcteur sourcils blond.

Un autobronzant : pour camoufler le vitiligo au niveau des mains, le mieux est d'appliquer de l'autobronzant sur la zone dépigmentée, trois soirs de suite pour commencer, puis une fois tous les 3 ou 4 jours. Bien essuyer les contours pour éviter les démarcations.

Les UV médicaux peuvent aider : la photothérapie, c'est-à-dire des expositions aux UV strictement encadrées par un dermatologue, peut faire partie du traitement. C'est également le cas du psoriasis ou de l'eczéma.

**QUI CONSULTER ?**

Le délai d'attente moyen pour obtenir un rendez-vous chez un dermatologue est de 64 jours. Si un avis médical rapide est nécessaire, le mieux est de consulter son médecin généraliste. Si besoin, il pourra alors accélérer la prise de rendez-vous avec un spécialiste. Pour trouver un praticien près de chez soi, on peut consulter l'annuaire gratuit en ligne Mon Docteur et connaître ainsi les disponibilités des dermatologues inscrits sur cette plateforme.

**SOS GRAIN DE BEAUTÉ SUSPECT**

Huit fois sur dix, les mélanomes (cancers de la peau les plus agressifs) se développent à partir d'une peau normale et apparaissent sous la forme d'une tache pigmentée ressemblant à un grain de beauté. Plus rarement, ils se développent à partir d'un grain de beauté préexistant. Ce qui doit alerter ? Une tache colorée irrégulière qui vient d'apparaître ou un grain de beauté qui s'est modifié récemment, répondant à au moins 3 des critères suivants : A comme Asymétrique, B comme Bordure irrégulière, C pour Couleur non uniforme, D pour Diamètre supérieur à 6 mm, E pour Évolutive. Attention aux variations rapides de couleur, de taille, de forme, ou de volume, de démangeaisons, formations croûtes, saignements spontanés. Par précaution, il est conseillé de montrer sa peau à un médecin une fois par an. Merci au Dr Philippe Deshayes, dermatologue.

## MALI

## L'ex-ministre de la Défense Ba N'Daou désigné président de transition

L'ex-ministre de la Défense Ba N'Daou a été désigné lundi président de transition du Mali par le Comité National pour le Salut du Peuple (CNSP), au pouvoir depuis les événements du 18 août dernier, a annoncé le président de ce Comité, le colonel Assimi Goïta, à la télévision nationale.

Le nouveau président est censé officier comme chef de l'Etat pendant plusieurs mois avant un retour des civils au pouvoir. Le colonel Goïta a annoncé, dans un bref flash spécial, avoir été désigné "vice-président de transition". "La cérémonie de prestation de serment aura lieu le vendredi 25 septembre", a dit le colonel Goïta. La Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) insiste sur la désignation d'une personnalité civile à la tête de la transition, condition préalable à la levée de ses sanctions imposées contre le Mali suite au changement inconstitutionnel mené par des militaires mutins.

Les sanctions prises par les pays de la Cédéao s'articulent notamment sur la fermeture des frontières et l'interruption des flux financiers en provenance des pays membres de la Cédéao.

## Assimi Goïta promet de gagner "la guerre" pour la sécurité

Le colonel Assimi Goïta a promis de gagner "la guerre" pour la sécurité dans tout le pays en proie aux attaques terroristes, lundi soir dans un discours télévisé à la veille de la fête nationale. "En 2020 encore, l'insécurité prévaut encore sur une large partie du territoire. Je voudrais vous faire la promesse que nous gagnerons la guerre qui nous est imposée", a déclaré le colonel Assimi Goïta dans ce discours diffusé par la télévision publique. Il faisait allusion aux attaques terroristes dans le pays depuis 2012, auxquelles se mêlent des violences communautaires. "Les mois à venir doivent être des mois de résultats et d'engagements décisifs pour que le Mali recouvre rapidement toute sa sécurité sur tout son territoire", a dit le colonel Goïta, chef de la junte qui a renversé le 18 août le président Ibrahim Boubacar Keïta qui était au pouvoir depuis 2013. "Les Forces de défense répondent et répondront avec vaillance en tout lieu. Plaçons cette fête sous le signe d'un nouveau départ" pour le Mali, a-t-il ajouté, dans cette adresse pour marquer le 60e anniversaire de l'indépendance du pays prévu mardi. Le colonel Goïta intervenait quelques heures après avoir annoncé que l'armée avait désigné comme président de la transition Bah N'Daou, 70 ans, épéme ministre de la Défense en 2014. Assimi Goïta a lui-même été choisi comme vice-président pour conduire la transition vers un retour des civils au pouvoir comme exigé par la communauté internationale, les voisins ouest-africains notamment.

## MOZAMBIQUE

## Crise humanitaire : le PAM a besoin de plus de 4 millions de dollars par mois

Le Programme alimentaire mondial (PAM) a besoin d'urgence de plus de 4 millions de dollars par mois pour venir en aide aux populations déplacées dans le nord du Mozambique, a indiqué mardi l'organisation onusienne.

L'escalade du conflit et la détérioration de la sécurité alimentaire à Cabo Delgado, au nord du Mozambique, est extrêmement préoccupante, a averti le PAM dans un communiqué, notant que sans financement supplémentaire, l'organisation sera contrainte de réduire les rations alimentaires dès décembre.

"Plus de 300.000 personnes ont fui leurs villages et abandonné leurs récoltes, ce qui les a laissés totalement dépendantes de l'aide humanitaire", a déploré l'organisation. "Nous sommes profondément préoccupés par la situation

humanitaire à Cabo Delgado, où les conflits et la violence ont privé les gens de l'accès à la nourriture et aux moyens de subsistance", a souligné la représentante du PAM pour le Mozambique, Antonella D'Aprile. "L'insécurité croissante et le mauvais état des infrastructures ont rendu plus difficile d'atteindre les personnes dans le besoin", a ajouté D'Aprile, signalant qu'avec la pandémie de la Covid-19, la crise est devenue encore plus complexe. La situation est encore plus préoccupante étant donné que Cabo Delgado a le deuxième taux le plus élevé de malnutrition chronique dans le pays avec plus de la moitié des enfants de moins de 5 ans souffrant de cette condition, relève le communiqué, faisant observer que "tout choc supplémentaire pourrait rapidement aggraver la situation, en particulier

pour les femmes et les enfants".

La province de Cabo Delgado enregistre actuellement le deuxième plus grand nombre d'infections à la Covid-19 au Mozambique, ce qui rend les déplacements de la population susceptibles d'accélérer la propagation du virus, ajoute le PAM.

Depuis 2017, Cabo Delgado est la scène d'attaques perpétrées par des groupes armés qui ont progressivement déplacé des communautés locales vers d'autres provinces, telles que Nampula et Niassa. Ces attaques ont entraîné des pertes humaines et endommagé les infrastructures de la province, déjà fragilisées par le cyclone Kenneth en 2019, entraînant des perturbations dans l'accès aux aides humanitaires pour les populations les plus vulnérables.

## LIBYE

## L'UE sanctionne trois sociétés pour violation de l'embargo contre la Libye

L'Union européenne a sanctionné lundi trois entreprises, dont une société turque, impliquées dans les violations de l'embargo sur les ventes d'armements imposé à la Libye par les Nations unies, une décision aussitôt dénoncée par la Turquie.

Outre la société turque Avrasya Shipping, les deux autres entreprises sanctionnées sont le jordanien Med Wave Shipping et le kazakh Sigma Airlines, selon le communiqué de l'UE, qui précise que deux Libyens ont également été sanctionnés.

La décision avait été adoptée vendredi au niveau des ambassadeurs et a été avalisée par les ministres des Affaires étrangères au cours d'une réunion lundi à Bruxelles, selon des diplomates.

Des preuves probantes ont été constituées contre les sociétés et les personnes sanctionnées. Leurs avoirs dans l'UE seront gelés et elles ne pourront plus avoir de relations avec les entreprises de l'UE, ni avoir accès aux marchés financiers européens. Cette décision illustre "l'utilisation stratégique par l'UE de son régime de sanctions et sa capacité à réagir aux développements sur le terrain pour soutenir le processus politique et pour dissuader les auteurs



passés et présents de nouvelles violations", a affirmé l'UE dans son communiqué.

L'Union européenne a mis en place une opération navale, Irini, chargée de contrôler le respect de l'embargo de l'ONU. Elle a permis de "documenter" de nombreuses violations de l'embargo commises par la Turquie, ont souligné les diplomates. Ses moyens devaient être renforcés, a-t-on confié lundi. Ces violations

"minent le processus politique engagé pour mettre un terme au conflit en Libye", explique-t-on à Bruxelles. Toutes les preuves de ces violations sont par ailleurs transmises à l'ONU, qui peut aussi décider de sanctions.

L'UE affirme que la société turque Avrasya Shipping exploite un navire appelé le Cirkin, qui, selon elle, a violé l'embargo sur les armes en transportant du matériel mi-

litaire vers la Libye en mai et juin 2020. La Turquie a aussitôt dénoncé la décision européenne. "A un moment où des efforts sont faits pour réduire les tensions en Méditerranée orientale, prendre une décision aussi erronée est extrêmement regrettable", a déclaré le ministre turc des Affaires étrangères dans un communiqué, ajoutant que l'initiative européenne n'avait "aucune valeur" à ses yeux. Ankara a aussi accusé l'opération navale Irini d'avoir "ignoré" les expéditions en faveur du maréchal Haftar, "en particulier de la part des EAU (Emirats arabes unis)". "L'opération Irini de l'UE récompense Haftar et punit le gouvernement libyen reconnu par les Nations unies", ajoute le communiqué de la Turquie. La Libye est déchirée par un conflit entre deux pouvoirs rivaux: le Gouvernement d'union nationale (GNA), reconnu par l'ONU et basé à Tripoli, et le maréchal Haftar, qui règne sur l'Est et une partie du Sud.

## PRÉSIDENTIELLE EN CÔTE D'IVOIRE

## L'ONU appelle tous les acteurs à la "retenue"

Le représentant spécial des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Mohamed Ibn Chambas, qui a débuté une mission d'une semaine en Côte d'Ivoire, a appelé mardi tous les acteurs à "la retenue tous les acteurs" de la présidentielle prévue le 31 octobre prochain, ont rapportés des médias.

"Les Nations unies invitent tous les acteurs à la retenue, à éviter les violences et [les] discours de haine. Nous exhortons les acteurs politiques ivoiriens à la concertation", a souligné M. Ibn Chambas à l'issue d'une audience avec le président ivoirien, Alassane Ouattara, candidat à un troisième mandat controversé. "Nous avons partagé les préoccupations des Nations unies sur la persistance de l'absence de consensus sur certains aspects du processus", a indiqué le représentant spécial, ajoutant "Ma visite s'inscrit dans le cadre de l'accompagnement des Nations unies pour l'organisation d'une élection présidentielle pacifique, inclusive, transpa-

rente et crédible". M. Ibn Chambas s'est entretenu avec le président du Conseil constitutionnel, Mamadou Koné. M. Ibn Chambas aura également une série de rencontres avec des membres du gouvernement, les acteurs politiques, les représentants de la société civile, des représentants du corps diplomatique", selon le communiqué qui a précédé le début de la visite. A l'approche de la présidentielle, l'ex-président ivoirien Henri Konan Bédié a appelé dimanche, au nom de l'opposition, à la "désobéissance civile" face à la "forfaiture" de la candidature à un troisième mandat du chef de l'Etat Alassane Ouattara à l'élection présidentielle prochaine. "Face à la forfaiture, un seul mot d'ordre: la désobéissance civile", a déclaré M. Bédié en conclusion d'une réunion des principaux partis de l'opposition à Abidjan. "Nous sommes ici pour exprimer notre farouche opposition à cette violation de la Constitution", a insisté M. Bédié, sans donner davantage de

détails. La situation politique est tendue en Côte d'Ivoire à un peu plus d'un mois de la présidentielle. La crainte de violences meurtrières est forte, dix ans après la crise post-électorale née de la présidentielle de 2010 qui avait fait 3.000 morts.

Seules quatre des 44 candidatures déposées ont été retenues par le Conseil: celles du président Ouattara et de trois opposants, dont l'ex-président Bédié (1993-1999). Elu en 2010, réélu en 2015, M. Ouattara avait annoncé en mars qu'il renonçait à briguer un troisième mandat, avant de changer d'avis en août, après le décès de son dauphin désigné, le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly.

La loi ivoirienne prévoit un maximum de deux mandats mais le Conseil constitutionnel a estimé qu'avec la nouvelle Constitution de 2016, le compte des mandats de M. Ouattara a été remis à zéro, ce que conteste farouchement l'opposition.

## BURKINA

## Au moins 26 "terroristes" tués lors de deux opérations

Au moins 26 "terroristes" ont été "neutralisés" lors de deux opérations militaires menées les 11 et 13 septembre dans le nord du Burkina Faso, a annoncé l'état-major burkinabè dans un communiqué lundi. Le 11 septembre, après une embuscade où quatre soldats avaient été tués dans la zone de Mentao (province du Soum), "un rattachement a été organisé pour traquer les assaillants. L'opération a permis de neutraliser (tuer, ndlr) onze terroristes et de récupérer leur armement", selon l'état-major. Le 13 septembre, une autre action "des forces terrestres et aériennes a été menée contre un groupe de terroristes dans la province du Loroum. L'opération a permis de neutraliser une quinzaine de terroristes et de récupérer de l'armement. Des moyens roulants et divers autres matériels ont été détruits lors de l'opération", selon l'état-major. L'armée avait déjà annoncé le 15 septembre avoir "démantelé une base terroriste" et "neutralisé deux terroristes" quatre jours plus tôt, dans la zone de Tongomayel, également dans la province du Soum. Le Burkina Faso, frontalier du Mali et du Niger, est le théâtre d'attaques terroristes régulières depuis 2015. Les violences terroristes, mêlées à des conflits intercommunautaires, qui touchent le centre du Sahel, ont fait au total 4.000 morts au Mali, au Niger et au Burkina Faso en 2019, selon l'ONU.

## ITALIE

## Elections régionales : la gauche revendique la victoire face à l'extrême droite en Toscane

L'extrême droite italienne a échoué lundi à conquérir la Toscane, bastion de gauche, dont elle espérait faire un symbole triomphant de ses ambitions nationales, ont rapporté des médias.

Le candidat de la gauche dans cette région du centre-ouest de l'Italie, Eugenio Giani, est crédité d'environ 47% des votes, contre quelque 40% à Susanna Ceccardi, la candidate de la Ligue (extrême droite) de Matteo Salvini, selon des projections publiées par les télévisions italiennes.

"C'est une victoire extraordinaire", a déclaré M. Giani devant son comité électoral. Son adversaire a reconnu sa défaite et envoyé un SMS à M. Giani lui demandant "de gouverner maintenant pour le bien des Toscans", selon les médias. "Nous avons stoppé Salvini", s'est de son côté félicitée la se-

crétaire générale du Parti démocratique toscan, Simona Bonafé. Par ailleurs, au référendum national sur la réduction du nombre de parlementaires organisé en même temps que ces régionales, le "oui" l'a emporté avec environ 69% des voix, selon un décompte portant sur les bulletins dépouillés dans près de 95% des bureaux de vote.

Avec un taux de participation relativement élevé de 54% à ce scrutin référendaire sans suspense, les électeurs se sont bien mobilisés de dimanche matin à lundi 15h00 (13h00 GMT) en suivant de stricts protocoles de sécurité, dans ce



pays où le nouveau coronavirus, dont la prévalence remonte depuis sept semaines, a fait plus de 35.600 morts.

## AFGHANISTAN

## Au moins 14 soldats et policiers afghans tués dans des combats avec les talibans

Au moins 14 soldats et policiers afghans ont été tués dans d'intenses combats avec les talibans dans le sud de l'Afghanistan, malgré la poursuite de pourparlers de paix entre les deux camps à Doha, ont annoncé lundi les autorités.

Les talibans ont lancé un assaut nocturne dimanche soir contre plusieurs positions des forces de sécurité afghanes dans la province méridionale de Uruzgan, infligeant de lourdes pertes aux troupes gouvernementales. La région de Gizab, contrôlée par le gouvernement, risque aussi de tomber entre les mains des insurgés, ont indiqué des responsables locaux. "De violents combats se poursuivent, nos forces se sont retirées de plusieurs positions", a indiqué à l'AFP Zelgaj Ebad, un porte-parole du gouverneur de la province.

Selon des responsables locaux, 14 membres des forces de sécurité afghanes ont été tués et une douzaine blessés. "Les combats sont maintenant proches du QG de la police, nous avons besoin de renforts supplémentaires", a déclaré Mohammad Barezkai, chef du conseil provincial de Uruzgan.

Ces affrontements interviennent alors que des négociateurs des deux camps sont réunis à Doha pour tenter de mettre fin à 19 ans de guerre. Ces négociations, entamées il y a plus d'une semaine dans un relatif optimisme, ont été rapidement ternies par une reprise des violences et ont fait peu de progrès tangibles.

Les forces de l'air afghanes ont mené samedi des frappes aériennes contre les talibans qui ont tué plus de 30 insurgés à Kunduz (nord-est), selon le ministère

de la Défense. Selon Esmatullah Muradi, porte-parole du gouverneur de la province de Kunduz, ce raid a également tué 17 civils qui s'étaient rassemblés sur le site d'un premier bombardement visant les talibans.

Le ministère de la défense n'a pas confirmé de pertes civiles et a indiqué avoir ouvert une enquête. Le ministère de l'Intérieur a affirmé qu'au total les talibans avaient tué 98 civils et blessé 230 autres depuis deux semaines en Afghanistan. Dans un discours prononcé à Kaboul, le président afghan Ashraf Ghani s'est cependant montré confiant dans l'issue des négociations de paix de Doha. "La paix n'est pas possible sans compromis", a-t-il déclaré. "Les négociations de paix sont comme une partie d'échecs, il faut être patients".

## COLOMBIE

## Nouvelles manifestations contre la violence policière

Des milliers de Colombiens ont de nouveau protesté lundi contre les violences policières et contre la politique du gouvernement, onze jours après les manifestations déclenchées par la mort d'un homme aux mains de la police.

Syndicalistes et étudiants ont pris la tête de rassemblements et de défilés qui ont abouti à des heurts avec les forces de sécurité dans le centre de Bogota, principal théâtre de ces mouvements de protestation. Des unités anti-émeutes sont intervenues pour contenir des actions "violentes" à Bogota ainsi qu'à Medellín et à Pasto, respectivement dans le nord-ouest et le

sud-ouest de la Colombie, a déclaré le chef de la police, le général Oscar Atehortua.

Au moins neuf personnes ont été arrêtées pour participation au saccage d'agences bancaires et d'équipements publics, selon le général Atehortua. La police a déclaré que 5.600 personnes avaient participé à un total de 142 rassemblements, mais en fin de journée la participation paraissait sensiblement plus élevée.

Après une pause de onze jours, des étudiants portant des masques sont de nouveau descendus dans la rue pour exprimer leur colère contre la police. A la mi-septembre,

Bogota avait connu plusieurs jours de manifestations après la mort le 9 septembre d'un ingénieur de 43 ans, Javier Ordonez, décédé après avoir subi des violences de la part de deux policiers.

Une vidéo devenue virale montre comment Ordonez, alors qu'il était au sol, a reçu de multiples décharges de pistolet électrique et des coups qui, selon le parquet, sont les causes de sa mort.

La justice a ordonné lundi la mise en détention préventive des deux policiers, qui sont inculpés de torture et d'homicide aggravé. Lors des manifestations consécutives à la mort de Javier Ordonez,

des membres des forces de sécurité avaient ouvert le feu, tuant 12 personnes. Des enquêtes sont en cours contre plusieurs dizaines d'entre eux. Il y avait également eu des milliers de blessés, parmi lesquels de nombreux membres des forces de sécurité, et plusieurs dizaines de postes de police avaient été détruits. Lundi, les manifestants ont marché vers le centre de Bogota avec des slogans contre les violences policières, contre une récente vague de massacres liés au conflit entre narcotrafiquants et autorités et contre la crise économique générée par la pandémie de coronavirus.

## NOUVELLE-ZÉLANDE

## La Première ministre reste en tête des sondages

La Première ministre, Jacinda Ardern, en tête dans les sondages à moins d'un mois des législatives, a exhorté mardi les Néo-Zélandais à faire confiance en sa politique de lutte contre le coronavirus.

Lors du premier débat télévisé organisé dans le cadre de ce scrutin, Mme Ardern, a défendu les mesures mises en place jusqu'ici qui ont permis de limiter à 25 le nombre de décès liés au Covid-19 sur une population de plus de 25 millions d'habitants. De son côté, Judith Collins, chef de file du parti conservateur, a accusé la Première ministre de ne pas avoir réussi à assurer la sécurité au niveau des frontières.

Un sondage TVNZ/Colmar Brunton, publié mardi, crédite

le parti travailliste de Mme Ardern de 48% des suffrages, bien loin du chiffre record de 59% qu'il enregistrerait mi-mai, mais cela devrait suffire pour lui permettre de conserver le pouvoir avec le soutien d'un petit parti. Le parti conservateur obtiendrait 31% des votes, soit une baisse de 1% par rapport au précédent sondage qui remonte à fin juillet, tandis que les petits partis bénéficient d'un plus large soutien. Les sondés sont 54% à citer Mme Ardern comme étant la Première ministre qui a leur préférence, contre 18% pour son adversaire. Mme Ardern, 40 ans, avait fait une ascension fulgurante en 2017, soit quelques mois à peine après avoir pris les commandes du parti travailliste.

## CHINE-TAÏWAN

## Détroit de Taïwan : Taipei exige que Pékin fasse "marche arrière"

Taiwan a exigé mardi que la Chine "fasse marche arrière" et l'accusée de menacer la paix, après qu'un haut responsable de Pékin, qui considère que l'île fait partie de son territoire, a nié l'existence d'une limite maritime entre les deux pays.

Le détroit de Taïwan est divisé par une "ligne médiane" qui est en général respectée, mais l'aviation chinoise a multiplié les incursions récemment. Le ministre taïwanais des Affaires étrangères Joseph Wu a exhorté mardi Pékin à "revenir aux normes internationales civilisées", à la suite des déclarations d'un porte-parole de la diplomatie chinoise qui a affirmé que cette prétendue "ligne médiane" n'existe pas "car Taïwan fait partie intégrante du territoire chinois". Pour sa part, M. Wu a expliqué à la presse que "la ligne médiane a été, depuis de nombreuses années, un symbole qui a empêché les conflits armés et préservé la paix et la stabilité dans le détroit de Taïwan".

"Les propos du ministère des Affaires étrangères (chinois) reviennent à abolir le statu quo", selon lui. "J'appelle la communauté internationale à condamner le Parti communiste chinois (PCC) pour ses propos et actions provocateurs et dangereux qui menacent la paix (...). La Chine doit faire marche arrière", a-t-il ajouté dans un tweet.

La Chine communiste considère l'île, dirigée aujourd'hui par un régime démocratique, comme une province rebelle appelée à rentrer dans son giron, si nécessaire par la force, même si elle s'auto-administre depuis plus de 70 ans.

## ETATS-UNIS-CHINE

## Un policier new-yorkais inculpé d'espionnage au profit de la Chine

Un policier new-yorkais d'origine tibétaine a été inculpé lundi d'espionnage, les autorités américaines l'accusant d'avoir notamment recueilli pour le gouvernement chinois des informations sur la communauté tibétaine de New York.

Officier de police dépendant d'un commissariat du Queens, l'homme était pilote par des membres du consulat de Chine à New York, selon l'acte d'accusation rendu public lundi. A travers ses contacts avec la communauté tibétaine, cet homme de 33 ans aurait récolté, entre 2018 et 2020, des informations sur les activités de la communauté tibétaine et identifié des sources potentielles de renseignements.

Toujours selon l'acte d'accusation, celui qui est aussi officier de réserve dans l'armée américaine aurait également permis à des membres du consulat d'être invités à des événements organisés par la police de New York.

Les autorités chinoises lui auraient versé plusieurs dizaines de milliers de dollars en échange de ses services. Quatre chefs d'accusation ont été retenus contre l'officier de police, notamment l'engagement au service d'un pays étranger sur le territoire américain, fausses déclarations et entrave au fonctionnement d'un service public.

Il a été présenté à un juge lundi et placé en détention, a indiqué un porte-parole du procureur fédéral de Brooklyn, cité par l'agence AFP. Il est actuellement suspendu sans solde, selon un porte-parole de la police de New York.

Né en Chine, il a obtenu l'asile politique aux Etats-Unis, affirmant avoir été torturé par les autorités chinoises du fait de ses origines tibétaines. L'enquête a néanmoins montré que ses deux parents étaient membres du parti communiste chinois. "Si elle était confirmée par un tribunal", l'affaire "montrerait que le parti communiste chinois est engagé dans des opérations calomnieuses pour contrer toute opposition, pas seulement au Tibet (...) mais partout dans le monde", a réagi l'International Campaign for Tibet, association de défense des droits des Tibétains. Après avoir laissé fonctionner le Tibet en autonomie entre 1912 et 1950, Pékin a récupéré le contrôle du territoire en 1951. Le chef spirituel des Tibétains, le dalaï lama, vit en exil depuis 1959.

## ALGÉRIE - FRANCE - MÉDIAS

## La chaîne française M6 désormais interdite d'opérer en Algérie

Le ministère de la Communication a annoncé lundi sa décision de "ne plus autoriser" la chaîne française de télévision "M6" à opérer en Algérie après la diffusion dimanche soir par cette chaîne d'un documentaire "portant un regard biaisé sur le Hirak", réalisé par une équipe munie d'une "fausse autorisation de tournage".

"Ce précédent nous conduit à décider de ne plus autoriser M6 à opérer en Algérie, sous quelle que forme que ce soit", a indiqué le ministère dans un communiqué.

Selon la même source, "une journaliste franco-algérienne a assuré la réalisation du film, avec l'aide d'un +fixeur algérien+, munis d'une fausse autorisation de tournage".

"Une infraction au demeurant sévèrement sanctionnée qui restera inscrite au compte indélébile de ses auteurs qui auront à répondre aux poursuites prévues par l'article 216 du Code pénal algérien pour +faux en écriture authentique ou publique+", précise le ministère.

"Force est de constater qu'à l'approche de chaque rendez-vous électoral, crucial pour l'Algérie et son avenir, des médias français s'adonnent à la réalisation et la diffusion de reportages filmés et autres produits journalistiques, dans le

vil but de tenter de démotiver le peuple algérien, notamment sa jeunesse", déplore la même source.

Le ministère a relevé, à ce titre, qu'il "n'est pas fortuit que ces médias, outillés pour exécuter un agenda visant à ternir l'image de l'Algérie et à fissurer la confiance indéfectible établie entre le peuple algérien et ses institutions, agissent de concert et à différents niveaux et supports".

Le ministère de la Communication a rappelé, dans ce contexte, que la rédaction de la chaîne française M6 avait introduit, le 6 mars 2020, une demande d'accréditation de presse pour les membres de l'équipe de l'émission "Enquête Exclusive", en vue du tournage d'un documentaire sur "la valorisation de l'essor économique et touristique de la ville d'Oran, ainsi que le multiculturalisme qui fait la richesse de notre pays". Cette demande a reçu une suite défavorable des services des

ministères de la Communication et des Affaires étrangères", a-t-il souligné, relevant qu'"au final, l'équipe a produit un tout autre documentaire diffusé hier 20 septembre 2020 à 23h10 (heure française) sous le titre: +Algérie, le Pays des Révoltes+, portant un regard biaisé sur le Hirak".

"D'une durée de 75 minutes, ce film documentaire réalisé par le dénommé Dahmane Ziane, traite du +Hira k+ et de la jeunesse algérienne, à partir de témoignages de trois jeunes algériens sur l'avenir dans leur pays", rappelle-t-on.

"Selon le synopsis dudit documentaire, il est également question de relater le +désespoir+ de certains Algériens, qui n'envisagent qu'une option : fuir le pays.

Un pays où +filmer est très difficile+, subodore le producteur-présentateur Bernard De la Villardière", a-t-on ajouté.

Selon le ministère de la Communication, "ce dernier a



reconnu avoir eu recours à l'usage +de caméras discrètes+ avant de souligner le choix +de nombreux journalistes anonymes+ ayant travaillé pour ce qu'il prétend être une +enquête+.

"Au final, censé dévoiler +la banqueroute du régime algérien+, le produit est une somme de trois témoignages insipides puisant dans les clichés les plus réducteurs : d'abord, celui de Noor, une youtubeuse qui +rêve de liberté en vivant des conseils de maquillage qu'elle donne aux femmes+.

Ensuite, Nardjes qui, elle, a décidé de vivre à l'occidentale dans un pays jugé +ultraconservateur+.

Enfin, Ayoub qui +rêve de voir un Etat islamique naître en Algérie et s'est engagé à cette fin en politique", a-t-il ajouté.

La ministère a fait savoir, à ce propos, que "les principaux concernés ont pris contact avec le Conseil supérieur de l'audiovisuel français (CSA) et ont saisi les services de l'ambassade de France en Algérie,

afin de porter plainte pour avoir été manipulés, hors de tout professionnalisme, de toute déontologie et de toute morale". "Dans une mise au point publiée aujourd'hui sur les réseaux sociaux, Noor déplore +le manque de professionnalisme+ de la chaîne et +regrette vraiment d'avoir participé au reportage+", a-t-on indiqué, soulignant que celle-ci "rapporte avoir été contactée par un journaliste algérien pour un reportage traitant de +l'émancipation de la femme algérienne+ et qu'elle était +loin d'imaginer qu'elle allait être utilisée, elle et son mari, pour donner une mauvaise image des femmes et des hommes de notre pays+.

"Un tournage clandestin supposé révéler +la face cachée+ de notre pays s'est avéré être une somme d'anecdotes sans profondeur et sans rapport avec la réalité socio-économique (en amélioration constante) et politique (d'ouverture démocratique)", conclut le ministère de la Communication.

## DÉCÈS DE HAMDİ BENNANI

## Disparition d'un virtuose qui a gagné le respect du public

La disparition du chanteur et musicien du malouf, Hamdi Bennani, aura suscité l'émotion des personnalités politiques et artistiques ainsi que chez les innombrables fans saluant la mémoire de l'artiste et regrettant la perte d'un virtuose qui a su gagner le respect du public avec son art.

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a présenté ses sincères condoléances à la famille de l'artiste en regrettant que "la scène artistique perde un homme engagé qui a su gagner le respect du public avec son art, tout au long de son parcours artistique, tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger".

Dans un message à la famille, le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a salué la mémoire d'un "virtuose de ce genre musical unique" au parcours "riche en œuvres et créations artistiques authentiques".

Pour sa part la ministre de la Culture et des Arts Malika Bendouda regrette la disparition d'un "artiste élégant" qui a su "représenter son pays et promouvoir sa culture" par "une prestance unique et un art authentique".

Dans le milieu artistique ils sont nombreux à avoir exprimé leur tristesse devant cette disparition à l'image du chanteur malouf Layachi Dib, compagnon de route du défunt, qui a salué la mémoire d'un "artiste

accompli, d'une grande élégance, qui a trouvé l'équilibre entre modernité et authenticité". L'interprète de musique andalouse et formatrice Bheidja Rahal s'est dite "attristée par ce départ qui nous cause à tous une grande douleur", estimant que l'Algérie "perd aujourd'hui un grand chanteur et une personnalité de l'art et du malouf algériens".

Des interprètes comme Hamidou, Abbas Righi ou encore Lila Borsali regrettent la perte d'un "immense artiste ayant marqué ses temps et son style".

La soprano Anissa Hadjersi a fait part de sa "profonde tristesse suite à la disparition de son parrain artistique" au même titre que la jeune Manel Gherbi qui regrette "la perte d'un autre pilier du malouf" alors que le chef d'orchestre de musique andalouse Khalil Baba Ahmed a salué l'artiste "rassembleur" et "l'ainé qui diffuse toujours une grande énergie positive".

Né en 1943 à Annaba Hamdi Bennani s'est fait connaître au théâtre de Annaba en 1963 avant sa première apparition à la télévision trois ans plus tard.

Connu pour avoir révolutionné ce genre musical en introduisant des instruments nouveaux et des influences d'autres musiques, Hamdi Bennani, Surnommé "l'ange blanc" en référence à son violon blanc



qu'il n'a jamais quitté, a chanté dans de nombreuses villes du monde où il a représenté avec une grande élégance la culture et la musique algérienne.

## TÉMOIGNAGES

## Un des meilleurs ambassadeurs de la chanson Malouf sur la scène internationale

Les artistes et acteurs de la scène culturelle dans la wilaya d'Annaba ont été unanimes à reconnaître que le chanteur bônouf Hamdi Bennani, surnommé "l'ange blanc" décédé lundi matin à l'âge de 77 ans fut un des meilleurs ambassadeurs de la chanson Malouf et de la musique andalouse sur la scène internationale. Compagnon de route du défunt artiste pendant près de 60 ans, le chanteur également annabi Ayachi Dhib assure que Mohamed Cherif Bennani alias Hamdi Bennani avait "réussi à marier dans sa musique authenticité et modernité".

Visiblement très ému, il a déclaré que "le défunt a su respecter les règles de base de l'art andalou authentique en exécutant les diverses Noubas tout en s'ouvrant aux autres tonalités de sorte à développer un style à part à la fois authentique et moderne qui lui avait permis de représenter l'art andalou à l'échelle nationale et internationale".

Selon le témoignage du même artiste, Bennani qui avait côtoyé les maîtres du Malouf que furent El Kourid, Hassan El Annabi, Cheikh Triki, Mohamed-Tahar Fergani et bien d'autres était "un passionné des Noubas authentiques exécutées à l'Oud et au violon également ouvert aux potentialités des sonorités de nouveaux instruments modernes dont la guitare basse par lesquelles il a pu conquérir une vaste audience natio-

nale et internationale". Bennani, ajoute-t-il, a débuté son parcours artistique à l'orchestre de la musique et de la chanson Malouf Hassani El Annabi créé en 1970 par la commune d'Annaba avec lequel il était parvenu à se distinguer lors d'un concert animé à Alger en présence du défunt président Houari Boumediène.

Pour cheikh El Ayachi, le chanteur des mythiques tubes "Ya bahi El djamel", "Ouyoun lahbara" et "Djani ma djani" qui conserveront son empreinte singulière à tous ceux qui ont apporté généreusement la joie aux cœurs des mélomanes. De son côté, le directeur de la maison de la culture "Mohamed Boudiaf", Rachid Saïdi, a confié que le défunt Bennani était connu pour "son humilité et son encouragement aux jeunes talents qu'il accueillait toujours dans le bureau de l'Union des artistes d'Annaba qu'il tenait à la maison de la culture". Rédha Arfaoui, jeune chanteur du genre chaabi, assure aussi que le défunt tout comme son fils Kamel ouvrait constamment les portes de son studio à Annaba aux jeunes artistes qui désirent sortir leurs albums. Hamdi Bennani est décédé lundi matin à l'hôpital Ibn Sina d'Annaba à l'âge de 77 ans. Il a été inhumé après la prière d'El Asr au cimetière familiale de Sidi Aïssa dans la ville d'Annaba.

## PUBLICITÉ

## RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE



EPE - Algérie Télécom - Spa  
Direction Générale  
NIF: 000216001808337  
Division Achats, Moyens & Patrimoine  
Direction Administration Des Marchés

AVIS DE PROROGATION DE DELAI  
DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE  
CAPACITES MINIMALES N°30/AT/DG/DAMP/DAM/2020

Algérie Télécom informe les candidats intéressés par l'appel d'offres

National ouvert avec exigence de capacités minimales

N°30/AT/DG/DAMP/DAM/2020, paru le 26 Aout 2020 dans la presse nationale

(EL WASSAT / DK NEWS) relatif à « RECRUTEMENT CABINET D'AUDIT POUR LA

REALISATION D'UNE MISSION D'AUDIT DES SYSTEMES D'INFORMATION

D'ALGERIE TELECOM. », que la date de dépôt des offres prévue le 24

Septembre 2020 est prorogée au 05 Octobre 2020 de 08h00 à 14h00.

L'ouverture des plis est prévue le même jour à 14 heures.

Les soumissionnaires sont conviés à y assister.

## TECHNOLOGIES DE 5G

## Pékin compte plus de cinq millions d'utilisateurs

Le nombre d'utilisateurs de la 5G à Pékin a atteint 5,06 millions depuis le lancement officiel de la 5G commerciale en 2019 dans la ville, ont déclaré mardi les autorités locales.

En août, un total de 44.000 stations de base 5G avaient été mises en service à Pékin, et ce nombre devrait dépasser 50.000 d'ici la fin de 2020, selon l'Administration municipale des communications de Beijing.

Les filiales à Pékin de China Mobile, China Unicom et China Telecom, les trois sociétés titulaires de licences 5G, ont appliqué la 5G dans plus de 1.000 projets.

Elles sont en mesure de répondre à la demande de l'Internet industriel, de l'Internet des véhicules et de la télémédecine, a indiqué l'administration.

PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE  
Facebook lance une nouvelle campagne d'incitation au vote

Facebook lance cette semaine une nouvelle initiative visant à inciter les Américains à aller voter lors des prochaines élections présidentielles, dernier effort en date du réseau social qui cherche à prouver qu'il est désormais un acteur responsable à l'approche du scrutin.

Le groupe démarre lundi une vaste campagne de sensibilisation encourageant à aller visiter ses centres virtuels d'information sur le vote où les gens peuvent regarder comment s'enregistrer pour voter, comment voter par correspondance ou comment se porter volontaire pour prêter main forte dans les bureaux de vote.

Elle sera diffusée sur les principales chaînes de télévision et radios du pays, ainsi que sur les sites internet d'informations. Et depuis samedi, le groupe présente des informations similaires sur ses applications Facebook, Instagram et Messenger. Le groupe de Mark Zuckerberg prévoit également de diffuser mardi sur l'appli Facebook une heure de programme spécial baptisé "Vote-A-Thon" et où figureront plusieurs stars et personnalités publiques. Le réseau social estime avoir d'ores et déjà aidé 2,5 millions de personnes à s'enregistrer sur les listes électorales. "Nous avons encore du travail à faire pour atteindre notre objectif d'aider plus de 4 millions de personnes à s'inscrire cette année, mais nous sommes heureux des progrès que nous faisons pour aider les gens à utiliser leur voix pour voter", a souligné le groupe dans un communiqué. Environ 39 millions de personnes au total se sont jusqu'à présent rendues sur les centres d'informations sur le vote de Facebook et Instagram.

Le réseau social cherche à montrer qu'il n'est plus un moyen de désinformation massive comme dans les scrutins de 2016, dont la présidentielle aux Etats-Unis et le référendum sur le Brexit au Royaume-Uni, marqués par des campagnes d'influence déguisées.

Il a par exemple annoncé début septembre qu'aucune nouvelle publicité politique ne pourrait être diffusée sur sa plateforme dans la semaine précédant l'élection présidentielle américaine du 3 novembre. Comme les autres géants d'internet, Facebook multiplie aussi depuis des mois les annonces sur des cyberattaques déjouées et opérations de propagande démantelées.

APS

## CHINE - CANADA - HUAWEI

## La Chine exhorte le Canada à libérer immédiatement Meng Wanzhou, directrice financière de Huawei

La Chine a exhorté lundi le Canada à libérer immédiatement Meng Wanzhou, directrice financière de Huawei, et à la laisser rentrer en Chine en toute sécurité, afin de remettre les relations bilatérales sur la bonne voie, selon un porte-parole du ministère des Affaires étrangères. D'après les médias, environ 100 anciens diplomates canadiens ont récemment envoyé une lettre conjointe au Premier ministre canadien, Justin Trudeau, appelant à échanger Mme Meng avec deux Canadiens détenus, Michael Kovrig et Michael Spavor.

Ils ont déclaré que ce différend avait non seulement nui aux relations bilatérales, mais aussi affecté la capacité

du Canada à traiter les affaires internationales. Le porte-parole Wang Wenbin a indiqué lors d'un point de presse que la position de la Chine sur l'affaire Meng Wanzhou était claire et ferme. "Sous prétexte d'une demande des Etats-Unis", le Canada a arbitrairement pris des mesures coercitives à l'encontre d'une citoyenne chinoise, violant gravement ses droits et intérêts légitimes." Par sa nature, l'affaire Meng Wanzhou est entièrement différente des affaires des deux Canadiens, a poursuivi M. Wang, ajoutant que l'affaire de Mme Meng était un incident politique grave, alors que Michael Kovrig et Michael Spavor étaient suspects d'activités ayant mis en péril la

sécurité nationale de la Chine. "Les organes judiciaires chinois traitent les dossiers de manière indépendante, et les droits légitimes des deux Canadiens sont garantis", a-t-il ajouté. Selon M. Wang, c'est précisément ce que le Canada a fait dans l'affaire de Mme Meng qui a entraîné les difficultés actuelles dans les relations sino-canadiennes. "Nous exhortons le Canada à respecter sincèrement la position et les préoccupations solennelles de la Chine, à libérer Mme Meng immédiatement et à assurer son retour en Chine en toute sécurité, afin de créer les conditions permettant de remettre les relations bilatérales sur la bonne voie."

## P U B L I C I T É

## الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

## RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

## MINISTÈRE DE LA SANTÉ DE LA POPULATION ET DE LA RÉFORME HOSPITALIÈRE

## DIRECTION DE LA SANTÉ DE LA POPULATION DE LA WILAYA DE TIZI-OUZOU

## ÉTABLISSEMENT HOSPITALIER SPÉCIALISÉ EN CANCÉROLOGIE « CENTRE DE LUTTE CONTRE LE

## CANCER » DRAA BEN KHEDDA

## NIF N°40801600001504500013

## Avis d'Attribution Provisoire

En application des dispositions de l'article 65, du décret présidentiel n°15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, l'Établissement Hospitalier Spécialisé en Cancérologie « Centre de Lutte Contre le

Cancer » Draa Ben Khedda, porte à la connaissance de l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres ouvert avec exigences de capacités minimales N°02/2020 paru dans les quotidiens nationaux DK NEWS et المحور اليومي, en date de 28/07/2020 et le

BOMOB de la semaine du 02 au 08/08/2020 ; vu le procès-verbal de la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres est attribuées provisoirement aux entreprises répondant aux normes exigées dans le cahier des charges, comme suit :

Intitulé de l'offre	Intitulé de Lot	Attributaire	Note complete	Montant de l'offre	Observation
Approvisionnement en Réactifs et Produit de Laboratoire	Lot n°01 : Réactifs d'Hémostase	EURL LAPROPHARM PLUS NIF : 000716097740674	95/100	11 343 750,00 DA	Offre Mieux Disant
	Lot n°02 : Réactifs d'immunohématologie	EURL LAPROPHARM PLUS NIF : 000716097740674	100/100	12 544 266,00 DA	Offre Mieux Disant
	Lot n°03 : Réactifs de Biochimie	EURL REACT BIOCHIMIE NIF : 001515004989026	95/100	3 206 571,62 DA	Offre Mieux Disant
	Lot n°04 : Réactif de cytologie	EURL MODERNE SANTE NIF : 001018044312313	88/100	3 857 980,00 DA	Offre Mieux Disant
	Lot n°05 : Réactifs d'Anatomie Pathologique	INFRECTUEUX			
	Lot n°06 : Produits de Laboratoire	SARL ALGERIAN MEDICAL DEVICE NIF: 001116098734677	100/100	3 534 545,54 DA	Offre Mieux Disant

Conformément aux dispositions de l'article 82, du décret présidentiel N°15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, les candidats et les soumissionnaires qui souhaitent prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs

offres, peuvent se rapprocher du service contractant, au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire, pour leur communiquer ces résultats. Tout soumissionnaire contestant le choix opéré peut introduire un recours auprès de la commission des mar-

chés des établissements publics de santé de la wilaya de Tizi-Ouzou Dans un délai de dix (10) jours à compter de la date d'émission du présent avis, si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légale, le délai sera prorogé au jour ouvrable suivant.





## TENNIS

## Pour Djokovic, Nadal reste "le favori N.1" de Roland-Garros

Rafael Nadal, malgré son élimination en quarts à Rome, reste "le favori N.1" de Roland-Garros, a assuré lundi Novak Djokovic, même si le tournoi romain a montré "qu'il pouvait être battu sur terre battue".

A moins d'une semaine de Roland-Garros, Nadal, avec ses 12 victoires sur la terre battue parisienne, "reste celui qui a les plus grandes chances", a commenté le vainqueur du Masters 1000 de Rome.

"Même s'il a perdu cette semaine, il est le favori N.1. Au niveau de ses résultats, vous ne pouvez mettre personne en face", a-t-il estimé. "Mais Diego (Schwartzman) a montré que Nadal pouvait être battu sur terre battue", a-t-il ajouté au sujet de l'Argentin tombé de "Rafa" en quarts de finale à Rome.

D'autant que Roland-Garros se déroulant à l'automne en raison de la pandémie de coronavirus, les conditions de jeu vont être différentes, avec peut-être de la pluie, des terrains humides, des rebonds moins hauts, a-t-il fait valoir.

Or, Nadal "préfère les hauts rebonds, qu'il fasse chaud, que la balle aille vite", a souligné "Nole".

"On va voir, ça va être intéressant". Djokovic, pour sa part, reconnaît ne pas avoir "joué son meilleur tennis" à Rome.

"J'espère pouvoir hausser le niveau pour Roland-Garros, parce que ça va être nécessaire si je veux aller loin.

Mais la chose positive, c'est que j'ai très bien servi pendant tout le tournoi et j'ai su trouver mon meilleur tennis quand j'en avais vraiment besoin, dans les moments décisifs", a souligné celui qui détient désormais seul le record de victoires en Masters 1000 (36, contre 35 pour Nadal).

## CLASSEMENT ATP Djokovic toujours aux commandes

Le Serbe Novak Djokovic, récent vainqueur du Masters 1000 de Rome de tennis, a préservé sa position de leader au classement ATP, dont la nouvelle édition a été publiée lundi soir.

Sacré pour la 5e fois à Rome, le N.1 mondial y a décroché son 36e titre en Masters 1000, un record, dépassant ainsi l'Espagnol Rafael Nadal (2e), l'autre grand favori de Roland-Garros qui débute dimanche, après avoir été exceptionnellement reporté à l'automne en raison de la pandémie de coronavirus.

Le Canadien Denis Shapovalov, demi-finaliste au tournoi de Rome, grimpe de 4 places pour entrer dans le Top 10 du classement, alors que l'Argentin Diego Schwartzman, tombé de l'Espagnol Rafael Nadal en quarts de finale, a quant à lui gagné deux places (13e).

### Top 10 du classement ATP :

1. Novak Djokovic (SRB) 11260 pts
2. Rafael Nadal (ESP) 9850
3. Dominic Thiem (AUT) 9125
4. Roger Federer (SUI) 6630
5. Daniil Medvedev (RUS) 5890
6. Stefanos Tsitsipas (GRE) 5175
7. Alexander Zverev (GER) 4650
8. Matteo Berrettini (ITA) 3030
9. Gaël Monfils (FRA) 2860
10. Denis Shapovalov (CAN) 2660 (+4)

APS

## ANGLETERRE

## Le retour des fans dans les stades "mis en pause" à cause du Covid-19

La recrudescence de la pandémie de Covid-19 en Grande-Bretagne "remet en pause" les plans pour un retour du public dans les stades à partir du 1er octobre, a déclaré un ministre britannique mardi.

Plusieurs événements-pilotes, avec une capacité limitée à 1.000 spectateurs, s'étaient tenus ces derniers jours, dans l'espoir d'un retour d'un nombre plus important de personnes dans les stades britanniques dès début octobre.

Mais le ministre d'Etat britannique Michael Gove a annoncé mardi qu'une "réouverture de masse" des stades ne serait pas appropriée à l'heure actuelle, malgré les difficultés financières rencontrées par le milieu sportif en raison de la crise économique provoquée par la pandémie.

"Un programme par étapes pour un retour de davantage de monde était à l'étude, il n'était pas question de stades bondés", a expliqué Gove, l'un des plus proches ministres de Boris Johnson, à la BBC.

"Nous réfléchissons à une manière, pour le moment, de mettre en pause ce programme, mais ce que nous voulons, c'est que, quand les circonstances le permettront, davantage de monde puisse



revenir", a-t-il ajouté. Plusieurs compétitions britanniques, dont les championnats anglais de football et de rugby, ont repris à huis clos après des mois d'interruption en raison de la pandémie.

Les dirigeants de plus de 100 clubs sportifs ont alerté le Premier ministre, Boris Johnson, sur les pertes financières que représente l'absence

de revenus de billetterie, en lui demandant une aide d'urgence.

Le directeur exécutif de la Premier League, Richard Masters, avait évoqué plus tôt ce mois-ci une situation "critique".

Downing Street a annoncé mardi de nouvelles restrictions pour lutter contre la pandémie, incluant la ferme-

ture des bars, pubs et restaurants dès 22H00 (20H00 GMT) et l'encouragement du télétravail. Le Royaume-Uni est le pays le plus endeuillé d'Europe avec près de 42.000 morts, et voit actuellement le nombre de contaminations "doubler tous les sept jours", a prévenu lundi le conseiller scientifique du gouvernement, Patrick Vallance.

## TOUR DE FRANCE

## Deux gardes à vue suite à des soupçons de dopage



Deux gardes à vue étaient en cours lundi après la découverte d'une "méthode pouvant être qualifiée de dopante" dans le cadre d'une enquête préliminaire visant "une petite partie des coureurs" d'Arkéa-Samsic pendant le Tour de France, a annoncé le parquet de Marseille

(France). "Le parquet de Marseille confirme s'être saisi au titre du pôle santé publique d'une enquête actuellement diligentée par l'Office central de lutte contre les atteintes à l'environnement et à la santé publique (OCLAESP) sur des soupçons de dopage visant une

petite partie de l'équipe des coureurs Arkéa-Samsic, écrit Dominique Laurens, la procureure de Marseille, dans un communiqué.

"Deux gardes à vue sont en cours", ajoute-t-elle, sans donner l'identité des personnes placées en garde à vue, mais ajoutant qu'avaient été découverts "de nombreux produits de santé dont des médicaments dans leurs affaires personnelles, mais également et surtout une méthode pouvant être qualifiée de dopante". Sollicité sur l'ouverture de cette enquête, le manager général de l'équipe bretonne, Emmanuel Hubert, n'a pas souhaité réagir lundi.

## GOLF

## L'Américain Bryson DeChambeau remporte l'US Open, premier Majeur de sa carrière

L'Américain Bryson DeChambeau s'est adjugé l'US Open de golf, le premier Grand Chelem de sa carrière à 27 ans, dimanche à Mamaroneck (New York) où il a brillamment dompté le Winged Foot, un des parcours les plus coriaces au monde.

DeChambeau, qui succède à Gary Woodland au palmarès, devient le troisième joueur après les légendaires Jack Nicklaus et Tiger Woods à être sacré dans ce Majeur après s'être également adjugé les championnats universitaires (NCAA) et de golf amateur en 2015.

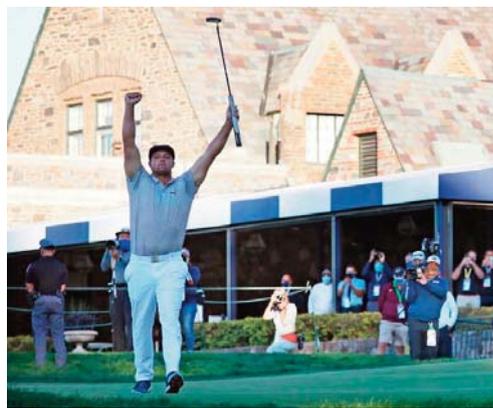
Comme il y a deux mois et demi au Rocket Mortgage Classic, sa sixième victoire jusque-là, le 9e mondial a devancé le jeune Matthew Wolff, 21 ans, de six coups, alors qu'il en accusait deux de retard avant ce 4e et dernier tour.

Connu pour son approche

scientifique de son sport - "je tente de comprendre la biomécanique de mon corps", disait-il en 2018 -, souvent muni d'un compas avec son carnet de parcours, travailleur acharné, il a profité de l'interruption forcée de la saison à cause du coronavirus pendant trois mois pour suivre un régime hyper-protéiné qui lui a fait prendre 20 kg.

Ce qui lui a évidemment permis de gagner en puissance sur ses drives, atteignant notamment la distance phénoménale de 387 m au Memorial 1-juillet ! Il a aussi eu la mésaventure de casser son driver en deux en tentant de s'appuyer sur la canne juste après un coup, au dernier USPGA dont il a fini 4e ex-aequo avec... Wolff.

Ces deux-là ne se sont donc pas vraiment quittés cet été, mais DeChambeau a été plus



solide que son adversaire en cette journée dominicale légèrement balayée par le vent. Et ce n'est pas tant grâce à ses muscles, qu'à sa précision en seconde approche ou au putt, qu'il doit son succès.

Ainsi, quand Wolff commentait trois bogeys sur les 8 premiers trous, lui a réussi le birdie au N.4, avant une formidable passe d'armes au 9e sur lequel l'un comme l'autre ont réussi un eagle.

## SÉLECTION ALGÉRIENNE DE FOOTBALL (AMICAL) Zorgane et Lamara dans la liste élargie de Belmadi

Le milieu offensif du Paradou AC Adam Zorgane et le défenseur du MC Alger Nabil Lamara figurent dans la liste élargie du sélectionneur national, Djamel Belmadi, en vue des deux éventuels matchs amicaux prévus en octobre en Europe, a appris l'APS mardi auprès d'une source autorisée.

Considérés comme des cadors au sein de leurs clubs respectifs, Zorgane (20 ans) et Lamara (27 ans) ont accompli les formalités d'obtention de visa d'entrée dans le territoire européen. La Fédération algérienne de football (FAF) a procédé cette semaine à l'envoi des convocations aux joueurs retenus pour le prochain stage de la sélection, coïncidant avec la fenêtre internationale s'étalant du 5 au 13 octobre, comme le stipulent les règlements en vigueur.

Concernant les futurs sparring-partners des "Verts", rien n'a encore été conclu", souligne la même source, au moment où le secrétaire général de la Fédération camerounaise de football (Fécafoot), Benjamin Didier Banlock, a annoncé samedi la programmation d'un match amical face à l'Algérie aux Pays-Bas. Seulement, les autorités néerlandaises n'ont pas donné leur feu vert pour le déroulement



de cette joute sur leur sol.

Deux autres options se présentent avec notamment la programmation de deux matchs tests dans deux pays différents : en Turquie et au Portugal.

La difficulté liée à la programmation de ces deux rencontres est expliquée par les restrictions sévères adoptées par certains pays européens dans le cadre de la lutte contre la propagation du corona-

virus (Covid-19). Le coach national Djamel Belmadi a affiché son désir d'affronter "deux gros morceaux", afin de "jauger la qualité de ses joueurs après des mois d'inactivité causés par la pandémie".

Inactive depuis novembre 2019 en raison du Covid-19, l'équipe nationale reprendra du service en novembre prochain avec au menu la double confrontation face au Zim-

babwe, le 12 novembre à domicile, comptant pour les 3e et 4e journées des qualifications de la CAN-2021, reportée à 2022.

Dans sa quête de défense du titre continental, l'Algérie a bien entamé la campagne qualificative de la CAN-2021 en alignant deux victoires de rang : à Blida face à la Zambie (5-0) et à Gaborone devant le Botswana (1-0).

## LIGUE 1 - USM ALGER

### Le contrat du Libyen Ellafi résilié "à l'amiable"

L'USM Alger (Ligue 1 de football) a annoncé une résiliation de contrat "à l'amiable" avec le meneur de jeu international libyen Muaid Ellafi.

"Un accord a été trouvé lundi entre l'USMA et le joueur Muaid Ellafi pour une résiliation de contrat à l'amiable.

Nous souhaitons bonne chance au joueur pour la suite de sa carrière", a indiqué le club algérois dans un communiqué publié lundi soir sur page officielle Facebook.

Ellafi (24 ans) avait rejoint l'USMA en décembre 2018 pour un contrat de deux ans et demi, en provenance d'Al-Shabab (Arabie saoudite). La direction avait procédé la veille à la résiliation des contrats du gardien de but Smaïl Mansouri et de l'ancien défenseur international Hichem Belkaroui.

Le départ de Mansouri va ouvrir la voie à la venue d'un nouveau portier qui pourrait être Alexis Guendouz (24 ans) de l'AS Saint-Etienne (Ligue 1/France), selon la presse spécialisée.

Avant Ellafi, Mansouri et Belkaroui, Lyes Yaïche a également obtenu sa lettre de libération, en attendant les autres joueurs libérés que sont Tiboutine, Cherifi, Khiroui, Oukal, Ardji et Redjimi.

En matière de recrutement, l'USMA a frappé un bon coup en s'attachant notamment les services du buteur du CS Constantine, Ismaïl Belkacemi, et rachetant définitivement le contrat du milieu offensif Tahar Benkhelifa.

Ce dernier, signataire d'un nouveau contrat de trois saisons, avait évolué avec les "Rouge et Noir" sous forme de prêt en provenance du Paradou AC.

La direction du club a aussi prolongé les contrats du gardien de but Mohamed Lamine Zemmamouche, de l'attaquant Aymen Mahious, du milieu de terrain Hamza Koudri et du défenseur Abderrahim Hamra.

Le nouvel entraîneur français de l'USMA, François Ciccolini, a rallié dimanche Alger en compagnie des nouvelles recrues franco-algériennes et des membres du staff technique, à bord d'un avion spécial affrété par le club.

Après leur sortie de quarantaine, les confinés rejoindront le reste de l'effectif pour un stage prévu du 11 au 25 octobre à Mostaganem, avec au menu des matchs amicaux contre des adversaires qui restent à désigner.

## La JS Saoura annonce le transfert de Farhi au Club Africain

La JS Saoura a annoncé lundi soir sur sa page Facebook le transfert de son milieu offensif Ibrahim Farhi vers le Club Africain (Ligue 1 tunisienne de football).

En présence des joueurs, du staff technique et administratif, la direction a organisé une cérémonie d'adieu à Farhi (23 ans), lui qui avait rejoint la JSS en 2018 en provenance de l'USM Alger.

"Je remercie tout le monde pour cette initiative qui me fait chaud au cœur. Je souhaite bon courage à la JSS la saison prochaine, mais également aux joueurs avec qui j'ai passé de bons moments", a indiqué le joueur à la même source.

Farhi va rejoindre au Club Africain le défenseur international Hocine Benayada (CS Constantine), signataire d'un contrat de trois saisons.

La formation tunisienne est également sur les traces des attaquants Zakaria Naïdji (Paradou AC) et Zinedine Boutmene (NA Hussein-Dey).

Par ailleurs, la JSS a enregistré le recrutement de deux joueurs en provenance du CA Bordj Bou Arreridj, le défenseur central Mohamed Amrane et l'attaquant Mehdi Derrouche, mais également du milieu offensif du WA Tlemcen Walid Belhamri et de l'arrière gauche de l'US Chaouia, Abdelkader Bensalah.

La direction de Saoura a prolongé en outre d'une année le contrat de son entraîneur Meziane Ighil. La JSS a entamé dimanche sa préparation en vue de la nouvelle saison 2020-2021 au stade 20-Août-1955. La formation phare de Béchar a bouclé la saison 2019-2020, définitivement suspendue en raison de la pandémie de coronavirus, à la 7e place au classement final établi par la Ligue de football professionnel (LFP), sur la base de la règle d'indice de performance des points récoltés et des matches disputés, décidée par la Fédération algérienne.

## USM BEL-ABBÈS

### Les dettes du club au niveau de la CNRL réduites à 70 millions DA

La direction de l'USM Bel-Abbès a réussi à réduire jusqu'à 70 millions DA ses dettes envers d'anciens joueurs qui s'en sont plaints auprès de la Chambre nationale de résolution des litiges (CNRL), a indiqué mardi à l'APS le directeur général (DG) de ce club de Ligue 1 de football.

"La valeur globale des dettes du club envers les joueurs concernés est estimée à 150 millions DA.

Dieu merci, nous avons réussi à la réduire jusqu'à 70 millions.

Nous allons poursuivre nos efforts pour les convaincre de les réévaluer afin de lever l'interdiction de recrutement dont fait l'objet notre club", a fait savoir Abbes Morsli,

nommé récemment au poste de DG et qui occupe également les fonctions de président du club sportif amateur (CSA) de l'USMBA. Le même responsable a ajouté qu'il était en course contre la montre afin de régler "cet épineux problème", et permettre par là même à sa formation d'être renforcée par de nouveaux joueurs en prévision de l'exercice à venir.

"Nous tentons, tant bien que mal, de convaincre nos joueurs de patienter, d'autant que nous avons l'espoir de voir la situation financière du club s'améliorer après l'accord trouvé avec Naftal pour devenir notre sponsor majeur. Déjà, nous avons réussi à prolonger les contrats de

trois cadres (Leit, Hamza, Belebna), ce qui nous évite un sérieux problème puisqu'ils envisageaient eux aussi de saisir la CNRL", a ajouté le DG de l'USMBA.

La direction de la formation de l'Ouest du pays espère tout régler dans ce registre avant la fin de la semaine en cours, afin de lancer les préparatifs du prochain exercice.

C'est dans cette optique d'ailleurs qu'elle va se réunir avec l'entraîneur Sid Ahmed Slimani, qui a déjà eu une expérience avec le club, pour lui confier la barre technique de son équipe, si un accord venait à être trouvé entre les deux parties, a souligné Abbes Morsli.

## MC ORAN

### L'entame de la préparation d'intersaison fixée à dimanche prochain

Le MC Oran devrait entamer dimanche prochain la préparation d'intersaison en vue de l'exercice 2020-2021, dont le coup d'envoi est programmé pour le 20 novembre, a-t-on appris lundi auprès de la direction de ce club de Ligue 1 de football.

En attendant, les joueurs ont commencé à effectuer les examens médicaux rituels avant de se lancer dans la préparation, en plus cette fois-ci des tests PCR liés au Covid-19, a ajouté la même source.

Huitième à l'issue du championnat de l'exercice passé, qui n'était pas allé à son terme à cause de la

pandémie de Covid-19, le club phare de la capitale de l'Ouest aspire à réaliser un meilleur parcours la saison prochaine, selon des déclarations de son nouveau président, Tayeb Mahiaoui.

Et pour atteindre cet objectif, le responsable du club a fait appel à l'entraîneur français Bernard Casoni, qui devrait rejoindre sa nouvelle équipe au début de la semaine prochaine, soit après la fin de son isolement sanitaire qu'il effectue dans l'un des hôtels d'Alger qu'il a rejoint dimanche en provenance de Marseille.

Casoni, qui sera à sa

troisième expérience dans le championnat algérien après avoir fait deux passages aux commandes techniques du MC Alger, sera assisté d'Omar Belatoui, ainsi que du préparateur des gardiens de but, Réda Acimi, deux anciens joueurs du MCO.

Son staff sera renforcé aussi prochainement par un préparateur physique français que le nouveau driver des "Hamraoua" a lui-même proposé, indique-t-on de même source. Côté effectif, la direction oranaise a réussi à prolonger les contrats de plusieurs joueurs, excepté le capitaine d'équipe, Zi-

neddine Sebah, parti au NA Hussein-Dey, rappelle-t-on. Elle a en revanche libéré le gardien de but, Mazouzi, le défenseur Bendjelloul et l'attaquant Abdelhaffid, en attendant de trancher le sort des milieux de terrain Heriat et Mansouri. Le président Mahiaoui se montre néanmoins actif sur le marché des transferts en engageant plusieurs joueurs jusque-là, à l'image du portier Limane (ex-CS Constantine), Benali (ex-O Médéa), Nekkache et Derrardja (ex-MC Alger), Khettab (ex-WA Boufarik) et Siam (ex-AS Ain M'lila).

APS

## ITALIE

## Morata passe la visite médicale avant sa signature à la Juventus

L'attaquant international espagnol de l'Atletico Madrid (Liga espagnole de football), Alvaro Morata, a passé mardi la visite médicale préalable à son engagement avec la Juventus de Turin, sous forme de prêt avec option d'achat, a annoncé le club turinois sur sa page officielle Facebook.

Le joueur de 28 est arrivé dans la nuit de lundi à mardi à Turin pour s'engager avec le champion d'Italie en titre, son ancien club (2014-2016).

"Ciao Alvaro Morata", a tweeté la Juve, accompagnant son message, encadré d'un avion atterrissant et d'un coeur, de trois photos de l'Espagnol, masqué, son pouce levé.

Morata doit signer un contrat de prêt, que la Gazzetta dello Sport estime à 10 millions d'euros, assorti d'une option d'achat de 45 millions.

Sur des images postées par la Juventus sur son compte Twitter mardi en milieu de matinée, on voit l'international espagnol (33 sélections) arriver au siège du club pour y passer la visite médicale.

Après le départ de l'Argentin Gonzalo Higuaín à Miami la semaine dernière, le nouvel entraîneur de la Juve, Andrea Pirlo, avait besoin d'un avant-c entre solide.

Les pistes menant à l'Uruguayen du FC Barcelone Luis Suarez et au Bosnien de la Roma, Edin Dzeko, ont longtemps tenu la corde.

Mais les discussions au long cours n'ont pu aboutir et la Juventus a changé d'option ces derniers jours.

Or, Morata, déjà passé par la Juve pendant deux ans et ancien équipier de Cristiano Ronaldo au Real Madrid, connaît bien Pirlo avec qui il a disputé une saison avant que ce dernier ne prenne sa retraite de joueur.

## Ibrahimovic offre d'un doublé la victoire à l'AC Milan face à Bologne

Zlatan Ibrahimovic a montré qu'il était toujours aussi essentiel en offrant d'un doublé la victoire à l'AC Milan face à Bologne (2-0), lundi lors de la 1re journée de Serie A.

Dominateurs pendant une heure de jeu, les Rossoneri ont réussi leur rentrée et se hissent à la 3e place à égalité avec Naples.

Ils auraient pu faire encore mieux si l'attaquant suédois, parfaitement lancé en contre par Hakan Calhanoglu, n'avait pas raté le cadre déserté par le gardien Lukasz Skorupski qu'il venait de déborder (63e).

Omniprésent à deux semaines de son 39e anniversaire, Ibrahimovic aurait pu aussi ouvrir le score dès la 12e minute, après un travail de Davide Calabria côté droit, s'il n'avait pas trop croisé son tir en position de pivot.

Mais difficile d'en vouloir à l'immortel "Zlatan", qui débute sa 22e saison professionnelle, quand on le voit s'élever plus haut que Danilo, sur un centre millimétré de Théo Hernandez, pour placer une tête piquée qui ne laisse aucune chance à Skorupski (35e, 1-0).

Le gardien polonais n'a pas pu faire grand-chose non plus sur le second but, un penalty consécutif à une faute de Riccardo Orsolini sur Ismaël Bennacer et envoyé dans la lucarne droite par la légende suédoise (51e, 2-0).

En fin de match, Bologne, sauvé par Skorupski qui a détourné une demi-volée de Hernandez (77e), s'est réveillé mais Gianluigi Donnaruma a remporté son duel face à Andreas Skov Olsen (79e), et Federico Santander a trouvé la transversale (88e). Bologne a fini sans Mitchell Dijks, exclu (88e).

APS

## LIGUE 1

## Le gardien de but Guendouz (Saint-Etienne) signe pour deux saisons à l'USMA

Le gardien de but de l'AS Saint-Etienne (Ligue 1 française de football) Alexis Guendouz (24 ans), s'est engagé pour deux saisons avec l'USM Alger, a annoncé mardi le club pensionnaire de la Ligue 1 algérienne de football.

Prêté lors des deux derniers exercices à Pau FC, promu en Ligue 2 française, Guendouz remplace le portier Smail Mansouri, dont le contrat a été résilié à l'amiable. L'autre gardien Mohamed Lamine Zemmamouche a, quant à lui, prolongé son contrat pour une saison supplémentaire, soit jusqu'en 2021.

Le club de Soustara est en train de se distinguer sur le marché des transferts estival, engageant plusieurs éléments dont le meilleur buteur du CS Constantine, Ismail Belkacemi, ou encore le défenseur de l'ES Sétif, Saâdi Redouani. Le milieu offensif Tahar Benkhalifa, qui a évolué la saison dernière sous forme de prêt en provenance du Paradou AC, a signé un bail de trois saisons suite à la décision du club de racheter définitivement son contrat. Outre Zemmamouche, la direction du club a aussi prolongé les contrats de l'attaquant Ay-men Mahious, du milieu de terrain Hamza Koudri et du défenseur Abderrahim Hamra. Le nouvel entraîneur français de l'USMA, François



Ciccolini, a rallié dimanche Alger en compagnie des nouvelles recrues franco-algériennes et des membres du staff technique, à bord d'un avion spécial affrété par le club. Pour rappel, les joueurs de l'USMA ont entamé les

entraînements dimanche dernier à l'Ecole supérieure d'hôtellerie et de restauration d'Aïn Bénian (Alger), avant d'enchaîner avec un deuxième regroupement à Mostaganem du 11 au 25 octobre.

## Bale a été "mal considéré" par les fans du Real Madrid, selon son agent

Le footballeur gallois Gareth Bale, que le Real Madrid vient de prêter pour une saison à Tottenham, n'a "pas été traité correctement" par les supporters madrilènes, selon l'agent de l'attaquant.

"Selon moi, il n'a pas été traité correctement pour quelqu'un qui a tant donné pour un grand club", a déclaré Jonathan Barnett, l'agent du joueur, à la BBC.

"Je pense que quelqu'un qui a réalisé ce qu'il a réalisé pour le club devrait mériter un meilleur traitement", a ajouté l'agent, en référence aux huées souvent essuyées par le Gallois lors de ses apparitions sous le maillot madrilène. "Je ne veux blâmer personne ni rentrer dans ce jeu. Je pense que ce

que les fans ont fait est honteux et que le club n'a pas aidé", a encore dit Jonathan Barnett.

Arrivé au Real Madrid comme le joueur le plus cher de l'histoire --100 M EUR-- et l'héritier de Cristiano Ronaldo en 2013, Gareth Bale (31 ans) retourne à Tottenham après sept années chez les "Merengues".

Avec ce prêt d'un an chez les Spurs, le Real Madrid s'est enfin débarrassé d'un de ses plus gros salaires (environ 30 M d'EUR par an).

Bale a pourtant inscrit 105 buts en 251 matches et remporté 13 trophées en 7 ans sous le maillot du Real Madrid. Il a notamment inscrit un but somptueux en finale de Ligue des champions



2018 contre Liverpool, d'un superbe retourné acrobatique.

## Le Chilien Arturo Vidal signe à l'Inter Milan



Le milieu international chilien Arturo Vidal a rejoint officiellement l'Inter Milan en provenance du FC Barcelone, a annoncé mardi le club vice-champion d'Italie de football. "Il est arrivé, il

est à Milan et il est à l'Inter. Bienvenu Arturo", écrit l'Inter dans un communiqué, sans préciser la durée de contrat du joueur de 33 ans. Vidal était arrivé dimanche soir à Milan pour finaliser

sa visite médicale et sa signature de contrat à l'Inter, où il va retrouver Antonio Conte qui l'avait entraîné à la Juventus pendant trois des quatre saisons du Chilien chez la "Vieille Dame", soldées par quatre titres de champion d'Italie (2012 à 2015). Avec Arturo Vidal, Conte entend bâtir un milieu costaud pour apporter de la régularité à une équipe dont l'objectif affiché est de mettre fin à la série de neuf titres consécutifs de la Juve.

Reconnaisable à sa crête noire, Vidal faisait partie des joueurs annoncés comme

ne faisant pas partie des projets du nouvel entraîneur de Barcelone Ronald Koeman, comme Ivan Rakitic, Samuel Umtiti ou Luis Suarez.

Avec le Chilien, à qui il restait un an de contrat, le Barça se déleste d'un nouveau gros salaire de son effectif, en pleine crise sportive et institutionnelle. Le club blaugrana, qui l'avait recruté en 2018 pour 18 millions d'euros selon les médias espagnols, recevra 1 million d'euros en éléments variables de l'Inter pour ce transfert, précise-t-il dans un communiqué.

## MANCHESTER CITY

## L'Allemand Ilkay Gündogan positif au coronavirus

Le milieu de terrain allemand de Manchester City, Ilkay Gündogan, a été testé positif au coronavirus (Covid-19), conformément au protocole de quarantaine de la Premier League et du gouvernement britannique", écrit le club sur son site internet.

Avant Gündogan, le club "cityzen" avait enregistré deux premiers cas posi-

tifs dans son effectif, ceux du milieu international algérien Riyad Mahrez et du défenseur français Aymeric Laporte.

Manchester City jouera son premier match de la saison 2020-2021 en Premier League lundi soir sur le terrain de Wolverhampton.

Manchester City jouera son premier match de la saison 2020-2021 en Premier League lundi soir sur le terrain de Wolverhampton.

**Le Bayern Munich proche de s'offrir Sergiño Dest**

Une belle affaire en vue pour le club bavarois. Cela fait déjà un petit moment que le Bayern Munich est sur les rangs pour accueillir Sergiño Dest. Aujourd'hui, les discussions seraient très avancées avec l'Ajax Amsterdam et un accord serait même proche d'aboutir. Selon les dernières informations du média AD, le jeune latéral droit de 19 ans devrait évoluer avec le club bavarois cette saison. L'international américain qui a repoussé le Barça pour rejoindre le champion d'Allemagne, pourrait débarquer rapidement. Si aucun chiffre n'a circulé concernant l'indemnité de transfert, les Lanciers réclament depuis plusieurs semaines près de 25 millions d'euros.



**LUKA JOVIC SOUHAITERAIT RETOURNER À L'EINTRACHT**

Alors que la possibilité d'un départ en prêt était évoqué dernièrement par la presse espagnole, Jovic serait désormais bien décidé à plier bagages. Resté sur le banc lors du premier match de Liga des Madrilènes face à la Sociedad, le Serbe a vu de jeunes canteranos lui être préférés par Zidane au moment d'effectuer des changements, alors que l'équipe de réussissait pas à ouvrir le score.

Un signe de plus que l'entraîneur ne compte pas beaucoup s'appuyer sur lui cette saison encore. Et selon le journaliste de la Cope, Jovic a perdu espoir de pouvoir jouer un rôle à Madrid, et n'aurait désormais plus qu'une envie, retourner à l'Eintracht Francfort, là où il était si heureux avant son transfert.

Difficile de savoir si le Real Madrid envisage une telle option un an à peine après l'avoir recruté pour 60M€, mais ce qui est certain, c'est qu'il y a clairement un problème assez incompréhensible entre Zidane et Jovic à Madrid.

**VIDAL SIGNE À L'INTER**

C'était attendu, c'est désormais officiel, Arturo Vidal quitte le FC Barcelone pour rejoindre l'Inter Milan.

Le grand ménage souhaité au FC Barcelone se poursuit petit à petit. Rapidement informé par Ronald Koeman qu'il ne comptait pas sur lui, Arturo Vidal n'a pas trainé pour se mettre d'accord avec l'Inter Milan. Il fallait encore au milieu de terrain chilien trouver un accord avec le Barça. S'il a, dans un premier temps, demandé le paiement de sa dernière année de contrat, comme a pu le faire Luis Suarez, Vidal a fini par revoir ses exigences à la baisse afin de partir libre.

Une condition d'importance pour rejoindre l'Inter Milan qui ne versera (potentiellement) qu'un million d'euros en différents variables. C'est-à-dire que le coût de son transfert immédiat est bien de zéro euro.

En attendant sa présentation, Arturo Vidal a envoyé un message d'adieu au Barça et à ses supporters. Comme un symbole, on le voit aux côtés de Lionel Messi mais également d'un Luis Suarez qui devrait également quitter prochainement le club blaugrana. Après 2 saisons en Catalogne pour 96 matches, 11 buts et 10 passes décisives, le Chilien va débiter une nouvelle aventure au sein d'une Serie A qu'il connaît par coeur pour avoir évolué quatre saisons durant à la Juventus Turin entre 2011 et 2015. A 33 ans, ce devrait être son dernier défi en Europe.



**GUARDIOLA : «ENCORE 111 POINTS À PRENDRE»**

Pep Guardiola n'a pas son pareil pour donner sa vision d'une victoire (ou d'une défaite). Manchester City a débuté pied au plancher sa saison face à Wolverhampton (3-1) et cela ne semble guère l'émouvoir. « Il y avait 114 points à prendre, maintenant il en reste 111... » Manchester City a débuté sa saison en Premier League en venant à bout de Wolverhampton (3-1). Et manifestement, Pep Guardiola semble avoir une vision à long terme pour les Citizens. On le comprend, après la démonstration de Liverpool la saison dernière, c'est bien le titre de champion d'Angleterre qu'il souhaite récupérer. Et face à des Reds capables de tout, il n'y a effectivement pas un point à perdre en route.

**AULAS ANNONCE LE PRIX D'HOUSSEM AOUAR**

Houssem Aouar serait estimé à 50 millions d'euros par son président. Toujours sous contrat avec l'Olympique Lyonnais, le milieu offensif Houssem Aouar est annoncé vers la sortie depuis le début du mercato. Néanmoins, si des clubs britanniques sont sur ses traces, le club rhodanien n'aurait toujours pas reçu d'offre à son sujet. D'ailleurs, le joueur de 22 ans ne devrait pas en recevoir de suite, puisque le journal britannique The Sun croit savoir que Jean-Michel Aulas aurait fixé un prix jugé hors marché.

En effet, JMA réclame 50 millions d'euros pour son joueur, mais les Gunners, club le plus intéressé par Aouar, l'estime maximum à 40 millions, surtout depuis la crise sanitaire. Un échange avec Mattéo Guendouzi a récemment été évoqué également. Peut-être la solution sur ce dossier ? Affaire à suivre...

**Dani Alves dans la tourmente**

L'expérimenté latéral droit pourrait rapidement rentrer en Europe... Numéro 10 dans le dos, Dani Alves se régale sur les terrains du Brasileiro depuis son arrivée au Sao Paulo FC, le 1er août 2019. Le latéral droit passé par le PSG, qui a quitté le club de la capitale l'an dernier à l'issue de son contrat, a disputé 38 matches toutes compétitions et inscrit 8 buts. Mais son aventure au pays pourrait s'achever très rapidement. A 37 ans, l'ancien joueur du Barça souhaiterait résilier son contrat avec le Tricolor, comme l'indique Goal. Et pour cause, il a provoqué un véritable tollé auprès des supporters du club depuis quelques jours. Daniel Alves a en effet participé à une fête entre amis, alors que la crise sanitaire est toujours aussi préoccupante, et des images de la soirée se sont retrouvées sur les réseaux sociaux. On y voit notamment le footballeur jouer des percussions alors qu'il a récemment été opéré du bras droit.



## ASSEMBLÉE POPULAIRE NATIONALE

### Quatre projets de loi soumis aux commissions spécialisées pour examen

Le Bureau de l'Assemblée populaire nationale (APN) a soumis, lundi lors d'une réunion, présidée par Slimane Chenine, président de l'Assemblée, quatre projets de loi aux commissions spécialisées pour examen, indique un communiqué de l'APN.

Il s'agit du projet de loi portant approbation de l'ordonnance modifiant et complétant l'ordonnance 66-155 du 8 juin 1966 portant Code de procédure pénale, du projet de loi portant approbation de l'ordonnance relative à la prévention et à la lutte contre les bandes de quartiers, du projet de loi portant approbation de l'ordonnance modifiant et complétant la loi relative à la Santé et du projet de loi portant ratification de l'accord portant création de la Zone de libre échange continentale africaine (ZLECAF), conclu le 21 mars 2018 à Kigali, précise la même source. Concernant l'agenda des travaux de l'APN, le Bureau a décidé



de tenir jeudi prochain une séance plénière consacrée à la validation de qualité de membre de l'APN de nouveaux députés et au vote du projet de loi portant ratification de l'accord portant création de la ZLECAF à Kigali ainsi que le vote sans

débat du projet de loi relatif à l'ordonnance portant Code pénal. Il sera procédé lors de la même séance au vote sans débat du projet de loi portant approbation de l'ordonnance portant Code de procédure pénale, du projet de loi portant appro-

bation de l'ordonnance relative à la prévention et à la lutte contre les bandes de quartiers et du projet de loi portant approbation de l'ordonnance relative à la Santé ainsi que la validation de la liste des vice-présidents de l'APN.

Le Bureau a soumis, par la suite, à la Commission des affaires juridiques, les décisions du Conseil constitutionnel relative au remplacement de trois députés, suite à la vacance de leurs sièges et notifié les démissions de deux députés de leurs formations politiques. Au terme de la réunion, le Bureau de l'APN a examiné le projet du budget modifié de l'APN pour l'exercice 2020, conclut le communiqué.

### DÉCÈS DE HAMDI BENNANI M.Djerad présente ses condoléances à la famille du défunt

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a présenté ses sincères condoléances à la famille de l'artiste, Hamdi Bennani, décédé lundi à l'âge de 77 ans à l'hôpital Ibn Sina à Annaba, estimant que la scène artistique en Algérie, notamment la chanson Malouf, a perdu avec sa disparition "l'une de ses icônes".

"C'est avec beaucoup de tristesse et de chagrin que j'ai appris la nouvelle du décès de l'artiste Hamdi Bennani des suites d'une longue maladie qui l'a emportée et mis fin ainsi à une vie riche en œuvres et créations artistiques authentiques", a écrit le Premier ministre. "La scène artistique en Algérie notamment la chanson Malouf vient de perdre avec la disparition du virtuose

de ce genre musical unique, l'une de ses icônes", a-t-il souligné, ajoutant que le public mélomane et tout le peuple algérien se souviendront à jamais du défunt, de ses qualités et de ses chansons authentiques ayant marqué son riche parcours artistique. "En cette douloureuse circonstance, je ne puis que partager vos peines et tristesse. Je tiens également à vous présenter ainsi qu'à la famille artistique, mes sincères condoléances et l'expression de ma profonde compassion, priant Allah, Tout-Puissant, d'accorder au défunt Sa sainte miséricorde, de l'accueillir en Son vaste paradis et de vous prêter patience et réconfort", a conclu le Premier ministre.

### RÉFÉRENDUM SUR LA CONSTITUTION L'ANIE annonce le report de l'activité de présentation des préparatifs

L'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) a annoncé lundi l'impossibilité de tenir l'activité, prévue initialement demain mardi, relative à la présentation des préparatifs entrepris au niveau de l'Autorité, au titre du référendum populaire décidé le 1<sup>er</sup> novembre prochain sur le projet de révision de la Constitution. "Compte tenu de l'agenda chargée du président de l'ANIE, il est impossible de tenir cet événement à la date fixée ci-dessus", a précisé le communiqué, ajoutant que la date de cette activité "sera fixée et annoncée ultérieurement".

### ALGÉRIE-NIGER

### M. Boukadoum entame une visite de travail à Niamey

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, dépêché par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a entamé, lundi, une visite de travail en République du Niger, en provenance de la capitale malienne Bamako, indique un communiqué du ministère. M. Boukadoum a été reçu par le président de la République du Niger, M. Mahamadou Issoufou à qui "il a transmis les salutations de son frère le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune", tout en lui réitérant la détermination de l'Algérie à renforcer les relations de coopération bilatérale et la concertation politique entre les deux pays sur les questions d'intérêt commun notamment au Mali et en Libye, ainsi que les autres défis que connaît la région". Lors de cette rencontre, le président nigérien a



réaffirmé "l'attachement de son pays aux relations de coopération avec l'Algérie", saluant "la dynamique qui les caractérise en adéquation avec le caractère spécifique des relations liant les deux pays et peuples frères". M. Issoufou s'est félicité de la coo-

pération bilatérale fructueuse dans plusieurs domaines, exprimant sa volonté de poursuivre et de renforcer la coopération dans le domaine économique notamment, en mettant à profit les projets structurants dans la région, ainsi que dans le domaine sécuritaire", ajoute la même source. A cette occasion, le président Issoufou a exprimé "sa profonde gratitude et ses vifs remerciements à l'Algérie et au Président de la République pour la solidarité constante de l'Algérie avec le Niger notamment dans la lutte contre la pandémie du nouveau coronavirus et les catastrophes naturelles".

Le chef de la diplomatie algérienne a rencontré également le Premier ministre nigérien, M. Brijji Raffini et le président de l'Assemblée nationale nigérienne, M. Ousseini Tinni, avec lesquels il a évoqué "les voies et moyens de renforcer la coopération à l'occasion des prochaines échéances bilatérales".

### MDN

### ANP - LUTTE CONTRE L'ÉMIGRATION CLANDESTINE 485 personnes sauvées dans les eaux territoriales algériennes

Un total de 485 personnes ont été sauvées, lors d'opérations distinctes menées dans les eaux territoriales algériennes par des unités des Garde-côtes durant la période allant du 15 au 19 septembre, et ce, dans le cadre de la lutte contre le phénomène de l'émigration clandestine, selon un bilan rendu public lundi par le ministère de la Défense nationale (MDN).

"Dans la dynamique des efforts de nos Forces navales pour mettre un terme au phénomène de l'émigration clandestine, des unités des Garde-côtes ont procédé, lors de 42 opérations distinctes menées dans nos eaux territoriales entre le 15 et le 19 septembre 2020, à l'interception et au sauvetage de 485 personnes qui tentaient de prendre la mer de manière illicite, et qui ont été prises en charge par les services compétents, alors que dix (10) dépouilles d'émigrants clandestins dont l'embar-

cation a chaviré, ont été repêchées", précise la même source. Détaillant ces opérations menées par les unités flottantes de recherche et de sauvetage, le MDN explique que "22 opérations ont été exécutées au niveau de la façade maritime ouest, au cours desquelles 255 émigrants clandestins ont été interceptés et sauvés".

"Dix neuf (19) autres opérations ont été exécutées au niveau de la façade maritime est, au cours desquelles 227 émigrants clandestins ont été interceptés et sauvés, tandis que trois (03) émigrants clandestins ont été interceptés et sauvés au niveau de la façade maritime centre", a-t-on ajouté.

"Ces interventions reflètent les efforts fournis par nos Forces navales dans le cadre de leurs missions, notamment celles à caractère humanitaire, et la sauvegarde de la sécurité des citoyens", a-t-on souligné.

### UNIVERSITÉ

### Des conditions "acceptables" de reprise des activités pédagogiques aux établissements d'enseignement supérieur (ministère)

Le Secrétaire général du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Noureddine Ghouali a examiné lundi avec les représentants des associations étudiantes et les responsables des établissements d'enseignement supérieur et des œuvres universitaires les conditions de reprise des activités pédagogiques, qualifiées "d'acceptables", a indiqué mardi un communiqué du ministère.

M. Ghouali a présenté, lors d'une réunion avec les associations étudiantes, en présence de cadres du ministère, "les conditions

de reprise des activités pédagogiques" depuis le 23 août 2020, a précisé la même source. Suite aux rencontres d'évaluation tenues la semaine dernière, il a été relevé que les activités pédagogiques programmées du 23 août au 9 septembre 2020 étaient "acceptables". Les responsables des établissements d'enseignement supérieur et des œuvres universitaires avaient affirmé, lors de ces rencontres d'évaluation, "leur disponibilité à clôturer l'année universitaire".

De leur côté, les représentants des associations étudiantes "se sont féli-

cités" des mesures prises par les pouvoirs publics en matière de prise en charge du transport des étudiants de différentes wilayas vers leurs établissements mais également de la reprise des activités pédagogiques en présentiel à partir du 19 septembre 2020.

Par la même, les représentants des associations étudiantes ont exprimé leurs préoccupations dans les domaines pédagogique et des œuvres universitaires. A ce titre, le SG du ministère s'est engagé à "prendre en charge toutes les préoccupations soulevées".